



UNIVERSITE ABDERRAHMANE MIRA DE BEJAIA

Faculté des Sciences Economiques, Commerciales et des Sciences de Gestion

Département Des Sciences Economiques

MEMOIRE

En vue de l'obtention du diplôme de

MASTER EN SCIENCES ECONOMIQUES

Option : Economie Monétaire et Bancaire.

Thème :

Impact Du Déficit Budgétaire Sur La Croissance Economique

Préparé par :

-M^r. AYADI Yougourthen.

-M^r. NACER Farid.

Dirigé par:

-M^{me}. SEBAHI Dalila Epse OUBRAHAM

Année universitaire : 2021/2022.

Proverbe

« Que choisir entre la vie et l'honneur, se demande un père de famille ?

La première est plus belle, mais l'honneur est plus éternel.

S'épargner de l'humiliation, c'est faire preuve d'amour paternel et avoir une saine génération.».

REMERCIEMENTS

Nous exprimons nos vives reconnaissances et notre profonde gratitude à notre encadreur Dr SEBAHI Dalila. Epse OUBRAHAM, tout d'abord, pour nous avoir introduit au sujet principal de ce travail.

Aussi, nous voudrions la remercier pour ses conseils judicieux, et ses précieuses interventions.

Nous voudrions également, remercier tous nos enseignants de nous avoir formés durant toute la période de nos études en graduation et en post-graduation.

Nos remerciements vont, aussi, à tous nos camarades, pour toute l'aide qu'ils nous ont apportée, et à tous nos amis qui se reconnaitront.

Dédicace

Je dédie ce travail à mes très chers parents,

A ma très chère femme et mes chers enfants

Wassym & Yousra

A mes frères et sœurs

A tous les amis.

NACER Farid.

Je dédie ce travail à mes très chers parents.

Qui tout au long de mon cursus, ont su m'accompagner et m'aider.

Je dédie aussi ce travail à mes deux frères Youba et Amazigh

Et à toute personne ayant contribué de près ou de loin à la réalisation de mémoire.

AYADI Yougourthen.

Liste des Abréviations

PLF : Projet de Loi de Finance.

APN : Assemblée Populaire Nationale.

DGB : Direction générale du budget.

CDN : Conseil De la Nation.

IBS : Impôt sur Biens des Sociétés.

TVA : Taxe sur la Valeur Ajoutée.

TIPP : Taxe Intérieure sur les Produits Pétroliers.

IRG : Impôt sur Revenu Global.

AP : Autorisation de Programme.

CP : Crédit de Paiement.

PIB : Produit Intérieur Brut.

PTG : Plan de Travail du Gouvernement.

PSM : Plan de Stabilisation Macroéconomique.

FMI : Fond Monétaire International.

BM : Banque Mondiale.

PAS : Plan d'Ajustement Structurel.

PSRE : Plan de Soutien à la Relance Economique.

PCSC : Plan Complémentaire de Soutien à la Croissance.

PIP : Plan d'Investissement Public.

FRR : Fond de Régulation des Recettes.

PNB : Produit National Brut.

CF : Consommation Finale.

FBCF : Formation Brut du Capital Fixe.

RNB : Revenu National Brut.

PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement.

IDH : Indice de Développement Humain.

PPA : Parité de Pouvoir d'Achat.

OFCE : Observatoire Français des Conjonctures Economiques.

INSEE : Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques.

PGF : Productivité Globale des Facteurs.

OCDE : Organisation de Coopération et de Développement Economiques.

NTIC : nouvelles technologies de l'information et de la communication.

SB : Solde Budgétaire.

SBC : Solde de la Balance Courante.

ARDL : AutoRegressif Distributed Lag.

TS : Trend Stationnary.

DS : Differency Stationary.

DF : Dickey-Fuller.

MCO : Moindres Carrés Ordinaires.

ADF : Augmented Dickey-Fuller.

Sommaire

Introduction générale.	01
Chapitre 01 : Cadre Conceptuel du budget de l'Etat et de la politique budgétaire.	
Introduction	04
Section 1 : loi de finances et budget de l'Etat.	04
Section 02 : Cadre théorique du budget et évolution de la politique budgétaire algérienne.	22
Conclusion	36
Chapitre 02 : Revue théorique, et source de la croissance économique	
Introduction	37
Section 01 : La mesure de la croissance économique: le PIB et ses limites	37
Section 02 : Les sources de la croissance économique	48
Conclusion	62
Chapitre 03 : étude empirique sur l'impact du déficit budgétaire sur la croissance économique.	
Introduction	63
Section 01 : Présentation des instruments d'analyse utilisés	63
Section 02 : Etudes empirique (Modélisation ARDL).	72
Conclusion	83
Conclusion générale	85

Introduction

Générale

Introduction générale

Il est de dire que l'économie s'intéresse avant tout aux sociétés humaines, celle-ci est devenu un sujet de recherche intellectuelle, donnant ainsi naissance aux notions de croissance économique et d'amélioration du niveau de vie qui sont-elles même apparu avec la notion de développement.

De nos jours tous les états du monde aspirent à une maximisation de la croissance et la réalisation du bien-être social, mais pour se faire une intervention de l'état est indispensable dans la vie quotidienne.

Cette dite « intervention de l'état » se traduit donc par des politiques soit conjoncturelles (politiques budgétaire et monétaire) ou structurelles, agissant ainsi sur les dimensions de l'économie (politiques sectorielles, privatisations et dérèglementations). Dans notre travail, nous nous intéresserons à l'intervention de l'état par le biais des politiques conjoncturelles budgétaires, plus précisément le budget de l'état.

Selon M. Caron la politique budgétaire « désigne l'action des pouvoirs publics exercée par le biais du budget de l'État, dans le but d'influer sur la conjoncture économique ».¹

Certainement, dans le cadre d'une politique budgétaire et dans le but d'influer sur l'économie du pays, l'état agira par le biais du budget de l'état prévu par la loi de finance.

Le budget de l'état est composé de deux variables, les recettes et les dépenses budgétaires, La différence entre ces deux variables nous donne un résultat considéré comme un indicateur macroéconomique important.

En effet, le solde budgétaire est un indicateur macroéconomique influant car il prévoit l'avenir potentiel d'une économie, et par conséquent permet à l'état de trancher sur la politique adéquate à mettre en œuvre.

L'état algérien est passé par de nombreuses crises après son indépendance. Pour remédier à cette situation, l'état mit en place de nombreux plans, notamment lors de sa transition économique d'une économie planifiée vers une économie de marché. Ces plans se

¹ Matthieu Caron ; « Budget et Politiques Budgétaires » ; Édition Bréal ; Paris 2007, page 31.

traduisaient par des programmes de stabilisation macroéconomique et de réformes structurelles visant ainsi la relance et la stabilité économique.

Mais en raison des difficultés économique, politique et sociale qu'a connues l'état après sa transition. L'état fut contraint à contracter un crédit au près du FMI. Ainsi, accompagné des mesures d'austérités, le prêt du FMI venait accentuaient une croissance économique déjà en récession.

Durant la décennie qui suivit cette crise, l'Algérie mit en place des mesures strictes, ayant pour objectif la stabilisation de la croissance a des taux optimistes, à savoir une stabilisation moyenne à 6%. Les résultats fut positif mais inférieurs aux objectifs attendus par l'état avec une croissance moyenne de 3.2% et un budget déficitaire durant les premières années jusqu'en 1990.

Pendant les premières années qui ont suivi le pays a enregistré un solde budgétaire excédentaire et une évolution remarquable de la croissance économique due à une bonne tenue du cours des hydrocarbures. Mais les années qui suivirent enregistrèrent un déficit budgétaire de plus en plus important et une croissance économique impactée négativement avec une tendance décroissante.

Au cours de l'année 2022, la loi de finance algérienne prévus des recettes de 5.683,22 milliards DA et des dépenses budgétaires de 9.858,4 milliards DA soit un déficit budgétaire historique de -4.175,21 milliards DA, l'équivalent de 31 milliards de dollars, soit un écart de 10 milliards de dollars par rapport à l'année précédente.²

Malgré la hausse des prix des hydrocarbures l'Algérie enregistre encore des soldes budgétaires déficitaires, un déficit causé principalement par la dette extérieure et la pandémie du covid-19. Tandis que la croissance économique elle est restée positive.

Ainsi, dans ce constat, nous tenterons d'apporter des éléments de réponses à l'interrogation de l'impact du déficit budgétaire sur la croissance économique par conséquent notre travail consiste donc à répondre aux questions suivantes, afin de cerner le vif du sujet :

- Comment l'économie explique-t-elle le lien qui existe entre le déficit budgétaire et la croissance économique ?

² <https://www.dzairdaily.com/algérie-deficit-budgetaire-va-atteindre-31-milliards-dollars-2022/>

- Le déficit budgétaire contribue-t-il à la croissance économique ?

Ainsi pour bien mener notre recherche, nous proposons les hypothèses suivantes :

- H1: Le déficit budgétaire stimule la croissance économique.
- H2: la hausse des cours des hydrocarbures fait diminuer le déficit budgétaire, et ainsi stimuler la croissance économique.

Notre premier chapitre sera structuré en deux sections : la première exposera les différents concepts du budget de l'état et de la loi de finance, quant à la deuxième section, elle sera consacrée à une revue théorique du déficit budgétaire et un bref historique des politiques budgétaires menées en Algérie.

Le deuxième chapitre, quant à lui, traitera des différents concepts de la croissance économique.

Pour finir, le troisième chapitre sera consacré à une étude empirique visant l'analyse de l'impact du déficit sur la croissance économique, à travers l'illustration des indicateurs choisis. Suivra de l'interprétation des résultats à partir de l'analyse de ces indicateurs.

Introduction

Avant de développer le lien entre le déficit budgétaire et la croissance économique il convient de résumer les différents concepts relatifs aux budgets qui seront utilisés dans cette première partie du mémoire à savoir la loi de finances, le déficit budgétaire

A ce titre, le budget fixe annuellement les recettes et les dépenses de l'Etat pour une période bien déterminée (une année), ce budget est voté dans la loi de finances. Celle-ci fixe les objectifs économiques et financiers de la politique du gouvernement ainsi que les moyens permettant de les atteindre. En d'autres termes, la variation des grandeurs budgétaires est déterminée en fonction des objectifs de la politique budgétaire conduite par le gouvernement qui représente l'Etat.

Tous ces concepts sont liés l'un avec l'autre au point où parler de l'un, nous conduira automatiquement à parler de l'autre. Parler du déficit budgétaire consiste à parler des différentes ressources et dépenses d'un Etat qui sont élaborées dans le budget de l'Etat et lorsque les ressources sont inférieures aux dépenses nous parlerons de déficit budgétaire et par conséquent de dettes contractée pour assurer l'équilibre. Ainsi le présent chapitre sera consacré à l'éclaircissement de chacun de ces concepts.

A travers ce premier chapitre subdivisé en deux sections, nous allons présenter les différents aspects relatifs aux déficits budgétaires, le budget et la politique budgétaire. A cet effet, la première section de ce chapitre est consacrée à une présentation des définitions des différents concepts qui seront utilisés dans le cadre de notre travail. La seconde section portera sur la politique budgétaire dans la pensée économique et l'évolution des composantes budgétaires en Algérie.

Section 1 : loi de finances et budget de l'Etat

Dans la conduite des affaires publiques, l'État est amené à effectuer des choix, ces choix s'expriment tout d'abord dans la loi de finances qui détermine la nature, le montant et l'affectation des ressources et des charges de l'État.

Les économistes emploient la notion de « *budget de l'État* », tandis que le juriste parle de « *loi de finances* ». Au fond, les deux définitions recouvrent sensiblement la même réalité, la définition économique est descriptive, alors que la définition juridique est normative.³

³ Matthieu Caron ; « budget politiques budgétaire » ; Édition Bréal ; Paris 2007, page 13.

D'une manière générale « *Le budget de l'État* », est un État prévisionnel et limitatif, sanctionné par une décision (dans le cadre de la loi de finances), le rendant exécutoire et l'assortissant de force contraignante, des dépenses et des recettes à réaliser au cours d'une période par l'État.

1. Loi de finance

La loi de finance, couramment appelée « budget de l'Etat », est un texte de loi qui prévoit et autorise, pour chaque année civile, l'ensemble des recettes et des dépenses de l'Etat.

« Ont le caractère de loi de finances :

- 1) La loi de finances de l'année ;
- 2) Les lois de finances rectificatives ;
- 3) La loi portant règlement budgétaire. »⁴

Tous les ans, les services du ministère de l'Économie et des Finances préparent un « projet de loi de finances » qui est soumis à l'Assemblée Nationale puis au Sénat à l'automne. Le parlement peut alors proposer des modifications avant d'adopter une « loi de finances initiale » qui sera signée par le Président de la République et publiée dans le journal officiel avant la fin de l'année. Cette loi peut être révisée au cours de l'exercice par une loi rectificative, aussi appelée « Complémentaire », et vérifiée puis acceptée par « La loi portant règlement budgétaire ».

1.1. La loi de finance initiale

« La loi de finances de l'année prévoit et autorise, pour chaque année civile, l'ensemble des ressources et des charges de l'État, ainsi que les autres moyens financiers destinés au fonctionnement des services publics et à la mise en œuvre du plan annuel de développement. »⁵

La loi de finances initiale, aussi appelée la loi de finance de base, est un document annuel, préparé par le ministère des finances, accepté par le parlement et signé par le président pour sa publication, ce document présente les prévisions des recettes à percevoir et des dépenses à engager pour une année.

⁴Journal Officiel, (art. 04 de la loi n° 18-15 du 2 septembre 2018 relative aux lois de finances).

⁵Journal Officiel, (art. 03 de la loi n° 84-17 du 07 juillet 1984 relative aux lois de finances).

Dans ce cadre, le PLF est préparé par le gouvernement, déposé au bureau de l'assemblée populaire nationale, puis transmis à la commission des finances et du budget, ensuite critiqué et voté par l'APN avant sa transmission au conseil de la nation pour son adoption.⁶

1.2.La loi de finances complémentaire ou rectificative

Alors que la loi de finances de l'année a été adoptée à la fin de l'année, certaines corrections doivent généralement lui être ajoutées. Une loi de finances rectificatives intervient donc durant le même exercice budgétaire afin d'apporter des rectifications quant aux textes législatifs antérieurs et au budget de l'État. Elle est donc une dérogation à deux principes budgétaires qui sont : l'annualité et l'unité.

« La loi de finances rectificative a pour objet de modifier ou de compléter, en cours d'année, les dispositions de la loi de finances de l'année. ».⁷

La loi de finances complémentaire a donc pour objet de cadrer en fonction de la conjoncture économique, les prévisions budgétaires, et de rectifier les mesures inscrites dans la loi de finances de l'année, tout en étant soumise à la même procédure législative que la loi de finances de l'année.

1.3.La loi de règlement budgétaire

La loi de règlement budgétaire arrête, à chaque fin d'année budgétaire, le montant définitif des dépenses et des recettes de l'État, ratifie les opérations réglementaires ayant affecté l'exécution du budget, fixe le résultat budgétaire et décrit les opérations de trésorerie. Elle peut comprendre des dispositions sur l'information et le contrôle des finances publiques, la comptabilité et la responsabilité des agents.⁸

peut être considérée comme un moyen de contrôle des dépenses publiques du fait qu'elle examine la manière avec laquelle sont exécutés les budgets précédents et permet ainsi de mieux préparer les budgets suivants et d'améliorer l'efficacité de ces dernières.

Cette loi offre l'occasion aux parlementaires de vérifier la sincérité budgétaire, reconnue comme principe de premier rang par le droit budgétaire à travers trois exigences :

⁶ Manuel de contrôle des dépenses engagées, Direction Générale du Budget, Ministère des Finances, Alger, 2007. Page : 13.

⁷ Journal Officiel, (art.7 de la loi n° 18-15 du 2 septembre 2018 relative aux lois de finances).

⁸ <https://www.ccomptes.dz/fr/glossaire/>, 17 mai 2022, 18h30.

- Le caractère raisonnable des prévisions de recettes et des dépenses.
- L'adéquation des procédures aux objectifs budgétaires poursuivis.
- La vérité et l'exactitude des chiffres et des comptes.

Pour ce faire, le projet de loi de finances de l'année doit être accompagné la loi de règlement budgétaire d'une loi de finances antérieure à trois ans, conformément aux dispositions de la loi.

Ces trois types de lois forment ensemble ce qu'on appelle communément le cycle budgétaire. Ce dernier commence par le vote à l'assemblée nationale de la loi de finances de base et, le cas échéant, des lois de finances complémentaires et s'achève par le vote de la loi de règlement budgétaire par la même instance.

L'élaboration et l'exécution des lois de finances et du budget de l'état obéissent à un certain nombre de notions et de principes budgétaires. Ils assurent les bonnes pratiques et servent l'uniformisation des règles de fonctionnement des finances publiques.

2. Le budget de l'Etat

Le Budget est un instrument essentiel d'organisation et d'encadrement de l'avenir, il est le résultat d'une décision librement prise, consistant pour un individu ou une collectivité, à s'obliger par avance à faire des choix, à s'astreindre, une fois ces choix faits, à les respecter.

Le Budget est probablement l'acte majeur du gouvernement, puisqu'il exprime plus qu'aucun autre la solidarité gouvernementale dans la mise en œuvre d'une politique dont pratiquement toutes les composantes se trouvent directement ou indirectement traduites dans la Loi de Finances.

2.1. Définition du budget de l'état

Le budget, au sens strict du terme, est l'ensemble des comptes exprimant en une approche de « *finances publiques* », le programme annuel de ressources et de charge de l'État. Le terme de budget est aussi employé, en un sens plus général, pour qualifier les mêmes types de programmes des administrations publiques.

« Le budget de l'État prévoit et autorise en la forme législative les charges et les ressources de l'État. Il est arrêté par le Parlement dans la loi de finances qui traduit les objectifs économiques et financiers du gouvernement ».⁹

« Les ressources et les charges budgétaires de l'Etat sont prévues et retracées dans le budget sous forme de recettes et de dépenses. Elles sont fixées et autorisées annuellement par la loi de finances et réparties selon les dispositions prévues par la présente loi. L'ensemble des recettes garantit la mise en œuvre de l'ensemble des dépenses, et le dépôt de l'ensemble des recettes et des dépenses dans un compte unique qui constitue le budget de l'Etat ».¹⁰

Donc, Le budget de l'Etat peut être défini, comme un document, traduisant d'un point de vue monétaire, le programme ou le plan d'action retenu par les responsables. C'est un acte de prévision et d'autorisation annuelle des ressources et des charges budgétaire. Il est constitué d'un ensemble de comptes qui décrivent toutes les recettes et toutes les dépenses de l'Etat et des ministères.

Le budget de l'Etat, est généralement confondu avec la Loi de Finances, mais véritablement ce n'est que la partie comptable, le plan financier de la Loi de Finances.

D'une manière générale, le budget de l'état est considéré comme l'ensemble de documents préparés par le gouvernement (pouvoir exécutif) et votés par le parlement (pouvoir législatif) afin de prévoir et autoriser les ressources et les dépenses de l'Etat pendant une année.¹¹

2.2. Les principes du budget de l'état

Les Principes budgétaires ont pour objet de faciliter le contrôle du parlement sur le budget de l'Etat. Ce sont :

2.2.1. Le principe de l'unité budgétaire

Le principe de l'unité budgétaire signifie l'obligation de n'établir qu'un seul budget, un seul document unique ou figurent toutes les recettes et les dépenses de l'état, même si celle-ci sont purement prévisionnelles. Afin de donner une vue d'ensemble de la situation budgétaire de l'Etat.

⁹ Christian Bigaut, « Budget de l'Etat », ellipses, page 26.

¹⁰ Journal Officiel, (Art. 14 de la Loi n° 18-15 du 02 septembre 2018 relative aux lois de finances)

¹¹ François Duruel Buisson, Budget et pouvoir financier, DALLOZ 2001, page : 10.

« L'ensemble des recettes garantit la mise en œuvre de l'ensemble des dépenses, et le dépôt de l'ensemble des recettes et des dépenses dans un compte unique qui constitue le budget de l'Etat ». ¹²

Ainsi le principe d'unité favorise la transparence des comptes de l'établissement, du fait qu'il reflète le véritable état financier sans aucune dissimulation possible, permettant de la sorte au conseil d'administration de prendre part au vote en toute connaissance de cause.

Autrement dit ce principe permet de voir à l'avance si l'équilibre budgétaire est réalisé, vu qu'on examine qu'un seul document regroupant l'ensemble des recettes et dépenses sur lequel le vote du conseil d'administration interviendra.

2.2.2. Le principe d'universalité budgétaire

Le principe d'universalité signifie l'obligation de faire figurer dans le budget toutes les recettes et toutes les dépenses sans contraction entre les catégories de dépenses et celles de recette, ce qui permet dans ce cas de faire figurer au budget que le solde restant. Ce principe est garanti par deux règles qui sont la non compensation et la non affectation entre les recettes et les dépenses :

- **La non-compensation (ou non contraction) :** En réalité deux possibilités se présentent dans ce principe, la règle du « produit brut », qui stipule que les recettes et dépenses doivent être inscrites au budget pour leur montant intégral, sans contraction entre les unes et les autres. Et la règle du « produit net » qui consiste à présenter le solde des résultats de la contraction entre les recettes et dépenses.
- **La non-affectation :** cette règle interdit l'affectation d'une recette à une dépense déterminée. À l'intérieur du budget, les recettes et les dépenses doivent former deux parties autonomes, il ne doit donc pas y avoir affectation d'une recette au financement d'une dépense, aucune recette ne doit donc être affectée à une dépense particulière, l'ensemble des recettes financent l'ensemble des dépenses quel que soit la provenance des recettes.

2.2.3. Le principe d'annualité budgétaire

¹² Journal Officiel, (art.14 de la loi n° 18-15 du 2 septembre 2018 relative aux lois de finances)

Le principe d'annualité stipule que le budget doit être voté chaque année et pour une année civile. Ce principe exige que les dépenses et recettes prévues par le PLF soit exécutées au cours de l'année budgétaire correspondante.

Les dérogations à ce principe sont les lois de finances rectificatives (pour une période inférieure à un an) et les autorisations de programme (pour une période supérieure à un an).

2.2.4. Le principe de spécialité et de sincérité budgétaire

- **Le principe de spécialité** : précise que les crédits qui sont ouvert par une loi de finance sont affectés à des dépenses déterminées, et l'autorisation de dépenser est détaillé pour chaque catégorie de crédit.

De façon globale les crédits doivent être détaillés et classifiés par catégories de dépenses, autrement dit, ce principe signifie que tout crédit doit avoir une destination déterminée et être affecté à un but spécifique afin d'éviter toute confusion entre un crédit et un autre. Les dérogations au principe de spécialité sont notamment les mouvements de crédits : virements de crédit et transferts de crédits.

Depuis une quinzaine d'années, de nouveaux principes budgétaires sont apparus, notamment le principe de sincérité.

- **Le principe de sincérité** : Ce principe de sincérité budgétaire est inspiré du droit comptable privé, et implique l'exhaustivité, la cohérence et l'exactitude des informations financières fournies par l'État.

Toutefois, son application est limitée en ce sens que leur sincérité s'apprécie compte tenu des informations disponibles et des prévisions qui peuvent raisonnablement en découler.

La sincérité oblige donc le gouvernement à présenter dans la loi de finance des prévisions de recettes et de dépenses correctement évaluées.

2.2.5. Le principe d'équilibre budgétaire

Ces cinq principes sont parfois complétés par un sixième, plus récent, le principe d'équilibre budgétaire.¹³ Ce principe signifie que le budget général de l'État doit être voté en équilibre, les recettes doivent être égales aux dépenses.

Autrement dit, L'Etat doit gérer son budget et ne doit dépenser qu'à concurrence de ce qu'il possède, car un déficit ou un excédent est considérés comme nocif pour l'économie nationale.

Contrairement aux autres principes budgétaires classiques, la réalisation de l'équilibre budgétaire dépend de facteurs exogènes qui ne sont pas sous l'entière emprise des pouvoirs publics.

Ainsi, ce principe de d'équilibre budgétaire ne saurait s'analyser comme un nouveau principe budgétaire, il est davantage un objectif à atteindre qu'un principe à respecter.

2.3.Élaboration et exécution du budget de l'état.

Sur la base des principes précédemment cités, l'élaboration du budget est du ressort ou de la compétence du pouvoir exécutif, qui entame les premières étapes de l'élaboration du budget général de l'Etat inclus dans la loi de finances pour chaque année.

2.3.1. Préparation et élaboration du budget.

La préparation et l'élaboration du budget de l'Etat pour l'année avenir est une phase administrative suivant une chronologie bien déterminée et relevant du pouvoir exécutif, la première étape est relative à la définition de la politique budgétaire portés dans la note d'orientation qui est élaborée par les services du Ministère des Finances et qui est adressée aux ministères dépensiers. Cette note retrace ainsi les priorités et les orientations stratégiques de la politique de l'Etat et des méthodes d'évaluation des propositions budgétaires pour l'année à venir.

Dans le cadre de cette note, les ordonnateurs établissent et adressent leurs propositions budgétaires aux services compétents de la Direction Générale du Budget pour examen et discussion lors des séances d'arbitrage budgétaire et ce, en mois de juin.

A l'issue des arbitrages budgétaires, la DGB procède à la consolidation des différents résultats obtenus et élabore un document unique appelé avant-projet du budget général de l'Etat. Lequel prendra l'appellation d'avant-projet de loi de finances dès incorporation des

¹³ WASERMAN Franck, « les finances publiques », documentation française, (2018), Page 149.

diverses dispositions fiscales, domaniales, douanières et autres. Puis l'avant-projet de loi de finances sera présenté et examiné lors d'une réunion du gouvernement, présidé par le Premier Ministre, au cours de laquelle des modifications peuvent être apportées à cet avant-projet.

L'avant-projet de loi de finances doit être présenté pour discussion, au plus tard le 30 septembre de l'année, au niveau du Conseil des Ministres présidé par le Président de la République, cette étape constitue la dernière étape de la phase administrative. Lors de ce conseil, le Président de la République peut trancher sur les différends interministériels qui pourraient subsister après la réunion du gouvernement pour ensuite, à la clôture de ce conseil, adopter l'avant-projet de loi des finances qui prendra, dès lors, la forme de projet de loi de finances (PLF).

Après cette étape, vient la phase parlementaire qui consiste à déposer le PLF, avant le 30 septembre de l'année, au niveau du Parlement pour études et examens par les commissions spécialisées notamment la commission économique et la commission financière. L'adoption du PLF passe d'abord par l'Assemblée Populaire Nationale (APN) et ensuite au Conseil de la Nation (CDN).

Durant la deuxième quinzaine du mois de novembre, le Parlement ouvre les débats en séances plénières. Les membres du Gouvernement sont tenus de répondre aux questions des députés et des membres du CDN. Les députés votent le PLF à la majorité absolue et les membres du CDN se prononcent sur le projet voté avec au moins $\frac{3}{4}$ des membres.

Après adoption du PLF par le parlement, il est promulgué par le Président de la République et acquiert ainsi, le caractère de loi qui sera publiée au Journal Officiel, avant le premier janvier de l'année à venir. Son entrée en vigueur intervient à partir de cette date.

2.3.2. Exécution du budget.

Les procédures d'exécution du budget de l'Etat sont soumises à l'ensemble des règles de la comptabilité publique. Cette exécution est assurée, au regard du principe fondamental de séparation des pouvoirs, par deux catégories de fonctionnaires, statutaires séparées à savoir :

- Les ordonnateurs : sont chargés de l'exécution des recettes et des dépenses

- Les comptables publics : sont chargés des opérations d'encaissement et de paiement.

L'exécution du budget de l'Etat concerne le recouvrement des recettes prévues par la loi de finances et la consommation des crédits arrêtés par la même loi.

Concernant les recettes, celles-ci se concrétisent par des actes de constatation, de liquidation (exécutés par l'ordonnateur) et de recouvrement (exécuté par le comptable public).¹⁴

En matière de dépenses, ces opérations consistent en la consommation des crédits autorisés au titre de la Loi de finances. Elles se réalisent à travers le mandatement (exécutés par l'ordonnateur) et le paiement (exécuté par le comptable public).

L'exécution des dépenses de fonctionnement ne peut se faire qu'après l'approbation des fascicules budgétaires et la publication des décrets de répartition.

En ce qui concerne les dépenses d'équipement, ces dernières ne peuvent être autorisées qu'après accomplissement de deux opérations essentielles :

- L'élaboration et la notification des décisions programmes par le Ministre des Finances.
- L'individualisation ou l'inscription des projets par les responsables compétents.

Le paiement est effectué par le comptable public, qui procède au règlement des dépenses d'équipement sur la base des décisions portant répartition des crédits de paiement.

2.4. Les différents budgets l'Etat

Le budget de l'Etat comprend trois composantes : le budget général, les budgets annexes et les comptes spéciaux. Les budgets annexes et les comptes spéciaux constituent des exceptions au principe de non affectation du budget, c'est-à-dire à l'interdiction d'affecter une recette à une dépense. Ils retracent ainsi certaines recettes et certaines dépenses du budget. Ils sont rassemblés avec le budget général dans la loi de finances. En ce sens, ils constituent un aménagement du principe d'unité.

2.4.1. Le budget général de l'Etat

¹⁴ Journal Officiel, (art. 10 de la Loi n° 90-21 relative à la comptabilité publique).

« Les recettes et dépenses définitives de l'état fixées annuellement par la loi de finance et réparties selon les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, constituent le budget général de l'Etat. »¹⁵

Comme la loi l'a expressément défini, le budget général est la principale composante du budget de l'État. Il s'agit du budget dans lequel l'ensemble des recettes et des dépenses sont reportées. Une première partie est consacrée au dénombrement des différentes recettes, pendant que, que la deuxième partie du budget général est consacrée à l'énumération des dépenses.

Concrètement, le budget général est ce qui est communément appelé « le budget de l'État ». Cependant, il est nécessaire de réaliser qu'il ne s'agit que d'une partie du budget de l'État. Le budget de l'État est en effet composé d'autres parties.

2.4.2. Les budgets annexes

Dans la loi organique, il est indiqué que les budgets annexes servent à « retracer les opérations financières des services de l'État que la loi n'a pas dotés de la personnalité morale et dont l'activité tend essentiellement à produire des biens ou rendre des services donnant lieu un paiement par un prix quelconque. »¹⁶

Ainsi, comme définit par la loi, Les budgets annexes ne s'adressent qu'aux biens et services non dotés de la personnalité morale, et poursuivant un but économique.

Finalement, l'intérêt des budgets annexes réside dans leur capacité à établir directement le coût et le produit réel d'un bien ou service, vu que contrairement au budget général, les recettes des budgets annexes peuvent être directement affectées à certaines dépenses, ce qui donne lieu à une dérogation du principe d'universalité budgétaire.

2.4.3. Les comptes spéciaux

Les comptes spéciaux permettent de regrouper les opérations temporaires. La loi de finance définit cinq catégories de comptes : les comptes de commerce, les comptes d'affectation spéciale, les comptes d'avances, les comptes de prêts, et les comptes de règlement avec les gouvernements étrangers.

¹⁵ Journal Officiel, (art. 06 de la loi n° 84-17 juillet 1984 relative aux lois de finances).

¹⁶ Journal Officiel, (art. 44 de la loi n° 84-17 juillet 1984 relative aux lois de finances)

Ces catégories de comptes spéciaux mit en place par la loi de finance, ne peuvent être créés par voie réglementaire, seul la loi de finance permet l'ouvertures de ces comptes spéciaux.

De la même manière que pour les budgets annexes, les comptes spéciaux permettent d'attribuer directement une recette à une certaine dépense, Cependant, le budget de l'Etat ne peut être réduit à cet ensemble de comptes, à cette seule dimension financière et comptable. Il possède également une forme juridique particulière qui lui confère des fonctions propres.

3. Les composantes du budget de l'état

3.1. Les recettes de l'Etat.

Les recettes de l'Etat représentent les transactions faisant augmenter la valeur nette. Autrement dit, les recettes de l'Etat proviennent pour l'essentiel des impôts ou les recettes fiscales, payés par les contribuables. Le reste est assuré par les recettes non fiscales (recette du domaine de l'Etat, remboursements de prêts et avances, recettes exceptionnelles issu de la privatisation des entreprises). Elle se manifeste par toutes entrées de fond dans les caisses de l'Etat.

3.1.1. Les recettes fiscales

Les recettes fiscales Représentent la part la plus importante des recettes budgétaire, et se définissent comme tel : « un impôt est un prélèvement en argent opéré par la contrainte sur les recettes des particuliers à raison de leur revenu et de leurs richesses, en vue de subvenir aux besoins de l'Etat ». ¹⁷

Elles sont généralement attribuées à l'unité d'administration publique qui exerce le pouvoir de lever l'impôt en question (en vertu de pouvoirs qui lui sont directement, fixe et modifie en dernière instance le taux d'imposition), et décide en dernière instance de l'emploi des recettes. Ces recettes sont essentiellement constitués des impôts directs et les impôts indirects:

A. Impôts directs :

Ils correspondent aux impôts prélevés directement auprès du contribuable sur ses revenus ou son patrimoine. Ainsi, la personne physique ou morale qui supporte l'impôt est la même qui verse l'impôt à l'Etat.

¹⁷ AHMED Silem, JEAN-MARIE Albertini, « lexique d'économie », Ed DALLOZ, Paris, 2002, Page : 397.

L'Impôt direct est déterminé selon la situation du contribuable. Il concerne essentiellement le revenu et le patrimoine.

- Impôt sur le revenu global : L'IRG est payé par l'ensemble des ménages résidant, travaillant et disposant de revenu, les revenus sont découpés en tranches ; les tranches inférieures sont exonérées de l'impôt tandis que les tranches supérieures subissent un taux d'imposition de plus en plus élevé en fonction du revenu.
- Impôt sur les bénéfices des sociétés : IBS c'est l'impôt calculé sur le total des bénéfices annuels réalisés par l'entreprise ayant une activité commerciale ou industrielle.

B. Impôts indirects :

Les impôts indirects représentent les impôts liés uniquement à la consommation, Ils sont intégrés dans le prix des biens et services. Le contribuable est donc le consommateur final. Il paye ses impôts au moment de ses achats, qui sont ensuite reversés à l'État chaque mois par le biais des entreprises. Il existe deux catégories d'impôts indirects :

- La taxe sur la valeur ajoutée (TVA) : La T.V.A est à la charge du consommateur final qui la paie au moment de ses achats. La taxe perçue par les commerçants est ensuite réservée à l'Etat.
- Les contributions indirectes : les contributions indirectes correspondent aux taxes intérieures sur les produits pétroliers (TIPP), et aux taxes sur les droits d'accises (taxes portant sur la consommation ou l'utilisation des boissons alcoolisées, de l'huile minérale et des tabacs manufacturés).

3.1.2. Les recettes non fiscales

Contrairement aux recettes fiscales, les recettes non fiscales proviennent de diverses sources autres que les impôts, sont les dividendes encaissés par l'Etat actionnaire ou les loyers recouverts par l'Etat propriétaire.

Ainsi, au sein des documents budgétaires, les recettes non fiscales sont réparties en cinq catégories :

- ✓ Les dividendes et recettes assimilées (dividendes versés par des entreprises dont l'État est actionnaire, contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés).
- ✓ Les produits du domaine de l'Etat (redevances et loyers pour l'utilisation du domaine public ou privé de l'État, cessions d'éléments du patrimoine immobilier de l'État notamment).
- ✓ Les produits de la vente de biens et services (frais d'assiette et de recouvrement des impôts et taxes perçus au profit de personnes morales autres que l'Etat).
- ✓ Les remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisation financières (intérêts des prêts à des banques et à des États étrangers, intérêts des autres prêts et avances consentis par l'État).
- ✓ Les amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite et les produits divers (Produit des sanctions et frais de poursuite prononcée par les autorités).

Par conséquent nous déduisons que les recettes non fiscales contrairement aux recettes fiscales sont issues de diverses sources autres que les impôts (dividendes d'entreprises, recettes issues des amendes, etc.).

3.2. Les dépenses de l'Etat :

Les dépenses publiques ou encore charges budgétaire représentent l'un des moyens par lequel l'Etat intervient de façon financière dans la vie économique du pays, ces charges correspondent aux dépenses effectuées par l'Etat, par les collectivités territoriales (commune, département et régions) et par les organismes de sécurité sociale.

Cependant, ces dépenses publiques sont présentées à partir de leur fonction. Il est donc question de connaître la nature de la dépense.¹⁸ Ainsi nous distinguons deux catégories de dépenses :

- **Les dépenses de fonctionnement :** Les dépenses de fonctionnement assurent la couverture des charges ordinaires nécessaires au fonctionnement des services publics dont les crédits sont inscrits au budget général de l'État.
- **Les dépenses investissements :** elles sont constituées d'opérations d'investissements et d'opérations en capital. L'inscription de ces opérations doit être prévue par la loi

¹⁸ Ait Mokhtar Omar, 2014, « L'évolution de la politique des dépenses publiques dans le contexte de la Mondialisation », page 07.

de finances sous forme d'autorisation de programme (AP) et le financement sous forme de crédit de paiement (CP).¹⁹

3.2.1. Les dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement, couramment appelée dépenses courantes, ont pour but d'assurer la bonne marche des services publics de l'état. Et assurer le fonctionnement harmonieux des services de l'Etat. Celles-ci ne laissent subsister rien après elles.²⁰

Désigne la partie du budget de l'Etat comprenant les dépenses de fonctionnement des services publics, ces dépenses assurent la couverture des charges ordinaires nécessaires au fonctionnement des services publics. Celles-ci sont groupées en quatre titres :

- **Les charges de la dette publique et dépenses en atténuation des recettes** (dette intérieur, dette extérieure, dégrèvement fiscaux, remboursement d'impôt...);
- **Dotations des pouvoirs publics** assemblée populaire nationale ; conseil de la Nation ; conseil constitutionnel...)
- **Les dépenses relatives aux moyens des services** (rémunérations d'activité, pensions et allocations, charges sociales, matériel et fonctionnement des services, travaux d'entretien, subventions de fonctionnement, dépenses diverses...)
- **Les interventions publiques** (actions éducatives, culturelles, économiques et sociales).²¹

3.2.2. Les dépenses d'investissements :

Les dépenses d'investissements laissent subsister quelque chose après elle, Elles augmentent le patrimoine des collectivités publiques qui les effectue, et créent ainsi une richesse nouvelle.

En outre, les dépenses d'investissement sont effectuées dans plusieurs domaines, favorisant ainsi l'activité économique générale, elles sont soit réalisées directement par l'état ou indirectement par sa participation aux financements des collectivités par le biais de subvention.

¹⁹ <https://www.algeriabusiness.info/la-structure-de-la-depense-publique/>, consulté le 22/05/2022.

²⁰ Guy Quaden, op.cit, p 125.

²¹ Journal Officiel, (art. 24 de la loi n° 84-17 juillet 1984 relative aux lois de finances)

Par conséquent, l'état effectue des dépenses d'investissement dans les domaines suivant :

- **Dépenses civiles** : l'Etat intervient de manière directe par la réalisation d'infrastructures économiques et sociales, ou indirectement par le biais des dotations en capital octroyées aux entreprises publiques ou le financement des dépenses d'investissement des collectivités territoriales par le biais de subventions...)
- **Dépenses militaires** : les dépenses militaires représentent les exigences de la défense nationale en armement.

3.2.3. Les dépenses de transfert

Les dépenses de transfert, encore appelées dépenses d'intervention, sont définies comme des aides financières inscrites au budget d'une collectivité publique, mais qui vont seulement transiter par ce budget pour être redistribuées à des particuliers, ou encore à des organismes de droit public ou de droit privé.

Ces dépenses sont généralement caractérisées comme étant « dépenses inscrites au budget d'une personne publique ou assimilée, mais qui transitent simplement par ce budget pour être distribuées au profit de particuliers ou d'organismes »²².

Les dépenses de transfert sont à l'image du rôle de redistribution que l'Etat doit jouer au titre de la solidarité nationale, elles ont soit une finalité sociale comme les transferts consacrés aux ménages (allocations familiales, bourse d'études...), ou bien une finalité économique comme c'est le cas des aides au développement pour l'étranger, et des contributions au déficit de la sécurité sociale.

Ainsi, ces dépenses sont effectuées sans contre parties directes, et prennent la forme de dons au titre de la solidarité nationale.

4. Le solde budgétaire

Le budget de l'Etat peut disposer d'un solde négatif lorsque ses dépenses hors remboursement d'emprunt excèdent ses recettes hors emprunts d'où nous parlons d'un déficit budgétaire. Le déficit budgétaire peut se traduire soit par une augmentation des recettes fiscales c'est-à-dire les impôts, soit par des nouveaux emprunts contractés par l'Etat au cours de l'année,

²² François ADAM, et al, « Finances Publiques », édition Dalloz 2003, p 42

en plus de ceux destinés à amortir les emprunts intérieurs arrivés à l'échéance. La conséquence sera une augmentation de la dette publique.

4.1. Détermination du solde budgétaire

$$\text{Solde budgétaire} = \text{Recettes totales} - \text{Dépenses totales}$$

Le solde budgétaire représente l'écart absolu (positif ou négatif) entre les recettes et les dépenses du budget de l'Etat exposées dans la loi de finance.²³

Tableau 01 : Solde budgétaire.

Situation	Solde
Recette > dépenses	Excédent budgétaire
Recettes < dépenses	Déficit budgétaire
Recettes = dépenses	Equilibre budgétaire

Source : Réalisation personnelle.

Cette écart entre les recettes et dépenses donne un produit qui est, soit positif connu sous le nom d'excédent budgétaire (recettes sont supérieures aux dépenses), soit négatif appelé déficit budgétaire (les recettes sont inférieures aux dépenses). Mais lorsque le solde est nul, le budget de l'état est en situation d'équilibre on parle alors d'équilibre budgétaire.

Le déficit est jugé immoral, du fait qu'ils reportent sur les générations futures les dépenses de la génération actuelle. Il ne peut être admis que pour des dépenses tout à fait exceptionnelles.

En effet, un déficit budgétaire entrainerait le recours à l'endettement souverain contre un taux d'intérêt élevés. Ou l'augmentation des impôts qui a tendance à diminuer le revenu disponible et par conséquent diminuer l'épargne privé.

En revanche, l'excédent budgétaire peut signifier une mauvaise gestion des fonds, par conséquent un affaiblissement de la rentabilité et de la croissance.

De plus, une autre justification à l'interdiction de l'excédent budgétaire est l'objectif de l'impôt : l'impôt ne sert qu'à l'entretien de la force publique et à la couverture des dépenses d'administration. Dans ces conditions, on ne peut exiger d'impôt qu'à concurrence de ce dont l'État a besoin.

²³ Alain beitone, Christine Dollo, Antoine Cazorla et Anne Marie Draï « dictionnaire des sciences économiques », Ed ARMAND COLIN, Paris2004, P391

4.2. Le déficit budgétaire

Le déficit budgétaire se définit comme étant la situation dans laquelle les recettes de l'État (hors remboursement d'emprunt) sont inférieures à ses dépenses (hors emprunt) au cours d'une année. C'est donc un solde négatif.

Le déficit budgétaire se différencie du déficit public, du fait que le premier ne prend en compte que le budget de l'État tandis que le second prend en compte le déficit des collectivités territoriales, de la Sécurité sociale et de l'État.

D'une manière générale, le déficit budgétaire correspond au besoin de financement de l'Etat et se reflète dans le montant des nouveaux emprunts qui doivent être contractés au cours de l'année, les lois de finances peuvent prévoir un déficit et autoriser l'état à emprunter en fonction de ce besoin de financement.

Pour les économistes, le déficit budgétaire peut jouer différents rôles. Selon John Maynard Keynes, il peut stimuler la croissance et l'emploi dans une économie en récession par l'intervention de l'Etat ou plutôt en faisant un déficit sur le budget public. Par contre, les libéraux insistent sur les effets néfastes de l'accroissement de la dette publique, pour eux, il faut surtout éviter le déficit budgétaire parce qu'il n'amène qu'à une situation de récession économique.

Ainsi, à des fins de relance économique. Deux expériences d'utilisation volontaire du déficit budgétaire ont été menées :

- Le budget cyclique : Cette théorie nous enseigne qu'il est nécessaire d'adapter la loi de finances aux cycles économiques et ainsi réaliser l'équilibre sur une période plus longue que celle de la loi de finances (un an), cet équilibre est réalisé soit par l'établissement d'un budget excédentaire pour freiner l'économie en période de prospérité, ou par l'établissement d'un budget déficitaire susceptible de stimuler l'économie en cas de crise.
- Le déficit systématique : le déficit systématique, est adopté pour relancer l'activité économique et l'emploi en période difficile, cette théorie préconise le financement artificiel du déficit par le recours à la banque d'émission. Sur le plan budgétaire, la théorie se traduit par une augmentation des dépenses publiques et une diminution des ressources publiques.

Section 02 : Cadre théorique du budget et évolution de la politique budgétaire algérienne

1. Aperçu théorique du déficit budgétaire.

La problématique du déficit budgétaire suscite énormément de controverses. Entre partisans et opposants, ce sujet alimente les débats et donne lieu à une abondante littérature.

Dans cette première partie de la section nous allons nous présenter aux principales théories de la pensée économique traitant du déficit budgétaire, tandis que dans la deuxième partie nous exposerons un bref historique des politiques budgétaires suivi par l'état ainsi que leurs résultats.

1.1.La théorie libérale et la règle d'or budgétaire :

Adam SMITH (1723-1790), affirmait qu'« il n'est de budget qu'équilibré ».

Cette affirmation confirme clairement la position des tenants du courant libéral (classique, néo-classique, monétariste...): le déséquilibre du budget est inacceptable. Cette position est justifiée par idéologie de l'Etat pour ce courant, qui suppose que toute intervention de l'Etat, au-delà de ses missions d'Etat-Gendarme (armée, police, justice), perturbe les lois du marché et a plus d'effets néfaste que favorable pour l'économie, donc selon les libéraux le marché est lui-même l'institution qui régule le mieux l'économie.

Par conséquent, Le champ d'intervention de l'Etat se trouve limité, de ce fait, la pression fiscale doit être modérée. L'État n'a donc qu'un seul rôle qui permet de préserver la stabilité de la conjoncture économique, et garantir le respect des droits de propriété, afin d'assurer les conditions nécessaires au fonctionnement du marché.

Cette pensée représentait la pensée dominante, mais la crise de 1929 et ses effets négatifs sur l'économie ont remis en cause cette théorie de capacité du marché à s'autoréguler.

Cette théorie classique a été remise en cause en 1936 par la publication de l'ouvrage de Keynes « La Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie », qui annonce une rupture quant au rôle de l'État. Selon Keynes, comme le marché n'est pas toujours capable d'atteindre le plein emploi, il appartient à l'État d'intervenir pour pallier les

défaillances du marché, réduire les fluctuations économiques et promouvoir une croissance équilibrée.²⁴

1.2.La théorie keynésienne

La neutralité des finances publiques et le principe de l'équilibre budgétaire sont remis en cause par l'économiste britannique John Maynard Keynes, qui livre dans son ouvrage, une conception de l'économie qui marque la rupture avec les principes libéraux.

Keynes conteste, dans ses travaux, les pouvoirs de l'interventionnisme et des dépenses publiques dans la stimulation de la croissance. Pour cet économiste, c'est la demande anticipée qui tire l'offre vers le haut. Ainsi, il y a lieu d'inciter la consommation (biens de consommation) et l'investissement (bien d'équipement) qui constituent la demande effective afin d'éviter ainsi une crise de sous-consommation. Les dépenses publiques consenties auraient un effet multiplicateur sur la production.²⁵

ainsi, il est question de stimuler la consommation par le biais de transferts sociaux et d'une fiscalité profitable visant à soutenir le pouvoir d'achat des ménages et également, mettre en place un cadre favorable à l'investissement afin de renforcer la productivité de l'économie et l'attractivité du territoire.

Les ménages disposeront ainsi d'une plus importante propension à consommer ce qui générerait une demande supplémentaire que les entreprises anticiperaient. Ces derniers produiraient plus et embaucheraient plus.

En conséquence, le PIB augmente, le chômage baisse et le pouvoir d'achat est préservé. Le budget sera donc moins sollicité. La relance économique implique moins de transferts sociaux et plus de recettes fiscales induites par l'accroissement de l'investissement et du potentiel de croissance du pays.

Pour les keynésiens, l'équilibre budgétaire doit être recherché, non dans le cadre de l'année civile, mais au cours du cycle économique. Certes, le volume des dépenses implique impérativement un déficit budgétaire, mais les effets induits par l'apaisement économique est à même de combler ce déficit et de rétablir l'équilibre.

²⁴ <https://www.economie.gouv.fr/facileco/john-maynard-keynes>, consulté le 29/05/2022.

²⁵ P.A. Samuelson, W.D. Norddhaus, "*Economie*", éd. Economica, Paris, 2005, P 24.

2. Evolution de la politique budgétaire en Algérie.

Après son indépendance, la conjoncture économique mondiale imposait à l'Algérie de choisir entre le bloc socialiste et le bloc capitaliste, mais, « la Charte de Tripoli » avait déjà fait le choix de l'option « socialiste » en 1962, En effet l'aide apportée par les pays de l'est durant la guerre d'Algérie été récompensée par une adhésion de l'Algérie au bloc de l'est.²⁶

A partir des années 90 l'Algérie a enclenché, non sans contraintes, une période de transition d'une économie planifiée vers une économie de marché.

Pour la réalisation de ce changement, les autorités budgétaires ont lancé le programme de stabilisation macroéconomique et de réformes structurels, plan de travail du gouvernement PTG, ainsi que le plan d'ajustement structurel sous l'égide des institutions monétaires internationales.

Dans cette présente partie nous tenterons retracer les différentes étapes par lesquels l'économie algérienne est passée, et d'éclaircir les différents programmes que le gouvernement a mis en œuvre afin de relancer l'économie et la croissance.

2.1.Programme de Stabilisation Macroéconomique et Programme de Travail du Gouvernement (1990-1993)

Le programme de stabilisation macroéconomique (PSM) et de réformes structurelles ambitionnait d'engager l'Algérie sur la voie de la transition vers une économie de marché. Pour cela, l'Algérie a pu bénéficier d'un accord de confirmation du FMI, ainsi que d'un Prêt d'Appui à la Réforme Economique de la Banque Mondiale en Aout 1989.

La période suivant l'introduction du PSM coïncidée avec la crise économique, politique et sociale grave qu'a connue l'Algérie. Donnant ainsi des progrès très limité et un arrêt du programme dès 1991. Cependant, le programme de stabilisation a été relancé au cours de l'année suivante et rebaptisé le programme de travail du gouvernement (PTG) dont le principal objectif consiste à recouvrer une soutenabilité de la dette extérieure. Ce dernier est mis en place en collaboration avec le Fond Monétaire International à travers un second

²⁶ Abdelhak Lamiri(2013), « La décennie de la dernière chance: Emergence ou déchéance de l'économie algérienne ? », page 60.

accord de confirmation en Juin 1991 ainsi que d'un Prêt d'Assainissement et de Restructuration des Entreprises et du Secteur Financier (EFSAL) en Juin 1991.²⁷

Le Programme de Travail du Gouvernement n'a pas non plus permis de sortir de la crise économique avec une dette extérieure et une inflation toujours importante,

Aussi, pour alléger les dépenses budgétaires, les autorités budgétaires ont décidé un ralentissement dans la mise en œuvre des réformes économiques pour réduire les coûts à court terme de ces dernières. Les réductions des dépenses budgétaires ont concerné ses deux composantes, les dépenses de fonctionnement et celles d'investissement.

Tableau 02: Evolution des dépenses budgétaires en milliards de dinars (1990/1993).

Années	Dépenses totales	Dépenses de fonctionnement	Dépenses d'équipement	Baril du pétrole
1990	136.5	88.8	47.7	23.73
1991	212.1	153.8	58.3	20
1992	240.2	276.2	144	19.32
1993	476.7	291.5	185.2	16.97

Source : données de l'ONS.

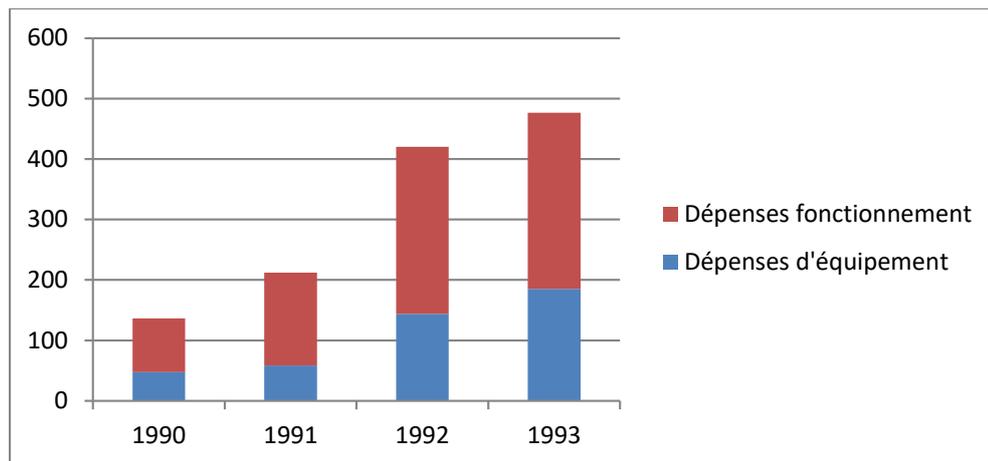
« Sur cette période, les dépenses d'investissement ont été fortement comprimées, baissant de 12% du PIB en 1989 jusqu'à 06% en 1991 et remontant légèrement à 9% en 1993, confirmant la volonté de l'état d'une transition vers une économie de marché et s'adaptant à la forte contrainte budgétaire dont elle faisait face ». ²⁸

Les dépenses d'investissement ont été fortement compactées, baissant de 12% du PIB en 1989 jusqu'à 06% en 1991 et remontant légèrement à 9% en 1993, confirmant ainsi la volonté de de transition vers une économie de marché, mais à cause de l'inflation importante que traverse le pays, la valeur nominale des dépenses d'équipement a fortement augmentée passant de 47,7 milliard DA en 1990 à 185,2 milliard DA en 1993.

²⁷ La Banque Mondiale (1994), "Mémorandum Economique ; La Transition vers une Economie de Marché", Vol. 1, Rapport n°12048-AL, 25 Mai 1994, P13.

²⁸ Oufriha Fatima Zohra, Khaled Menna, Ecrits monétaires, (2014), Page 12.

Figure 01 : Evolution des dépenses budgétaires en milliards de dinars (1990-1993).



Source : données de l'ONS.

Tandis que les dépenses de fonctionnement ont une tendance décroissante passant de 33% du PIB en 1990 à 27% en 1991 et 1992 avant d'augmenter légèrement en 1993 à 29%. Cependant, on remarque le même constat entre les dépenses d'investissement et de fonctionnement concernant leurs valeurs nominales, qui passent de 88,8 milliard DA en 1990 à 291,5 milliard DA en 1993.

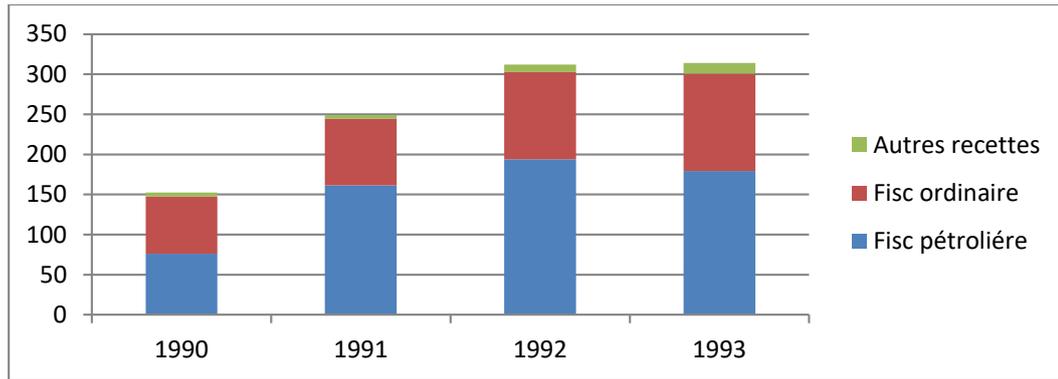
Tableau 03: Evolution des recettes budgétaires en milliards de dinars (1990/1993).

Années	Recettes fiscales	Part de fiscalité pétrolière	Fiscalité ordinaire	Recette globale	Prix du baril
1990	147.3	76.2	71.1	152.5	23.73
1991	244.2	161.5	82.7	248.9	20
1992	302.6	193.8	108.8	311.9	19.32
1993	300.7	179.2	121.4	314	16.97

Source : Données de l'ONS.

Concernant les recettes budgétaires, celles-ci sont passées de 152.5 milliards DA (dont 76,2 milliard de recettes d'hydrocarbures) en 1990, à 312 et milliards DA dont 194 milliards DA de recettes d'hydrocarbures pour 1992 et 180 milliard en 1993, ces dépenses étaient extrêmement impactées par la dépréciation des cours du dinar. Durant cette même période les recettes ordinaires ont faiblement progressées malgré l'inflation importante du a la politique fiscale suivie par le gouvernement.

Figure 02 : Composition des recettes budgétaires.



Source : données de l'ONS.

Ainsi, à travers la lecture des deux tableaux précédant, nous remarquons que le solde budgétaire était d'abord excédentaire durant les années 1990 et 1991 avec 16 et 36.8 milliards DA respectivement, et devenu fortement déficitaire en 1992 et 1993 avec respectivement 108 et 162,7 milliard DA.

2.2. Plan de Stabilisation et d'Ajustement Structurel (1994-2001)

Dans la doctrine du FMI, le PAS est défini comme « un ensemble de mesures déployer par l'Etat afin de réduire ou de supprimer des déséquilibres économiques et financiers, interne et surtout externes, et d'instaurer les éléments constitutifs d'une économie de marché, considérée comme le cadre le plus favorable à une croissance économique stable et équilibrée et à une amélioration durable du bien-être de la population ». ²⁹

Au début de l'année 1994, afin d'avoir une maîtrise sur l'inflation et un retour à la croissance, Le gouvernement met en place un programme de stabilisation macroéconomique à court terme notamment avec l'appui du FMI à travers le rééchelonnement de la dette et le financement compensatoire couvrant 12 mois.

Effectivement, le plan d'ajustement structurel (P.A.S) a été réalisé à travers le « mécanisme élargi du crédit » du FMI et les « prêts d'ajustement » de la Banque Mondiale introduits en 1995. Ces mesures visaient des objectifs de court et de long terme, qui concernent non seulement la politique budgétaire mais aussi la politique macroéconomique en générale.

De la sorte, ces mesures devaient permettre de faire croître les recettes budgétaires de 29% du PIB en 1993 à 30% en 1994 pour atteindre 32% du PIB en 1995. En ce sens, les

²⁹ BENI SAAD, H. le plan d'ajustement structurel : l'expérience du Maghreb. Edition OPU. Alger. 1999. P34.

dépenses budgétaires totales devaient baisser de 36% du PIB en 1993 à 33% en 1994 et atteindre 29% du PIB en 1995. Ainsi, le solde globale du trésor, déficitaire à 9,2% du PIB en 1993, devait enregistrer d'abord un plus faible déficit en 1994 à 5,7% du PIB et devenir faiblement excédentaire en 1995 à 1,4% du PIB e 1995.³⁰

Tableau 04: Les dépenses budgétaires en milliards de dinars (1994/2001).

Années	Dépenses totales	Dépenses de fonctionnement	Dépenses d'équipement	Baril du pétrole
1994	566.4	330.4	236	15.82
1995	759.7	473.7	286	17.02
1996	724.6	550.6	174	20.67
1997	845.2	643.6	201.6	19.09
1998	875.8	663.9	211.9	12.86
1999	961.7	774.7	187	17.91
2000	1178.2	856.2	322	28.59
2001	1321	963.6	357.4	24.90

Source : Données de l'ONS.

Tableau 05: Evolution des recettes budgétaires en milliards de dinars (1994/2001).

Années	Recettes fiscales	Part de fisc pétrolière	Fisc ordinaire	Recettes globales	Prix du baril
1994	398.3	222.2	176.1	477.2	15.82
1995	578.1	336.1	241.9	611.7	17.02
1996	786.6	495.9	290.6	825.1	20.67
1997	878.7	564.7	314	926.6	19.09
1998	708.4	378.5	329.8	774.5	12.86
1999	874.8	560.1	314.7	950.7	17.91
2000	1522.7	1173.2	349.5	1578.1	28.59
2001	1354.6	956.4	398.2	1505.5	24.90

Source : Données de l'ONS.2002

Ainsi ces deux tableaux nous renseignent sur l'évolution des dépenses et des recettes de l'État durant la période de stabilisation et d'ajustement structurel. Il a été élaboré sur la

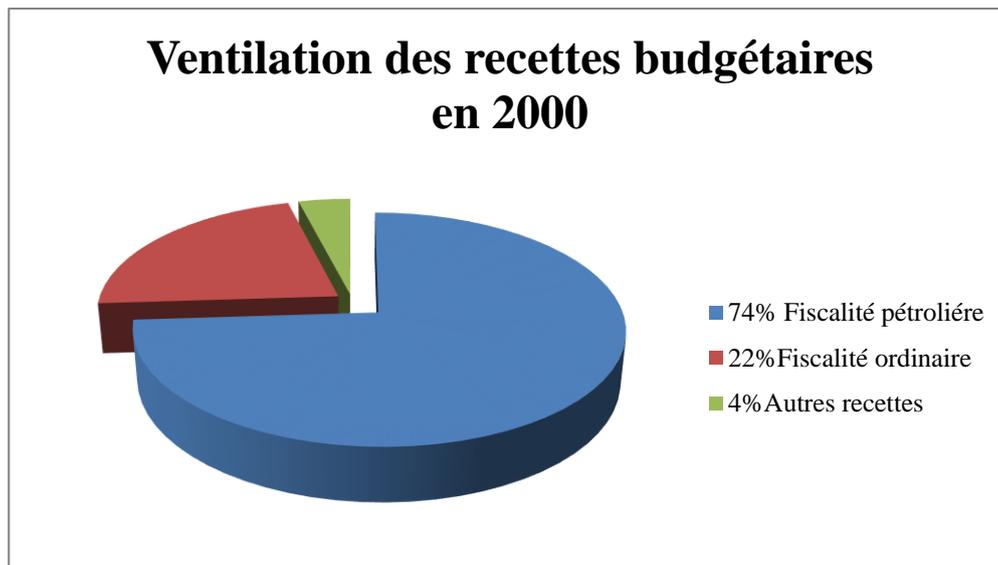
³⁰ La Banque Mondiale (1994), Op.cit., p21

base des différentes lois de finances et lois de finances complémentaires des exercices budgétaires de cette période.

Nous remarquons ainsi, une augmentation des dépenses de fonctionnement, qui ont connu un élan important, 43% entre 1994 et 1995, passant de 330,4 milliard DA à 473,7 milliard DA. Durant les années qui ont suivi, la croissance de ses dépenses s'est stabilisée avec une moyenne de 15% par an, excepté pour l'année 1998 où ses dépenses n'ont cru que de 3%. Aussi, les dépenses d'investissement sont passées de 236 milliard DA en 1994 à 211 milliard DA en 1998 pour atteindre 322 milliard DA pour l'année 2000.

Tandis que, les recettes budgétaires sont passées de 477,2 milliard DA en 1994 à 926,6 milliard DA en 1997 pour retomber jusqu'à 774,5 milliard DA en 1998. Suivi encore une fois un rehaussement allant jusqu'à 1578,2 milliard DA en 2000. Cette précarisation est particulièrement due aux agitations des recettes des hydrocarbures qui ont dominées les recettes totales durant cette période malgré les réformes structurelles apportées. Ainsi, ces dernières ont d'abord cru en 1997 en réponse à la dépréciation du taux de change et une faible hausse de leurs cours internationaux. Cependant, l'année 1998 a vu l'éclatement d'une crise internationale importante résultant sur la baisse des cours de ces derniers et donc des recettes budgétaires qui ont décollé.

Figure 03 : Ventilation des recettes budgétaires en 2000.



Source : Réalisé à partir des données précédentes.

Par conséquent, le solde budgétaire a d'abord été déficitaire durant les années 1994 et 1995, alors que le plan prévoyait un excédent dès 1995, pour enregistrer un excédent durant

les deux années suivantes. Cependant, ce solde est fortement affecté par la baisse des cours des hydrocarbures durant la crise internationale pour enregistrer un taux négatif puis nul durant l'année 1998 et 1999.

2.3. Les Plans de Soutien à la Croissance Economiques (2001-2014)

Suite à l'amélioration de la conjoncture pétrolière à partir des années 2000, le gouvernement adopte une politique de relance d'influence keynésienne, en mettant en place le programme de soutien à la relance de l'économie (PSRE) afin de répondre au niveau important du chômage et au niveau de croissance jugé insuffisant après la fin du plan d'ajustement structurel (PAS).

Le PSRE est succédé d'un autre plan quinquennal en 2005, dénommé le plan complémentaire de Soutien à la Croissance (PCSC) de 50 milliards de dollars rehaussé à 100 milliards en mars 2006, de sorte ce plan était censé donner une continuité des mesures du premier plan quadriennal.

A ces deux plans d'investissement public, s'ajoutent un autre plan quinquennal (2010-2014) doté de 286 milliards de dollars et nommé le Programme d'Investissement Public. Ce dernier est mis en place d'abord pour mener les projets lancés pendant les deux plans précédents et introduit aussi de nouveaux investissements dans les infrastructures économiques.

Cette politique budgétaire expansionniste, menée par le gouvernement à travers l'augmentation des dépenses publiques d'équipement, cette politique avait pour objectif de rétablir une croissance à long terme (endogène), améliorer le climat social et le niveau de vie par le biais de la politique des grands travaux.

Tableau 06: Evolution des dépenses budgétaires en milliards de dinars (2001/2014).

Années	Dépenses totales	Dépenses de fonctionnement	Dépenses d'équipement	Baril du pétrole
2001	1321	963.6	357.4	24.90
2002	1551	1098	453	25.31
2003	1752.6	1199	553.6	28.89
2004	1775.2	1156.6	618.6	36.66
2005	1888.9	1250.9	638	5336
2006	2453	1437.9	1015.1	64.27
2007	3108.7	1674	1434.7	74.95
2008	4191.1	2217.8	1973.3	99.97
2009	4246.3	2300	1946.3	62.25
2010	4466.9	2659.1	1807.9	80.15
2011	5731.4	3797.2	1934.2	103.94
2012	7058.2	4782.6	2275.5	105.02
2013	6024.1	4204.3	1887.8	109.38
2014	6995.7	4494.3	2501.4	99.68

Source : données de l'ONS.

À travers la lecture de ce tableau et à première vue, on remarque une évolution des dépenses de l'État en général et des dépenses d'équipement en particulier. L'évolution de ces dépenses a été permise grâce à la l'importance des recettes, provenant principalement des hydrocarbures, qui ont connu une hausse des prix durant la cette décennie.

les dépenses budgétaires globales ont progressées de 84% entre 2001 et 2014, dont une augmentation significative des dépenses d'équipement exclusivement à partir de 2004-2005, suite aux programmes mis en place par les pouvoirs publics(PCSC), en vue du développement économique et social profitant des ressources financières que le pays disposait.³¹

Avec un passage à un palier supérieur en 2007 et 2008, suivi d'une tendance stable entre 2008 et 2011, les dépenses d'équipement avaient atteint 2275,5 milliards de dinars en

³¹ Y.Benabdallah, Le développement des infrastructures en Algérie, Revue du CREAD , Alger2007 , p 07.

2012. En 2013, une autre baisse de dinars (- 17 %) les situe de nouveau à un niveau équivalent au palier atteint avec 1887,8 milliards de dinars.

Concernant les dépenses d'investissement, ces dernières ont connu une augmentation continue entre 2001 et 2008, avec respectivement 357.4 et 1973.3 milliards de dinars, pour enfin se stabiliser entre 2008 et 2014 autour d'une moyenne de 2000 milliards de dinars par an.

Tableau 07: Evolution des recettes budgétaires en milliards de dinars (2001/2014).

Années	Recettes fiscales	Part fiscalité pétrolière	Fiscalité ordinaire	Recette globales
2001	1354.6	956.4	398.2	1505.5
2002	1425.8	942.9	482.8	1603.2
2003	1809.9	1284	524.9	1974.5
2004	2066	1485	580.4	2229.9
2005	2908.3	2267	640.4	3082.8
2006	3434.9	2714	720.8	3639.9
2007	3478.6	2711.9	766.7	3687.9
2008	2680.7	1715.4	965.3	2902.4
2009	3073.6	1927	1146.6	3275.4
2010	2799.6	1501.7	1297.9	3074.6
2011	3056.4	1529.4	433.3	3489.8
2012	3427.6	1519	1894	3804
2013	3646.9	1615.9	248.3	3895.3
2014	3669.1	1577.7	258.5	3927.7

Source : données de l'ONS.

Les recettes budgétaires quant à elles, ont été fortement dominées par les recettes des hydrocarbures jusqu'en 2009, où la part de ces derniers commencent à diminuer progressivement et être compensées par les recettes ordinaires.

Ainsi, ces recettes principalement influencées par les cours des hydrocarbures ont d'abord connue une augmentation entre 2001 et 2004, passant de 1505.5 à 1618.4 milliards de dinars entre ces deux années, cependant les recettes ordinaires ont faiblement évolué pendant la durée du PSRE avec une hausse moyenne de 8.8% par an.

Cette deuxième période coïncide avec le PCSC, elle est caractérisée d'abord par une hausse des recettes entre les deux premières passant de 3082.8 milliards de dinars en 2005 à 3639.9 milliards de dinars en 2006, Cette croissance est fortement due au des recettes des hydrocarbures qui passent de 2267,8 à 2714 milliard DA entre ces deux années. Ensuite ces recettes budgétaires se stabilisent en 2008 avec 2902.4 milliards de dinars suivant ainsi l'évolution négative des recettes en hydrocarbure et remontant légèrement en 2009 pour atteindre 3275.4 milliards de dinars.

Tandis que, entre 2010 et 2014 les recettes budgétaires retrouvent une tendance croissante avec 3074.6 milliards de dinars en 2010 et 5719 milliards de dinars en 2014, ces recettes sont les tirées par les recettes ordinaires qui enregistrent une croissance de 56,65% durant cette période, atteignant ainsi 2330.6 milliards de dinars, la croissance de ces recettes est stimulée par une hausse des impôts sur l'activité et les revenus.

Ainsi, le solde budgétaire est passé par deux grandes tendances entre 2001 et 2014 passant d'un solde excédentaire à un solde ardemment déficitaire, de la sorte le solde budgétaire été d'abord excédentaire entre 2001 et 2006 passant respectivement de 184.5 à 1186.9 évidemment due à la bonne conduite des hydrocarbures. Mais à partir de 2007 le solde budgétaire a commencé à diminuer (de moitié en 2007 avec 579.2 milliards de dinars) et devient négatif à partir de 2009 et baisse progressivement pour atteindre -3071.9 milliards de dinars en 2014 avec un déficit maximale atteint en 2012 (3384,1 milliards de dinars).

2.4. Plan quinquennal de développement économique et social (2015-2019)

Depuis 2014, la baisse des cours du pétrole a progressivement réduit le budget de l'état. La Covid-19, le choc pétrolier et le confinement des travailleurs, n'a fait qu'aggraver de plus cette situation déjà très précaire.

« Le plan quinquennal (2015-2019) s'inscrit dans la continuité des programmes précédents et au vu des indicateurs positifs atteints dans le cadre des programmes de développement, le gouvernement a décidé de poursuivre une série de programmes de développement afin de soutenir l'économie nationale et de réaliser le développement ».³²

Par conséquent, le nouveau plan quinquennal de développement économique et social fait suite aux anciens plans mit en place par le gouvernement durant la période de 2001 à 2014. À savoir : le Plan de Soutien à la Relance Economique (PSRE), le Plan

³² Revue Algérienne d'Economie et gestion Vol. 15, N° : 02 (2021), Page : 893.

Complémentaire de Soutien à la Croissance (PCSC) et le Programme d'Investissement Public (PIP).

Ainsi, ce plan quinquennal s'inscrit dans la continuité des programmes de développement et d'investissement précédents, et sera destiné à fortifier la résistance de l'économie algérienne face aux effets de la crise financière mondiale et à développer une économie compétitive et diversifiée.

Tableau 08: Evolution des dépenses budgétaires en milliards de dinars (2015/2019).

Années	Dépenses d'équipement	Dépenses d'investissement	Dépenses totales
2015	3039.3	4617	7656.3
2016	2711.9	4585.6	7279.5
2017	2605.4	4677.2	7282.6
2018	3228.7	4670.3	7899
2019	2846.3	4879.1	7725.4

Source : données de l'ONS.

A partir de la lecture de ce tableau nous remarquons, qu'après une forte augmentation des dépenses budgétaires en 2015, celles-ci sont restées relativement stables entre 2016 et 2017, puisqu'elles n'ont augmenté que de 1,3%, Ces dépenses se sont stabilisées à 7282,6 milliards de dinars en 2017 contre 7279,5 milliards de dinars en 2016, cette légère augmentation est principalement due à l'augmentation des dépenses courantes (3,8%), ceci malgré la diminution des dépenses en capital de (3%).

Tandis qu'en 2018, les dépenses totales subissent une forte hausse atteignant 7899 milliards de dinars, une augmentation d'envergure qui ne tarde pas à régresser en 2019 avec 7725.4 milliards de dinars.

Tableau 09: Evolution des recettes budgétaires en milliards de dinars (2015/2019).

Années	Recettes Budgétaires	Dépenses budgétaires	Solde budgétaire
2015	4552.5	7656.3	-3103.7
2016	5011.5	7297.4	-2285.9
2017	6047.8	7282.6	-1234.7
2018	6313.9	7899	-1585.1
2019	6586.5	7725.4	-1138.9

Source : données de l'ONS.

les recettes budgétaire quant à elles, s'établissent à 4552.5 milliards de dinars en 2015 contre 3927.7 milliards de dinars en 2014, et 5011.5 milliards de dinars en 2016, Cette hausse des recettes budgétaires résulte principalement de l'augmentation de la fiscalité sur les hydrocarbures et partiellement de la hausse des dividendes de la Banque d'Algérie , tandis que les recettes budgétaires hors hydrocarbures ont légèrement diminué.

En 2018, les recettes budgétaires totales s'établissent à 6313.9 milliards de dinars contre 6047,9 milliards de dinars en 2017, en hausse de près de 11,6 %.

Quant au solde budgétaire, la chute du cours des hydrocarbures a mis en exergue les vulnérabilités de ce modèle économique suivit par gouvernement, enregistrant ainsi une nette dégradation des comptes public avec un déficit budgétaire sur toute la période du plan quinquennal atteignant une valeur maximale de -3013.7 milliards de dinars en 2015. Ce déficit diminue au fur et a mesuré durant les deux années qui suivent avec -1234.7 milliards de dinars en 2017, puis remontant légèrement en 2018 avec -1585.1 milliards de dinars pour retomber enfin à -1138.9 en 2019.

En juin 2019, le gouvernement a décidé de suspendre la mesure adoptée en septembre 2017 concernant le financement interne non conventionnel. La Banque d'Algérie a pu prêter en 2018/2019 environ 8138.5 milliards de dinars, directement au Trésor public. Pourtant cet artifice n'a pas seulement été destiné à l'investissement, mais surtout au comblement des déficits budgétaires et au paiement des salaires et des rentes. Réticente à recourir aux créances des institutions internationales, et ne voulant plus reprendre la « planche à billets », l'Algérie compte renflouer ses caisses avec un plan stratégique pour relancer l'économie.

C'est ainsi qu'après un recul significatif en 2019, la loi des finances complémentaire de 2020 prévoit un déficit budgétaire de 2954.8 milliards DA pour l'année 2020, contre 1138.9 milliards de réalisés à fin 2019.

Pour le prochain exercice, Le projet de loi des Finances (PLF) prévoit aussi un déficit budgétaire de 4175.2 milliards de dinars contre 3614.2 milliards de dinars à la fin 2021, ce creusement du déficit budgétaire est dû essentiellement à la hausse des dépenses publiques, estimées à 9 858,4 milliards de dinars, alors que les recettes budgétaires prévues sont de 5 683,22 milliards de dinars.

Par conséquent, pour combler ce déficit Le Gouvernement recourra, au financement bancaire, au marché financier et aux prélèvements sur le FRR, en attendant une augmentation continue des cours du pétrole par rapport au prix fixé dans le budget de l'exercice. Aussi, Les plans de relance de l'économie qui n'ont pas pu être achevés en période prospère nous laisse perplexe quant aux années prochaines, comment l'état va réagir à cette nouvelle conjoncture qui s'annonce difficile.

Conclusion

A terme de ce chapitre, nous concluons que depuis son indépendance, l'économie algérienne a subi de nombreuses mutations dus essentiellement à la conjoncture politico-économique, la transition de l'économie socialiste à l'économie de marché n'a pas été sans obstacles.

La transition vers l'économie de marché modifie ainsi la conduite de la politique budgétaire, une politique marqué par un déclenchement d'une crise de la dette. Ainsi, la conduite de la politique budgétaire était contrainte par les mesures initiées pour contrer la crise économique et notamment les plans de stabilisation et d'ajustement structurel.

Finalement, La politique budgétaire s'est tournée vers plusieurs plans de relance afin de relancer la croissance et améliorer le niveau de vie, ces ont globalement atteint leurs objectifs notamment grâce à la bonne tenue des cours des hydrocarbures. Mais cela n'a pas empêché l'enregistrement de soldes budgétaires négatifs durant cette décennie, un déficit de plus en plus important auquel l'Etat essaye d'y remédier.

Chapitre 02 : Revue théorique, et source de la croissance économique

La croissance économique demeure une préoccupation importante de toutes les économies et les allées qui y mènent ne sont ni analogues ni extrapolables d'une économie à une autre. Les modèles de croissance sont nombreux et reposent sur des présagés de l'économie néo-classique. Les dissemblances entre les modèles présentés tiennent le plus souvent à une variation de l'importance à concéder à l'un des facteurs de la croissance économique. La théorie économique collationne plusieurs types de déterminants de la croissance comme : l'investissement, la population, l'innovation, les ressources naturelles, la connaissance, l'environnement, etc.

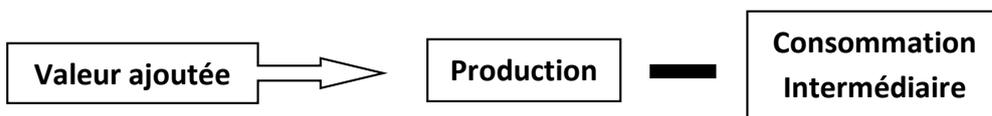
« Celui qui croit qu'une croissance exponentielle peut continuer indéfiniment dans un monde fini est un fou, ou un économiste. » C'est à Kenneth Boulding, ex-président de l'Association américaine d'économie, que l'on doit cette célèbre maxime. Pour prendre la mesure de ce que nous dit Boulding, il suffit de savoir qu'une croissance annuelle de 2% génère une multiplication par 7 de la production au bout d'un siècle.³³

Après l'ahurissante période de croissance économique des «trente glorieuses», l'économie a freiné sur tous les différents segments d'activité dans les pays développés. Depuis 1973 nous n'écoutons plus parler que de crise. Les économies européennes, et en distinctif l'économie française font face à un enjeu capital, à savoir : Comment reprendre et/ou retrouver le chemin de la croissance économique? Cependant, Qu'est ce que la croissance économique? Comment la mesurer? Quels en sont les sources? Comment la croissance est elle présentée et expliquée par les modèles économiques? Dans un 1^{er} lieu nous tenterons de concevoir et appréhender le concept de la croissance et dans un 2^{ème} lieu nous essayerons de considérer et caractériser les causes.

Section 01 : La mesure de la croissance économique: le PIB et ses limites

1. Mesure et objectifs de la croissance :

Qu'est-ce que le PIB ? Pour un pays, pour tout producteur de biens ou de services (boulangier, chauffeur routier, coiffeur...), on calcule sa valeur comme suit :



³³ <https://www.liberation.fr/terre/2014/06/09/travailler-mieux-pour-sauver-la-planete>, consulté le 19/06/2022, à 15 :30.

Le produit intérieur brut d'un pays est égal à la somme des valeurs ajoutées des producteurs résidant sur son territoire. Le PIB, est ainsi la richesse créée par les activités de production.

La croissance est l'évolution du produit intérieur brut (PIB) sans tenir compte de la variation des prix.

Si on a produit unités 100 l'année passée et 110 cette année, c'est peut-être parce qu'on a produit 10% en plus ou parce que les prix ont augmenté de 10 %. En réalité, c'est en général un peu des deux, Les quantités produites ont augmenté et les prix aussi. Par conséquent, la croissance correspond à la seule évolution des quantités produites. Elle est exprimée en pourcentage (%).³⁴

La somme des valeurs ajoutées permet d'obtenir le produit intérieur brut (PIB). Le PIB incorpore la production marchande, estimée et évaluée aux prix de marché, et la production non marchande des administrations, toisée par les coûts de production à défaut de prix de marché de biens et des prestations de services non marchands.

- Le produit est dit intérieur car on le calcule suivant le critère dit de « territoire ». C'est ce qui le distingue du produit national brut (P.N.B.). Celui-ci est engendré sur le principe de l'origine des entreprises (Nationalités). Le passage du P. I .B au P.N.B, se fait en adjoignant les revenus recueillis de l'étranger et en enlevant les revenus versés à l'étranger. Le produit est dit brut car on ne déduit pas les amortissements.

- La production marchande mais aussi non marchande est intégrée (cout des facteurs de production). Dans l'économie contemporaine, marchande et capitaliste, cohabitent deux sphères, une sphère marchande et une sphère non-marchande. Une partie non négligeable de la production et des échanges de biens et services est en effet réalisée "hors-marché", souvent en dehors de toutes préoccupations commerciales. Il arrive même que les deux sphères cohabitent dans le même secteur, entremêlant alors production marchande et production non-marchande, vente et gratuité, recherche du profit et absence de motivation monétaire.³⁵

- On calcule le PIB en volume (et donc la croissance réelle) en divisant le PIB en valeur (à prix courants) par l'indice des prix de manière à enlever l'influence de l'inflation.

³⁴ Insee-En-Bref – « Pour comprendre la croissance économique » - Edition janvier 2017

³⁵ "Marchand" et "non-marchand" dans l'économie des logiciels - Pierre-André MANGOLTE, colloque international des 25, 26 et 27 septembre 2006, Sep 2006, St Denis (MSH), France.

1.1.Objectif d'étude de la croissance

Usuellement mesurée depuis les variations du PIB (Produit Intérieur Brut), la croissance économique interprète l'accroissement de la richesse (biens + services) forgée durant une période donnée (année, trimestre). La croissance économique quantifie la variation de production dans une économie durant un laps de temps donné. Cette variation positive se mesure grâce à l'évolution annuelle d'un indicateur : le PIB. Considérablement, c'est un accroissement sur une période longue de la quantité de biens et services produits, et peut ainsi être mesurée par le taux de croissance du PIB réel.

La croissance économique peut être mesurée en termes nominaux ou en termes réels à l'aide du Produit Intérieur Brut (PIB). Le calcul en terme réel est le plus utilisé car il présente l'avantage d'éliminer l'effet de l'augmentation des prix (l'inflation).

La formule de calcul du PIB se présente de la façon suivante ³⁶ :

$$\begin{aligned} \text{Produit Intérieur Brut} &= \text{Consommation finale} \\ &+ \text{Formation Brute du Capital Fixe} \\ &+ \text{Variation des Stocks} \\ &+ \text{Acquisitions d'objets de valeur} \\ &- \text{Cessions de Biens de valeur} \\ &+ \text{Exportations} \\ &- \text{Importations} \end{aligned}$$

Le PIB est donc le résultat de plusieurs variables, il s'agit de :

- **La Consommation Finale (CF)** : elle se compose de toutes les dépenses de consommation individuelle et collective des biens et services public encourues par les ménages résidents et les entités générales de l'administration publiques ³⁷. Celle qui met fin à un bien ou un service, c'est-à-dire sa destruction, en opposition à la Consommation Intermédiaire qui sert à être transformée pour la production d'autres biens ou services qui seront consommés par la suite.

³⁶ Article de Francis MALHERBE, « Le produit intérieur brut (PIB) ».

³⁷ Glossaire de la Banque Africaine de Développement.

- **La Formation Brute du Capital Fixe (FBCF)** : est l'ensemble des acquisitions par les agents économiques résidents, de biens de production, ou investissements en actifs corporels ou incorporels. Il peut s'agir de biens d'équipements, bâtiments, terrains, etc.

- **La Variation des stocks** : est la différence entre le stock disponible en début d'exercice de référence, et celui de fin d'exercice. En d'autres termes, il correspond à la différence entre le stock initial et le stock final. En fin d'exercice, le résultat peut être positif comme il peut être négatif et ce, selon la fréquence des approvisionnements et des déstockages.

- **L'écart entre les acquisitions et les cessions d'objets de valeur** : les agents économiques achètent et vendent des objets dont la valeur marchande est importante et mérite d'être comptabilisée à part. Il s'agit de calculer l'écart entre les acquisitions et les cessions de ces derniers et l'inclure comme composante du PIB, selon l'approche de la demande.

- **L'écart entre les exportations et les importations** : les importations sont une demande orientée vers le marché mondial, c'est-à-dire une valeur provenant de l'extérieur de pays tandis que les exportations sont une production nationale consommée ailleurs que sur le territoire national. De ce fait, il est impératif d'additionner les exportations au PIB et de lui retrancher les importations.

1.2. Mesure de la croissance économique à l'aide du PIB

Pour nous permettre de mesurer la croissance économique, il faut calculer le PIB à prix constant tout en veillant à éliminer l'effet de l'augmentation des prix (déflaté le PIB) ou encore à l'aide du PIB/habitant.

$$\frac{\text{Valeur du PIB (année "n + 1")} - \text{Valeur du PIB (année n)}}{\text{Valeur du PIB (année n)}} \cdot 100$$

Si on considère une hausse du PIB suite à une hausse des prix et les quantités produites sont restées les mêmes. Il faut donc déflaté le PIB (et donc calculer le PIB à prix constant).

Par ailleurs, une augmentation de la croissance n'est toujours pas synonyme d'amélioration du niveau de vie des citoyens. L'analyse de ce constant est fourni par l'analyse de l'évolution du PIB/habitant.

1.3. Mesure de la croissance économique à l'aide du PIB/habitant

Cette mesure consiste à diviser le produit intérieur brut par la population totale. Cette mesure s'appelle également « niveau de vie moyen ». Le calcul est comme suit :

$$\text{PIB par habitant} = \frac{\text{Produit intérieur brut}}{\text{Population totale}}$$

Cette mesure présente l'avantage de faire des comparaisons entre pays, par conséquent, la croissance démographique peut être plus rapide que la croissance de la production, ce qui donne une diminution du PIB/habitant. Exemple : Deux pays de puissances économiques différentes (PIB différents) peuvent avoir un PIB/hab. proche.³⁸

Dans certains pays, ont connu des taux de croissance annuels négatifs à 5 reprises, étalées comme suite :

- à la fin de la Seconde guerre mondiale.
- suite au premier choc pétrolier en 1975.
- en raison de la crise du système monétaire européen en 1993.
- suite à la crise financière en 2008 et 2009.
- à cause de la crise de la Covid-19 en 2020.

Aussi, il est à signaler que dans certains pays, ils se servent également du Produit National Brut (PNB) pour apprécier et évaluer leur croissance économique. Le PNB correspond à la valeur absolue des biens et des services créés par des entreprises ou des personnes ayant la nationalité du pays, qu'elles jouissent d'une implantation dans le pays ou à l'étranger. L'augmentation de la croissance peut découler et/ou résulter d'une augmentation de la quantité de biens (et services) produite ou d'une augmentation des prix.

C'est pourquoi, la croissance économique est considérée comme le saint graal des économistes mais aussi des gouvernements, car il permet de mesurer le niveau de vie d'un pays et l'amélioration de son bien être, d'où on déduit que : Plus il y a de croissance plus un Etat a des recettes fiscales pour

³⁸ Cours Licence – ECONOMIE- « Croissance et emploi » - Pr. LIOUAEDDINE Mariem - 2018

financer ces infrastructures publiques, cela induit qu'il y a une forte corrélation de la croissance avec la création d'emploi et la diminution du chômage.

L'augmentation du PIB entre 1950 et 2000 a été plus importante en Afrique qu'en Europe de l'Ouest, car le PIB de l'Afrique a été multiplié par 5,79 entre 1950 et 2000 et celui de l'Europe de l'Ouest par 5,32 sur la même période. Subséquemment, le PIB s'est plus vigoureusement développé en Afrique qu'en Europe de l'Ouest. De ce fait, si on procède à la comparaison de l'évolution entre 1950 et 2000 du PIB par habitant de l'Europe de l'Ouest et de l'Afrique on observe que sur cette période, le PIB/habitant de l'Afrique a augmenté de 64% uniquement, alors que celui de l'Europe de l'Ouest a été multiplié par 4,15.

Réellement, même si l'accroissement du PIB a été plus important en Afrique qu'en Europe de l'Ouest, en contrepartie la population a seulement accru de 28% en Europe de l'Ouest contre 254% en Afrique. En conséquence, comme la croissance démographique a été forte en Afrique, la forte hausse du PIB n'a pas permis d'élever fortement la richesse par habitant.

Le PIB par habitant est un indicateur de niveau de vie moyen (notion quantitative : quantité de biens et services qu'un individu peut se procurer grâce à son revenu.) il s'agit d'un système permettant de mesurer l'activité économique d'un pays en se basant sur le revenu moyen de ses citoyens.

La croissance économique est la caractéristique des économies de marché. C'est l'accroissement durable de la production globale (de biens et services) d'une économie et c'est donc un phénomène de longue période (Long Run Growth).³⁹

Par contre l'expansion signifie une augmentation brutale de la production nationale de courte période et ne correspond pas à la croissance économique. Le développement est une notion qui inclut l'aspect structurel et qualitatif de la croissance c'est-à-dire qu'il englobe à la fois le progrès économique et social.

À cet effet, et dans un souci d'une meilleure compréhension des fluctuations et pour mener à bien une analyse, il serait plus judicieux de distinguer entre les deux notions existantes de PIB nominal et de PIB réel. Les différences qui peuvent exister sont reprises dans ce qui suit.

³⁹ Cours Licence – ECONOMIE- « Croissance et emploi » - Pr. LIOUAEDDINE Mariem - 2018

- **Le PIB nominal**

Le Produit Intérieur Brut Nominal est le résultat de la somme des quantités des biens finaux produits multipliées par leur prix courant. Cette grandeur connaît une croissance annuelle grâce à deux paramètres. Le premier est la croissance de la production d'une année à une autre et le deuxième est la croissance des prix des biens. Il est très important d'isoler l'impact de la croissance des prix afin d'apprécier la vraie tendance de croissance du PIB, d'une année à une autre, c'est-à-dire, calculer le PIB Réel.

- **Le PIB réel**

Le Produit Intérieur Brut Réel, appelé également PIB ajusté de l'inflation, est la somme des quantités des biens finaux multipliées par un prix constant. C'est-à-dire, en essayant de supprimer le facteur inflation, dans les prix des biens et services.

Ce qui reste problématique dans le calcul du PIB Réel est la prise en compte des changements qualitatifs et leur impact sur le prix actuel des biens. Ces deux types de PIB sont calculés, pour exprimer de la manière la plus fidèle, la croissance économique d'un pays au cours d'une période donnée.

Le PIB ainsi que sa croissance, sont étroitement liés à l'investissement et aux différentes dépenses servant à dynamiser l'économie. Il en est de même pour les dépenses publiques, objet de ce travail de recherche.⁴⁰

2. Les limites du PIB

2.1. PIB et conventions

Des problèmes de mesures et de conventions comme tout indicateur, le PIB repose sur des conventions toujours sujettes à controverses ou susceptibles d'évoluer. Initialement cantonné, par conséquent, aux activités pour lesquelles existent des prix de marché, il a, en 1973, été enrichi avec la prise en compte de certaines activités non marchandes (éducation, santé, administration...), comptabilisées au coût des facteurs, sans tenir compte ni de leur qualité ni des résultats effectifs. Le PIB se concentre sur les productions réalisées sur un territoire par ses résidents. Cette convention définit la « nation », sans référence à la nationalité des agents. C'est précisément pour tenir compte de ces éléments que les comptables nationaux mesurent aussi le Revenu national brut (RNB) (qui a

⁴⁰ Mémoire de magister, « Essai d'analyse de l'impact de la croissance des dépenses publiques sur les équilibres macroéconomiques : Cas de l'Algérie, Préparé par Marzouk LEKKAM - Université Mouloud MAMMARI de Tizi-Ouzou – 2018.

succédé au produit national brut, PNB, depuis 1993) en ajoutant au PIB le solde des revenus de facteurs (salaires et profits) échangés avec le reste du monde. La différence est d'autant plus grande que l'économie concernée est petite et ouverte sur l'extérieur : les profits réalisés par des sociétés étrangères sont ainsi comptabilisés dans le PIB sans pour autant alimenter le pouvoir d'achat des citoyens du pays concerné.

2.2. PIB et bien être

Bien que la plupart des commentateurs se concentrent sur l'évolution du PIB, c'est celle du PIB par habitant qui importe pour comparer les niveaux de vie : cela permet de tenir compte des facteurs démographiques. Mais cette moyenne est toujours susceptible de masquer des évolutions dans la répartition des revenus : son augmentation peut ainsi aller de pair avec une amplification des disparités mettant en cause la cohésion sociale. Au-delà même de la distribution des revenus et des patrimoines, le PIB ne tient pas compte des inégalités dans l'accès aux services publics, à l'éducation, à la culture, à la santé, qui peuvent entraver l'obtention d'une croissance forte et régulière sur le long terme. Plus largement, une mesure qui ne comptabilise que les activités transitant par les marchés ne saurait prétendre à l'évaluation du bien-être : elle ne tient, en effet, aucun compte du « loisir », c'est-à-dire du temps consacré aux activités non monétarisées, et ignore, en particulier, l'essentiel de la production domestique ou bénévole (qui représente pourtant l'équivalent de un million d'emplois à temps plein dans notre pays), réalisée notamment dans le cadre des associations ; tout ce que les individus produisent pour eux-mêmes et leur famille en est exclu alors que cela représenterait entre 30 et 40 % du PIB classique, dès lors, chaque fois qu'une activité passe du non marchand au marchand, le PIB augmente, alors même que l'accroissement du bien-être général est loin d'être évidente ; inversement, comme le soulignait Alfred Sauvy, « épousez votre femme de ménage et vous ferez baisser le PIB » ; de même, alors que le temps consacré aux déplacements, notamment domicile-travail, est implicitement traité comme du loisir, les dépenses qu'ils engendrent augmentent le PIB : plus on consomme de carburants, plus il y a d'embouteillages, plus il y a aussi d'accidents automobiles et plus la croissance est forte.⁴¹

La production non marchande des administrations publiques est évaluée à partir des coûts de production ce qui signifie qu'une administration publique peu efficace qui dépense beaucoup augmente le PIB sans que la qualité des services fournis se soit améliorée. On peut aussi voir dans la

⁴¹ <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/094000249/0000.pdf>

prise en compte de la production non marchande un intérêt... le contrôle démocratique de la dépense publique permet d'améliorer l'efficacité de cette dépense.

L'appréciation de la production non marchande des administrations publiques pose un problème, du fait qu'elle est évaluée à partir des coûts de production ce qui annonce qu'une administration publique peu efficace qui dépense abondamment accroît le PIB sans qu'il y soit engendré en contrepartie une amélioration de la qualité des services effectués. On peut aussi voir dans la prise en compte de la production non marchande un intérêt, la vérification et le contrôle libre et égalitaire de la dépense publique permet d'améliorer l'efficacité de cette dépense.

Par ailleurs, pour évaluer le changement du niveau de vie de la population, la mesure de l'évolution du PIB/habitant demeure insuffisante, car une hausse du PIB/habitant dans un pays, peut ne pas s'escorter d'une progrès équivalent du revenu par habitant quand une partie des richesses produites est captée par des agents non-résidents. L'évolution du Revenu national par habitant permet de mieux apprécier l'évolution du niveau de vie moyen d'une population.

RNB (autrefois PNB) = PIB + revenus reçus du reste du monde - revenus versés au reste du monde + subventions reçues du reste du monde.

Aussi, il est à noter que cette mesure du PIB/habitant est une moyenne qui n'interprète pas la manière ou bien la procédure menée pour la répartition des richesses dans un pays. De ce fait, on dirait que la hausse du PIB peut être inégalement répartie au sein de la population.

Une hausse du PIB/habitant ne conduit pas forcément à une réduction des inégalités et des écarts. Cependant on constate la présence d'activités qui n'ont pas d'apport quant à la mesure du PIB, ainsi, on peut conclure que la notion de richesse économique comme biens et services repose en économie sur des conventions = choix de ne prendre que des biens et services vendus sur un marché (entreprises) ou produits avec des facteurs de production rémunérés (production non marchande). Le PIB n'incorpore pas certaines activités qui contribuent au bien-être collectif et à la cohésion sociale telles que les activités domestiques et les activités de bénévoles. Ce qui donne lieu à des résultats de données non fiables et incohérentes engendrés par certaines activités comme par exemple l'activités légales non déclarées et les activités illégales qui forment une « économie souterraine ».

Selon d'Alfred Sauvy (économiste, démographe et sociologue français), dans une phrase qu'il a exprimé « Si la production de services anciennement non marchands produits dans la sphère domestique (ex : garder les enfants ; s'occuper des personnes âgées) passe à la sphère marchande cela

confère à ces services une valeur monétaire qui augmente le PIB sans que le niveau de production de ces services ait augmenté». Le PIB ne mesure pas non plus la production bénévole et la production domestique.

3. Indice du développement humain

Dans son premier rapport sur le développement humain, publié en 1990, le PNUD présentait une nouvelle manière de mesurer le développement en faisant la synthèse des indicateurs d'espérance de vie, de niveau d'études et de revenu, pour aboutir à un indicateur composite du développement humain, l'IDH, mis au point sous l'influence d'A. Sen (économiste indien, prix Nobel d'économie en 1998) au sein du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'indice de développement humain (IDH) est un indicateur composite qui a pour objectif de compléter l'approche en termes de PIB, trop réductrice, en combinant 03 éléments :

- La longévité et la santé, (Espérance de vie)
- L'instruction et l'accès au savoir, (scolarisation et alphabétisation)
- Le niveau de vie (RNB par habitant en PPA en \$)

La comparaison du classement des pays en fonction du seul PIB par tête et en fonction de l'IDH permet de souligner que le développement humain ne se limite pas à la croissance de la production. Le postulat de cette mesure était simple : le développement devrait être mesuré non pas seulement en termes de croissance économique, comme cela avait été le cas jusqu'alors, mais aussi en matière de progrès dans les domaines de la santé et de l'éducation, autant mesurables pour la plupart des pays.

Certainement on constate que cet indicateur de mesure présente un coté positif en apportant un plus par rapport à la mesure du développement, cela n'empêche pas de voir présenter des limites à cette nouvelle manière de mesurer le développement qui est du fait qu' Il ne permet pas de voir les inégalités, les inégalités entre les sexes, les conditions de vie dans les pays très pauvres (accès eau par ex), approche très globalisante des dimensions santé et scolarité, rien sur démocratie et liberté.

4. Le rapport Stiglitz, Sen et Fitoussi

l'américain Joseph Stiglitz (est un économiste américain, lauréat du prix dit Nobel d'économie avec George Akerlof et Michael Spence en 2001 « pour leurs travaux sur les marchés avec asymétrie d'information. ». Il est l'un des fondateurs et des représentants les plus connus de la « nouvelle économie keynésienne ». Il acquiert sa notoriété populaire à la suite de ses violentes

critiques envers le FMI et la Banque mondiale, émises peu après son départ de la Banque mondiale en 2000, alors qu'il y est économiste en chef. et l'indien Armatya Sen, associés au directeur de l'institut français de l'OFCE, Jean Paul Fitoussi, ont remis leur rapport en septembre 2009 à Nicolas Sarkozy. La Commission Stiglitz-Sen-Fitoussi (2008), officiellement nommée « Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social », a développé une réflexion sur les moyens « d'échapper à une approche trop quantitative, trop comptable de la mesure de nos performances collectives » et d'élaborer de nouveaux indicateurs de richesse. A propos du PIB, les recommandations suivantes organisent un programme de recherches, conduit notamment au sein de l'INSEE :

- L'évaluation du bien-être matériel doit se référer plus aux revenus et à la consommation qu'à la production et prendre aussi en compte le patrimoine
- Accorder davantage d'importance à la répartition des revenus, de la consommation et des richesses.
- Elargir les indicateurs de revenus aux activités non marchandes
- Insister sur la qualité de vie et la soutenabilité (capacité à se maintenir dans le temps) dans la définition du bien-être.

Pour évaluer le bien-être matériel, il faut davantage se référer aux revenus et à la consommation mais aussi tenir compte de la répartition des richesses. Par ailleurs, la définition du bien-être doit insister davantage sur la qualité de vie. Enfin, il semble important de prendre en compte les activités non marchandes, car elles sont tout de même créatrices d'amélioration des conditions de vie.

De ce qui précède, il est à noter que la croissance économique se définit comme étant l'accroissement durant une période longue de la richesse d'un pays en termes réels.

La croissance économique est calibrée par le taux de croissance du PIB réel. Comme tout paramètre et indicateur statistique, le PIB est fondé par justification sur des engagements et des conventions comptables et il présente ainsi un certain nombre de limites. Il n'en demeure pas moins qu'il reste un indicateur apprêté et précieux pour arpenter les activités économiques.

Les critiques proclamées au PIB en tant qu'indicateur de richesse et notamment de bien être vont manœuvrer à la mise au point de nouveaux indicateurs. Le plus courant est l'IDH raffiné sous le persuade de l'économiste indien Amartya Sen au niveau du Programme des Nations pour le

développement (PNUD). L'IDH est un indicateur composite ou synthétique qui a pour objectif de compléter l'approche en termes de PIB, exagérément simplificatrice. L'IDH mesure 3 dimensions : le niveau de vie, l'éducation (pédagogie, formation et enseignement) et la santé (activité sanitaire, soins et hygiène) avec 4 indicateurs : le RNB par habitant, le nombre d'années de cursus des adultes formés, le nombre d'années espérées et l'espérance de vie à la naissance. L'IDH présente en lui un indicateur qui étale des limites dans la mesure où il néglige partiellement les inégalités et écarts ainsi les différents paliers de pauvreté.

En 2009, la Commission **Stiglitz-Sen-Fitoussi** a développé une réflexion sur l'interprétation et la mesure du bien-être. Le PIB à lui seul ne peut être un indicateur suffisant des exploits économiques et du progrès social. Pour évaluer le bien-être matériel concrètement, il faudrait davantage se congédier aux revenus et à la consommation mais aussi prendre en considération la répartition des richesses. Par ailleurs, l'interprétation du bien-être doit accentuer davantage et principalement sur la qualité du niveau de vie.

Enfin, il apparaît nécessaire de tenir en compte les activités non marchandes, car elles sont également auteurs et conceptrices de consolidation des conditions de vie.⁴²

Section 02 : Les sources de la croissance économique

1. Les facteurs de production

La question qui se pose est de voir ce qu'on devrait faire pour procéder à l'augmentation de la production au sein d'une entreprise, Il existe deux solutions simples pour augmenter la production:

La première est d'accroître le capital grâce à l'Investissement (autrement dit : opération d'achat de capital fixe, mesuré par l'INSEE par la FBCF)

La deuxième est d'amplifier la quantité du travail soit en élevant le nombre de travailleurs ou la durée du travail (exemple passer de 8h à 10 heures la durée règlementaire journalière).

Un résultat de l'analyse classique qui se développe au XIX^{ème} siècle (Ricardo...) exprimée par la loi des rendements factoriels décroissants, si la capacité de travail est fixe et constante, le renforcement du capital accrois la production mais de moins en moins (exemple: dans une ferme vous pourvoyez les ouvriers agricoles des outils et matériels dans le cadre de leurs travail respectivement, la production augmente promptement et diligemment au départ, après elle diminue et

⁴² S. PHOCAS, « Quelles sont les sources de la croissance économique ? »

devient de moins en moins vite (notion de productivité marginale) = les individus peuvent utiliser 1 outil mais pas plusieurs à la fois). On sait par contre par un simple raisonnement qu'avec un capital fixe et le recrutement de personnes pour le travail : la production accroîtra mais de moins en moins vite.

La Fonction de production

$$Y = f(k, L)$$

où Y - désigne la production,

K - la quantité de capital

L - la quantité de travail.

Cette fonction nous permet de développer une croissance extensive quand on suscite pour augmenter la production par exemple, il faut renforcer le capital et le travail. Le travail accroît sous l'effet de la démographie, et le capital s'agrandit grâce aux investissements (placements et financements) de capacité.

De ce fait on peut raisonner que la croissance est là également à l'échelle microéconomique pour apporter un plus et renforcer les facteurs de production. Plus de population active occupée, engendre une durée de travail plus importante (journée mais aussi hebdomadaire ou sur la vie), plus de capital, cela procréé de la croissance et conçoit ce qu'on appelle la croissance extensive.

2. Les différents modèles de croissance économique

2.1. Le modèle de Solow

Robert Solow explique que si la croissance économique peut s'expliquer par une hausse de la quantité des facteurs de production (croissance extensive), une partie importante de la croissance économique ne résulte ni de la quantité de travail ni de la quantité de capital, cette partie de la croissance étant qualifiée de résidu. Ce résidu trouve sa source dans l'efficacité du travail, du capital et de la combinaison des facteurs, ce qu'on appelle la productivité globale des facteurs (**PGF**). Le résidu apparaît pour lui exogène, vraisemblablement issu de la recherche scientifique. Il est une « manne tombée du ciel ». R. Solow considère que les rendements factoriels sont décroissants : en augmentant la quantité utilisée d'un facteur, celle de l'autre restant fixe, la production augmente mais moins que proportionnellement car la productivité marginale du facteur est décroissante. Il ne faut pas les confondre avec les rendements d'échelle qui varient en fonction de l'ensemble des facteurs de

production. Ils sont croissants lorsque la production augmente plus vite que la quantité de facteurs de production utilisée ; ils sont constants si elle évolue au même rythme.⁴³

Suivant le modèle de R. Solow (1956), ce qui exprimer, dans le renforcement de la quantité produite, n'est compréhensible ni par l'accroissement de la capacité de travail utilisé, ni par la consolidation de la quantité de capital utilisé, exprimer en terme de « résidu ».

Pour cela, Solow propose cependant un 3^{ème} facteur: le résidu qui résulte du progrès technique qui souscrit de renforcer la production sans accroître la quantité de facteurs dans l'ensemble des ouvrages pontifiants en affectant les processus de production et adjoindre les innovations de produits. Il est dit et considéré exogène car il est engendré par d'autres éléments que l'activité économique. Solow mentionne alors :

La Fonction de production

$$Y = A.f(K, L)$$

Où A est la productivité globale des facteurs (la partie de la production qui ne se développe pas par l'augmentation de la quantité de K ou du L.

La productivité globale des facteurs (OCDE) = est le rapport entre la capacité de la production remportée et l'ensemble des facteurs de production réunis et utilisés.

Le principe exprimé dans ce cas de figure dévoile que la croissance est intensive. Puisque L'accroissement de la productivité globale des facteurs est mesuré par le «résidu» qui est assimilé au progrès technique. Du fait qu'il accroît la productivité des facteurs et permet une augmentation quantitative et qualitative des facteurs de production.

Voyant l'exemple de certains pays dits développés ou bien plus précisément Européens, durant la période 1960 et 2010, selon l'INSEE, le PIB de ces derniers a été multiplié par un peu plus de quatre. La capacité de travail s'est régressée au cours de cette période : si le nombre des travailleurs a insensiblement augmenté, la durée individuelle du travail a diminué. L'abaissement du nombre d'heures de travail a donnée lieu à une progression de la productivité horaire que le PIB, conjointement à la hausse du PIB. La principale cause de la hausse du PIB est l'augmentation de la productivité du travail (productivité du travail : mesure d'efficacité de la combinaison productive :

⁴³ Solow, R. M. (1956). A Contribution to the Theory of Economic Growth. The Quarterly Journal of Economics, page : 65-94.

rapport entre production (mesurée de manière physique (quantité) ou (monétaire) et quantité de travail (nombre d'hommes ou nombre total d'heures). La productivité du travail d'un pays se mesure par le PIB/population active occupée; productivité par tête ou PIB/ X durée moyenne du travail. (Il faut faire une distinction entre la production qui exprime le résultat et la productivité qui représente l'efficacité).

En conclusion, la croissance de beaucoup de pays développés n'est pas fixée à l'augmentation de la quantité de travail.

Tableau : Contribution des facteurs à la croissance (Taux de croissance annuel moyen en % du PIB et points de croissance).

	1966-1970	1971-1980	1981-1990	1991-2000	2001-2011
Etats-Unis					
PIB	3,4	3,2	3,1	3,7	1,7
Travail	1,6	1,6	1,7	1,2	0,3
Capital	0,6	0,5	0,3	1,1	0,9
Résidu	1,2	1,1	1,1	1,4	0,5
Part du résidu	35,3%	34,4%	35,5%	37,8%	29,4%
Zone Euro					
PIB	5,0	3,2	2,4	2,0	1,2
Travail	-0,7	-0,6	0,1	0,1	0,3
Capital	1,8	1,4	0,7	0,8	0,9
Résidu	3,8	2,4	1,5	1,2	0,0
Part du résidu	76,0%	75,0%	62,5%	60%	0%

Source : Tableau réalisé à partir de l'étude faite par Roland Dohrn.⁴⁴

A partir de la lecture du tableau ci-dessus nous remarquons, qu'entre 2001 et 2011, le travail a contribué pour 0,3 point à la hausse de 1,7% par an en moyenne du PIB américain. Il explique donc 17,6% de la croissance obtenue.

Les sources de la croissance exprimée dans la zone euro par la croissance annuelle moyenne du PIB entre 1966 et 1970, exhalée par une part importante du résidu, alors qu'entre 2001 et 2011 la croissance annuelle moyenne du PIB est émanée par - l'augmentation de la quantité de capital.

La situation des Etats unis avec la Zone Euro dans les années 1970 : Aux Etats-Unis, la croissance est plus extensive car ils ont une croissance démographique supérieure avec une avance en termes de progrès technique. Le « résidu » ne représente qu'un tiers de la croissance emportée. Elle est donc « riche en emplois ». Mais, depuis le milieu des années 1990, la croissance des Etats-Unis

⁴⁴ Source: Roland Dohrn, « Euren study Potential Growth in Europe : How to measure it and how to boost it? ».

est devenue plus intensive avec la diffusion des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) car la productivité globale des facteurs est considérable entre 1991 et 2000.

Par ailleurs, en Europe, la croissance est plus intensive car l'augmentation de la productivité des facteurs présente près des trois-quarts de la croissance au milieu des années 1990. L'Europe devance en matière de productivité. La croissance est « pauvre en emplois », mais depuis les années 1990, la croissance européenne devient plus extensive. Car la croissance des emplois ne représente qu'un quart de la croissance du PIB.

Tableau : Comparatif entre les deux voies de la croissance.

	Croissance extensive	Croissance intensive
Quantité de travail	+	= ou -
Quantité de capital	+	+
Productivité globale des facteurs	= voire -	+
Progrès technique	Faible	Fort
Termes synonymes proposés	Transpiration	Inspiration

Source : Notre réalisation a partir des définitions.

2.2. Les modèles de la croissance endogène

Solow a situé les « sources de la croissance hors du champ économique » [croissance exogène]. Les théories qui discernent le jour dans les années 80 explorent à juste titre à endogénéiser les facteurs de la croissance (la recherche des origines dans le système économique).

Ces modèles ont été développés à partir des années 1980, notamment par Paul Romer (1986), Robert Barro (1991), Robert Lucas (1988) Ils se fondent sur l'hypothèse que la croissance génère par elle-même le progrès technique. Le progrès technique est donc « endogène » à la croissance de la production. Dans un pays qui s'enrichit grâce à la croissance, le comportement rationnel des agents économiques va produire des « externalités positives ». Ces externalités positives vont profiter à l'ensemble des agents économiques (ex découvertes scientifique médicales vont améliorer l'état de santé d'une population, cette amélioration va permettre une augmentation de l'efficacité des travailleurs favorisant la croissance économique).

La croissance économique trouve donc sa source dans l'accumulation de différentes formes de capitaux (technologique, expérience et savoir-faire, éducation et formation professionnelle,

infrastructures publiques...) utilisés par les différents agents économiques. La croissance dépend donc de l'accumulation de capital au sens large qui concerne quatre types de capitaux qui interagissent :

-Le capital physique c'est-à-dire le capital fixe et le capital circulant des entreprises privées.

-Le capital humain se définit comme l'ensemble des capacités productives qu'un individu acquiert par l'accumulation de connaissances ou de savoir-faire généraux ou spécifiques. Cette notion a été développée par Gary Becker. Elle repose sur l'idée que le travail peut être assimilé à une forme de capital, dont les principales caractéristiques sont le niveau de formation, de qualification, la santé, etc.

- Le capital technologique correspond au stock des connaissances scientifiques et techniques permettant d'accroître la productivité globale des facteurs ou de créer de nouveaux produits. Dans ce capital technologique sont intégrés les brevets, les secrets de fabrication, les fruits de la recherche et le système de partage de la connaissance.

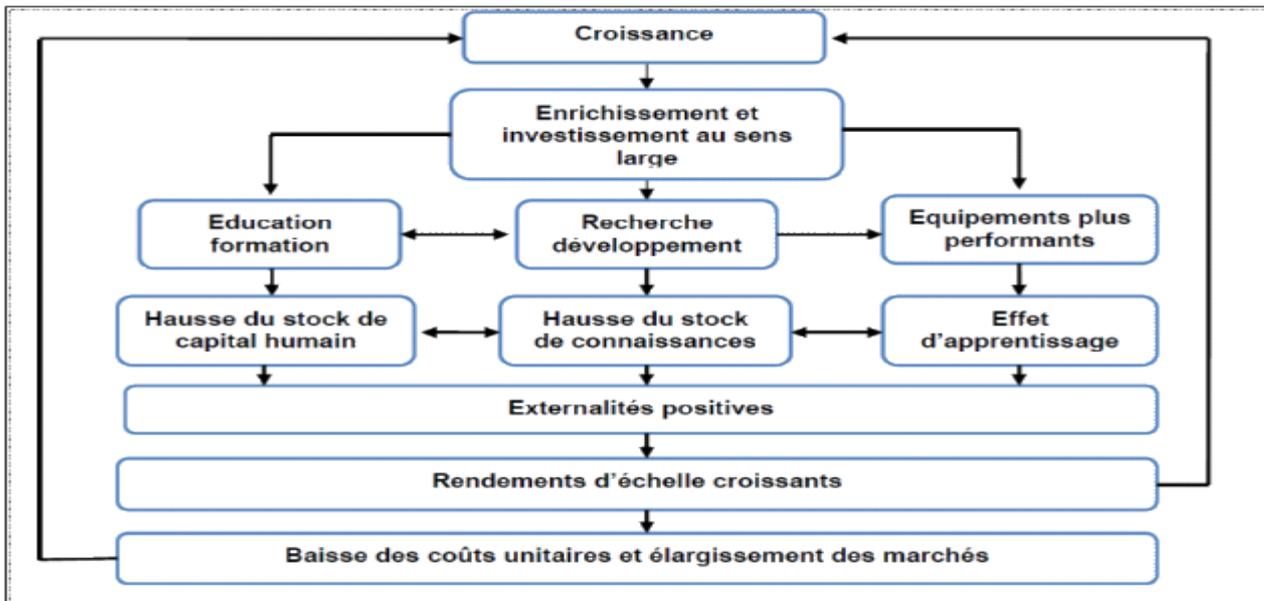
- Le capital public correspond à l'ensemble des infrastructures publiques offertes par l'Etat et les collectivités locales (Ecole, universités, routes, canaux, aéroports...).

Par définition, une externalité positive est une conséquence positive de l'activité d'un agent économique sur un autre sans qu'il n'y ait de contrepartie marchande.

Théorie de la croissance endogène c'est une théorie selon laquelle la croissance apparaît comme un processus autoentretenu sous l'effet de l'accumulation du capital (capital physique, capital humain, capital public, capital technologique).⁴⁵

⁴⁵ S. PHOCAS, « Quelles sont les sources de la croissance économique ? », 2012

Schéma 01 : Les modèles de la croissance endogène.



Source : Puisée à partir de l'ouvrage sources et limites de la croissance.⁴⁶

Le progrès technique est ici clairement identifié (accumulation du capital au sens large). La croissance a donc des sources clairement définies (croissance endogène)

La croissance a un caractère auto entretenu et n'est plus soumise à la loi des rendements décroissants du fait de la présence d'externalité positive et de rendement d'échelle croissant.

- Investir dans la recherche la moins « rentable » à court terme recherche fondamentale, coûteuse, incertitude mais qui produit des externalités positives pour entreprises.

- inciter les entreprises à investir : aides fiscales « le crédit impôt recherche »,

- favoriser l'éducation et la santé,

- Développer des partenariats publics-privés,

- rôle des pôles de compétitivité : modèle « Silicon Valley »,

- protéger les recherches des entreprises privées pour qu'elles soient incitées à rechercher : système de brevets = droit de propriété.⁴⁷

⁴⁶ http://gouvernet.com/public/term/sources_et_limites_de_la_croissance/sourcesetlimitesdelacroissance, consulté le 15/04/2022 à 22:45.

⁴⁷ S. PHOCAS à partir de J M Huart, croissance et développement, Bréal collection « thèmes et débats » 2003, page 15.

3. La croissance économique : une destruction créatrice

Schumpeter économiste autrichien 1883/1950 « Innovation est une invention mise sur un marché », ce qui l'intéresse par-dessus tout, c'est l'évolution du système capitaliste : « il constitue, de par sa nature, un type ou une méthode de transformation économique, et non seulement il n'est jamais stationnaire mais il ne pourra jamais le devenir » écrit-il en 1942. Le moteur du système, c'est l'innovation et le progrès technique à travers le phénomène de « destruction créatrice ». Joseph Schumpeter distingue à ce titre 5 formes d'innovations :

- l'innovation de produits ;
- l'innovation de procédés ;
- l'innovation de modes de production ;
- l'innovation de débouchés ;
- l'innovation de matières premières.

C'est grâce à un « entrepreneur innovateur » que la dynamique économique se fait sentir à travers des progrès aussi bien quantitatifs (avec l'augmentation du niveau de production) que qualitatifs. L'entrepreneur est donc l'acteur fondamental de la croissance économique. Il aime le risque et est à la recherche du profit maximal. L'innovation lui permettra d'obtenir un monopole temporaire sur le marché. Il sera donc le seul pendant un certain temps à pouvoir produire cet objet qui lui rapportera donc gros.

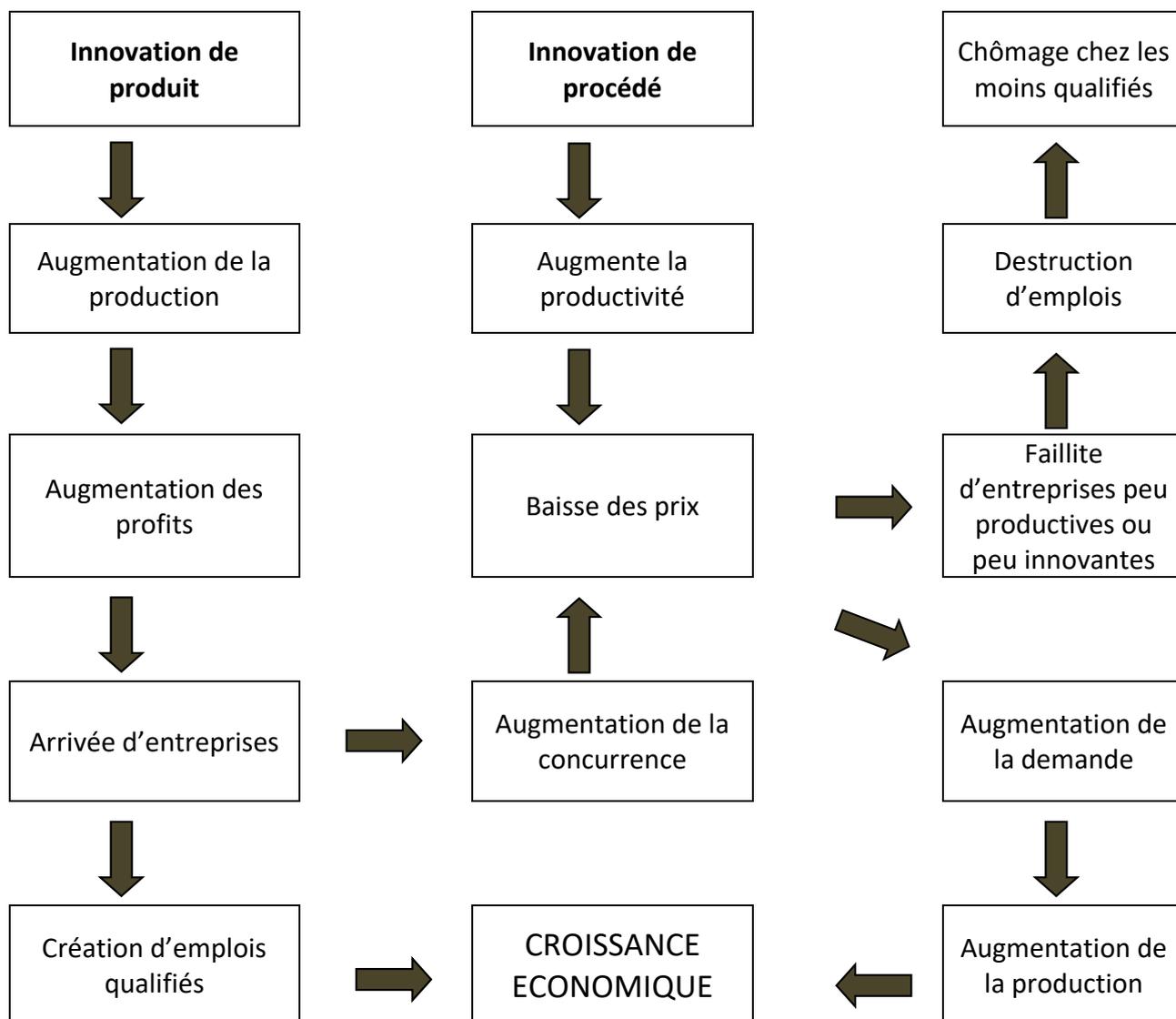
Aussi, Schumpeter explique que l'économie est gouvernée par un phénomène particulier : la « destruction créatrice ». C'est « *la donnée fondamentale du capitalisme et toute entreprise doit, bon gré mal gré, s'y adapter* ». La croissance est un processus permanent de création, de destruction et de restructuration des activités économiques. En effet, « *le nouveau ne sort pas de l'ancien, mais à côté de l'ancien, lui fait concurrence jusqu'à le nuire* ». Ce processus de destruction créatrice est à l'origine des fluctuations économiques sous forme de cycles.

Ainsi, les formats de fichier audio numérique, sont en passe de remplacer les supports physiques de lecture, il s'agit d'un phénomène de destruction créatrice. Ce phénomène s'inscrit dans la montée en puissance de l'économie numérique qui sera à l'origine d'une nouvelle période de croissance.⁴⁸

⁴⁸ <https://www.economie.gouv.fr/facileco/joseph-schumpeter>, consulté le 09/06/2022 à 09 :30.

Destruction créatrice : le neuf remplace l'ancien, les anciennes activités peu innovantes déclinent et disparaissent pendant que de nouveaux systèmes de production se mettent en place = processus de rajeunissement permanent du système productif.

Schéma02 : Le mécanisme de la destruction créatrice.



Source : Réalisé à partir des données précédentes.

4. Le rôle des institutions et des droits de propriété

Selon l'économiste Douglass North, les institutions sont les contraintes établies par les hommes et qui structurent les interactions humaines. Elles peuvent être formelles (les règles, les lois,

les Constitutions) ou informelles (les normes de comportement ; les conventions, les codes de conduite auto-imposées).⁴⁹

Certaines institutions contribuent à la croissance économique, celles notamment qui sont « créatrices de marché » (Rodrik et Subramanian, 2003) puisqu'en leur absence les marchés n'existent pas ou fonctionnent très mal. Elles favorisent alors le développement économique de long terme en stimulant l'investissement et l'esprit d'entreprise. Un cadre réglementaire et un système judiciaire qui permettent le respect des droits de propriété et offrent un avantage aux inventeurs – par exemple via le brevet – assurent aux entrepreneurs efficaces qu'ils conserveront leur profit et les incitent à innover.

A l'opposé, certains environnements institutionnels sont défavorables à la croissance économique. Dans les pays en guerre, instables politiquement, ou encore fortement gangrenés par la corruption, le cadre institutionnel devient un frein au développement économique. C'est le cas aussi de pays où l'activité économique est monopolisée par une minorité au pouvoir qui détourne les richesses à son profit et qui empêche l'existence d'un marché concurrentiel.

Selon D. Rodrik et A. Subramanian, les études de North (1981), Jones (1987) et Olson (1982) ont étudié l'impact des institutions sur la croissance économique des points de vue chercheurs ainsi que décideurs politiques. Ces études empiriques antérieures avec Knack et Keefer (1995), Mauro (1995) et Barro (1997) révèlent que les institutions sont importantes pour l'investissement et la croissance durable à long terme. Hall et Jones (1999) démontrent que les différences dans les institutions à travers le monde provoquent d'énormes variations dans l'accumulation de capital, l'éducation le taux de réussite et la croissance de la productivité expliquent donc les disparités de revenus. Plus récemment, Rodrik, Subramanian et Trebbi (2004) constatent que l'état de droit a un impact positif sur la croissance économique. De même, Acemoglu, Cutler, Finkelstein et Linn (2006) ont conclu que les institutions privées de droits de propriété sont les principaux moteurs de la croissance économique à long terme, de l'investissement et du développement financier. Ces études suggèrent que les institutions sont les déterminants fondamentaux de la croissance économique à long terme.⁵⁰

⁴⁹ <http://patrick-gilormini.over-blog.com/2018/10/douglass-north-1920-2015-le-poids-des-institutions-en-economie.html>

⁵⁰ Qualité institutionnelle et Croissance économique : Application sur données de Panel dynamique (GMM) Abderraouf MTIRAOUI et Nader BEN FADHEL, Université de Sousse-Tunisie Laboratoire de Recherche: LAMIDE – Janvier 2015

La fonction de production décrit la relation entre la production (donc la croissance) et les quantités de facteurs de production utilisés. Dans sa version de base, la fonction de production retient deux facteurs de production : le travail et le capital. Elle se note de la façon suivante : $Y = F(K ; L)$. Elle présente des rendements d'échelle constants. Ainsi, d'après cette fonction de production, la croissance économique peut provenir d'une augmentation de la quantité de facteurs de production utilisés. Quand la croissance économique repose principalement sur l'augmentation de la quantité de facteurs de production utilisés, on parle de croissance extensive.

Toutefois, dans sa version de base, le modèle de croissance ne permet pas d'expliquer la croissance dans le long terme. En effet, à long terme, c'est l'augmentation soutenue de la productivité du travail qui est un facteur de croissance. Cette hausse de la productivité du travail peut provenir d'une augmentation de l'intensité capitaliste (le capital par tête). Toutefois, cette hausse de la productivité du travail est limitée par la perte d'efficacité du capital physique lorsqu'il est accumulé en raison de la loi des rendements factoriels décroissants.

C'est pourquoi, l'accroissement du stock de capital physique ne peut suffire à expliquer la croissance. Ainsi, la hausse de la productivité du travail repose sur une autre composante : la hausse de la productivité globale des facteurs, qui est selon R.SOLOW le reflet du progrès technique. Ce « résidu » correspond à ce qui dans la croissance n'est explicable ni par la hausse de la quantité de travail utilisé ni par la hausse de la quantité de capital utilisé, mais par une combinaison plus efficace de ces deux facteurs améliorant le processus productif dans son ensemble. Quand la croissance économique repose principalement sur l'amélioration de l'efficacité la combinaison des facteurs de production utilisés, on parle de croissance intensive.

Ainsi, dans le modèle de R. SOLOW (économiste contemporain américain), la croissance provient essentiellement de la quantité de travail (et donc de la croissance démographique) et du progrès technique considéré comme un facteur exogène provenant de données extérieures à la croissance : le progrès scientifique. Ce dernier serait une sorte de « manne tombée du ciel »⁵¹

Cette analyse du progrès technique comme un facteur exogène pose problème dans la mesure où elle n'étudie pas l'origine du progrès technique, alors même qu'il est un moteur essentiel de la croissance. C'est pourquoi les théories de la croissance endogène vont s'intéresser aux mécanismes

⁵¹ Pascal Bailly – Professeur de Sciences Economiques et Sociales – Lycée A. Croizat – MOUTIERS (73), « La relation entre progrès technique et croissance chez schumpeter ».

qui génèrent le progrès technique. Le progrès technique peut se définir comme un ensemble d'innovations, que l'on peut classer en trois grandes catégories : les innovations de produits, les innovations de procédé et les innovations organisationnelles. Les théories de la croissance endogène mettent en évidence, que la dynamique du progrès technique dépend l'accumulation du capital sous toutes ses formes, car au niveau macroéconomique, il existe des externalités positives.

Les investissements dans le capital physique, ne font pas qu'augmenter la quantité de capital physique, mais modernisent aussi celui-ci, ce qui améliore la productivité des facteurs de production dans la mesure où le capital nouveau incorpore des innovations qui le rendent plus performant. Les investissements publics dans des infrastructures de transport, de communication, de recherche, d'éducation,... conduit à l'amélioration de la productivité des entreprises privées. L'impôt, destiné à financer ces investissements, joue ici un rôle positif sur la croissance en permettant d'accroître le stock capital public.

Les investissements en R&D sont pourvoyeurs de connaissances qui serviront de point de départ à des innovations ultérieures. Ces connaissances sont un bien public, ce qui permet à l'ensemble des chercheurs de se les approprier pour faire à leur tour des découvertes. C'est l'accumulation de ces connaissances nouvelles, issues de connaissances anciennes et de la recherche, qui accroît le stock de capital technologique.

Lorsqu'un individu se consacre du temps à sa formation, il accroît son stock de savoirs et savoir-faire ce qui améliore sa productivité. Se former peut ainsi être considéré comme un investissement dans la mesure où cela permet à l'individu d'accumuler du capital humain, dont il attend un certain retour (emplois qualifiés et rémunérations élevées) car il subit un coût d'opportunité. Par ailleurs, certains environnements institutionnels sont plus ou moins favorables à la croissance. Un cadre institutionnel qui assure le respect des droits de propriété et la sécurité des contrats, la stabilité financière, qui garantit l'Etat de droit, empêche l'instabilité politique, la corruption et l'appropriation des richesses par une minorité au pouvoir et qui fournissent des services de santé et d'éducation créent un environnement favorable au développement d'activités économiques et donc à la croissance économique. Mais la croissance économique est loin d'être harmonieuse et continue : elle est le plus souvent le résultat d'un processus de destruction créatrice (J.A Schumpeter) qui crée un mouvement incessant d'apparition d'activités et définit le capitalisme selon l'auteur.

Ce n'est donc pas la destruction en tant que telle qui engendre la création. C'est la création qui s'accompagne de la destruction, à condition de pouvoir disposer d'institutions (comme la libre

concurrence sur le marché des biens et des services) qui accompagnent le mouvement des choses, et qui ne cherchent pas à préserver les « avantages acquis » ou les « formes instituées ». Donc, chez Schumpeter, il n'y a pas de destruction qui soit par essence créatrice : « Le nouveau ne sort pas de l'ancien, mais à côté de l'ancien, lui fait concurrence jusqu'à lui nuire » (*Capitalisme, socialisme, démocratie*, 1942)⁵².

Schumpeter se démarque de l'approche classique et de l'approche de Marx - pour les classiques, le profit est la contrepartie de l'effort productif de l'entrepreneur lorsqu'il apporte lui-même le travail et le capital nécessaire à la réalisation de sa production. -pour Marx, le profit a pour origine l'appropriation par l'entrepreneur capitaliste d'une partie du fruit du travail des salariés.

Schumpeter souligne que le personnage de l'entrepreneur n'est pas uniquement mû par l'appât du gain (notion de rationalité en finalité : l'entrepreneur met en œuvre tous les moyens possibles pour augmenter son profit), il poursuit également une logique de rationalité en valeur, sorte de conviction quant au rôle qu'il a à jouer et qui le pousse en permanence à se dépasser et à réaffirmer son image d'entrepreneur dynamique ; en effet, le ralentissement de son succès pourrait ternir son image au sein de la société.

Le profit est le revenu de l'entreprise. Plus précisément, il rémunère les propriétaires de l'entreprise qui ont apporté les capitaux. Ces profits constituent des ressources pour l'entreprise qui lui permettront d'investir.

En résumé, selon la théorie classique, en raison de la concurrence que se livrent les entreprises, le profit a tendance à diminuer et même à devenir nul. Une des façons pour un entrepreneur de réaliser un profit malgré cette concurrence est d'innover. L'innovation dans un nouveau produit le mettra dans une situation de monopole (il sera le seul à fabriquer ce produit durant un moment) et l'innovation de procédé lui permettra d'avoir des coûts inférieurs à ceux du marché. Mais cette rente de monopole ou ce surprofit ne seront que temporaires car d'autres entreprises imiteront rapidement l'entreprise innovatrice. Schumpeter pense donc que les pratiques monopolistiques doivent être acceptées. C'est la recherche du monopole provisoire qui permet la croissance, et pour conserver ou pour conquérir de nouveau une position de monopole, il est nécessaire d'investir et d'innover. L'évolution technique rend instable la position de monopole ; ce dernier doit donc constamment progresser.

⁵² www.melchior.fr/synthese/corrige-d-esh-du-concours-de-hec-2021-toute-destruction-est-elle-creatrice

L'innovation entraîne l'évolution du capitalisme, mais pour Schumpeter, celle-ci ne se fait pas de manière linéaire mais de manière heurtée et discontinue. Les innovations surviennent par « grappes » ou « essais » et se généralisent par diffusion, entraînant le circuit dans une évolution cyclique. Une grappe d'innovations désigne un nombre important d'innovations qui surviennent durant une même période car elles sont dépendantes.

Ainsi, une innovation dans un secteur entraîne des bouleversements dans les secteurs complémentaires (une innovation dans le tissage nécessite par exemple des innovations complémentaires dans le filage en termes de qualité et de niveau de production) qui sont ainsi incités à innover à leur tour. C'est l'irrégularité du progrès technique qui explique les irrégularités de la croissance. Des périodes à fort progrès technique succèdent à des périodes à faible progrès technique.

En effet, les grappes d'innovations suscitent des anticipations de profit élevé dans les branches innovatrices, ce qui attire de nouveaux entrepreneurs sur ces marchés.

Mais la généralisation de l'innovation et l'accroissement de la production dans ces branches innovantes entraînent la baisse de profit ; l'impulsion finit par s'épuiser ; les entreprises les moins solides disparaissent ; c'est la dépression. Les innovations étant différentes (Schumpeter explique que l'on ne peut pas mettre sur le même plan l'amélioration d'une diligence et l'invention de la locomotive), elles ont des périodes d'introduction variées et leur résorption par le système ne sera pas de durée égale. Schumpeter repère l'existence de cycles, il y a des cycles économiques de durée variable :

Un cycle économique : se compose d'une phase d'expansion de la production accompagnée d'une hausse des revenus et des prix suivie d'une phase de dépression caractérisée par la baisse ou le ralentissement de la production, des revenus et des prix.

- les cycles courts ou cycles Kitchin ont une durée moyenne de 40 mois ;
- les cycles de moyen terme, ou cycles Juglar ont une durée moyenne d'une dizaine d'années ;
- les cycles longs, ou cycles Kondratiev, ont une durée moyenne d'une soixantaine d'années et sont liés à une vague d'innovations essentielles.

Ce sont ceux que l'on retiendra en particulier par rapport à l'analyse de Schumpeter.

Le premier cycle de Kondratieff couvre la période 1780-1848 et est associé au coton, au fer, à la machine à vapeur (première révolution industrielle).

Le deuxième va des années 1842 à 1897 et est dominé par la seconde révolution industrielle (chemin de fer, acier).

Le troisième débute en 1898 grâce aux progrès de l'électricité, la chimie, l'automobile pour s'achever vers 1930-1940.

Le quatrième débute vers les années 50 jusque dans le milieu des années 90 et aurait eu pour support toutes les applications de la pétrochimie et de l'aéronautique.

Un cinquième serait en cours dans sa phase ascendante porté par les innovations dans le domaine de l'informatique, des biotechnologies et de l'espace.

La phase « A » de prospérité du cycle est celle où se diffusent les innovations. Les entrepreneurs innovateurs investissent d'abord, puis sont imités. Les secteurs innovants exercent des effets d'entraînement sur les autres secteurs. C'est une phase de destruction créatrice : de nouveaux marchés apparaissent, les entreprises innovantes conquièrent ces nouveaux marchés et réalisent des profits, par contre les entreprises qui n'innovent pas enregistrent des pertes, peuvent même disparaître.

Puis, insensiblement vient la phase « B » de récession : les innovations sont généralisées, les techniques nouvelles sont maîtrisées, les équipements sont installés, les nouveaux marchés et leurs consommateurs sont satisfaits, les débouchés se raréfient. La demande d'investissement et de consommation ralentit, la demande de crédit également, les prix ont tendance à baisser. Les entreprises les moins performantes font faillite. De nouvelles innovations sont alors nécessaires pour entamer un nouveau cycle⁵³.

⁵³ Pascal Bailly – Professeur de Sciences Economiques et Sociales – Lycée A. Croizat – MOUTIERS (73), « La relation entre progrès technique et croissance chez schumpeter ».

Chapitre 03 : étude empirique sur l'impact du déficit budgétaire sur la croissance économique.

Parmi les indicateurs les plus importants de la politique économique qui résume les deux équilibres interne et externe d'un pays : le taux de croissance du PIB, le taux de chômage, le taux d'inflation, le solde de la balance budgétaire et le solde de la balance courante.

L'étude empirique que nous menons se focalise sur le lien de deux indicateurs cité ci-dessus, à savoir le taux de croissance du PIB et le solde de la balance budgétaire. Notre attention fut attirée par l'importance donnée à la variable du PIB par le gouvernement et cela par le biais des différents plans de relance économiques engagé par l'Etat à savoir à travers les dépenses publiques et (ou) l'impôt (recettes publiques).

Ainsi, l'objectif de ce chapitre est de répondre empiriquement à l'interrogation de notre mémoire, savoir comment le déficit budgétaire influence-t-il la croissance économique en Algérie. Pour répondre à cette question, nous effectuerons une analyse empirique sur la variation des indicateurs choisis.

Nous disposons donc d'une série annuelle évoluant de 1980-2020. Cette série inclue trois variables : produit intérieur brut (PIB), solde budgétaire (SB) et solde de balance courante (SBC).

Le présent chapitre sera subdivisé en deux sections. La première section sera consacrée à la présentation des instruments d'analyse utilisés dans l'étude empirique, ensuite, dans la deuxième section, nous passons à l'application sur Eviews 10 et à l'étude du modèle choisis ainsi que ses résultats.

Section 1 : Présentation des instruments d'analyse utilisés

Dans la présente section. Après avoir rappelé les concepts de base d'une série chronologique et des différents tests appliqués, nous expliquerons la méthodologie et les étapes de réalisation de la modélisation (ARDL).

Pour notre étude, Le modèle ARDL est le plus approprié pour tester l'existence des relations de long terme entre les variables, de plus, le modèle ARDL permet de tester entre des variables d'ordre d'intégration différents.

1. Concepts de base d'une série chronologique

Une série chronologique ou série temporelle est une suite de nombre réels ordonnés dans le temps. Pour chaque instant du temps, la valeur de la quantité étudiée Y_t est appelée variable aléatoire, où « t » représente le temps. Quand « t » varie, l'ensemble des valeurs Y est appelée processus aléatoire³⁵.

1.1. Les composantes d'une série chronologique

La décomposition d'une série temporelle donne naissance à plusieurs éléments, ces dites composantes sont aux nombres de quatre, à savoir la composante tendancielle, la composante saisonnière, la composante cyclique et la composante résiduelle. L'identification de ces composantes constitue une étape indispensable à l'exposition, l'explication et la prévision du comportement des phénomènes macroéconomiques étudiés.

A. La composante de la tendance (T_t)

La tendance autrement appelée le Trend ou composante séculaire, représente l'évolution à long terme de la série étudiée. Elle traduit le comportement normal et régulier de la série (tendance à la hausse ou à la baisse).

B. La composante saisonnière (S_t)

Aussi appelée la saisonnalité, cette composante correspond aux phénomènes prévisibles qui se répètent à un intervalle de temps régulier (périodique), ainsi les variations saisonnières se traduisent par les pics et les creux qui se répètent reflétant de la sorte les comportements des phénomènes.

C. La composante cyclique (C_t)

La composante cyclique ou le cycle correspond aux variations se trouvant généralement dans les séries de tendance à long terme et traduisant des phases successives de croissance et de récession qui constitue le cycle économique.

D. La composante résiduelle (E_t)

³⁵ Lardic.S, Mignon. S, « Econométrie des séries temporelles macroéconomiques et financières », Edition Economica, Paris, 2007, Page :11.

Aussi appelé le résidu ou erreur, cette composante correspond à des fluctuations accidentelles irrégulières et aléatoires, ainsi cette composante comprend également les phénomènes accidentels tel que: guerre, sécheresse...etc.).

2. Les unités d'analyse d'une série temporelle

L'analyse de toute série temporelle requiert tout d'abord, l'étude de la stationnarité de grandeurs économiques traitées, ensuite l'exécution du test de racine unitaire.

2.1. Le concept de stationnarité

Avant le traitement de toute série chronologique, il est essentiel d'étudier d'abord son espérance et sa variance, aussi appelées caractéristiques stochastiques. Si le processus stochastique est stable, la série chronologique est dite stationnaire. Mais si le processus stochastique se trouve modifié dans le temps alors la série temporelle est dite non stationnaire. Par conséquent le processus stochastique Y_t est stationnaire si :

- ✓ $E(Y_t) = E(Y_{t+h}) = \mu$, $\forall h$: moyenne constante et indépendante du temps.
- ✓ $V(Y_t) < \infty$ $\forall t$: la variance est finie et indépendante du temps.
- ✓ $Cov(Y_t, Y_{t+k}) = E[(Y_t - \mu)(Y_{t+k} - \mu)] = \gamma_k$: la covariance est indépendante du temps.

Pour le traitement des séries chronologique il est nécessaire de travailler sur des processus stochastiques stationnaires. De la sorte, la série étudiée ne comportera ni tendance ni saisonnalité et plus généralement aucuns facteurs qui évoluent avec le temps. Cette condition de stationnarité des séries permet ainsi d'éviter ainsi de fausses interprétations de résultats.

2.2. Fonction d'autocorrélation

La fonction d'autocorrélation comme son nom l'indique, mesure la corrélation de la série avec elle-même décalée de h période, sa formule mathématique est la suivante :

$$R(k) = \frac{E[(X_i - \mu)(X_{i+k} - \mu)]}{\sigma^2}$$

Où E représente l'espérance mathématique, k le décalage temporel, σ^2 la variance statistiques et probabilités, et μ la moyenne de la série.

2.3. Les processus non stationnaires

Généralement dans les finances publiques les séries chronologiques sont bien souvent stationnaires. Ainsi pour analyser la non-stationnarité, deux types de processus se présentent à

nous : le processus TS (trend stationnry) qui représente une tendance non stationnaire de type déterministe, ou le processus DS (differency stationary) représentant un processus non stationnaire aléatoire.

A. Processus TS (Trend Stationary)

On dit que le processus Y_t est TS (Trend stationary), ou encore que le processus Y_t est caractérisé par une non stationnarité déterministe s'il peut s'écrire : $Y_t = F_t + \varepsilon_t$, où :

- F_t est une fonction polynomiale de temps (elle est linéaire sous forme d'une somme, ou non linéaire, sous forme de produit).
- ε_t est un processus stationnaire (Bruit Blanc).

Ainsi, ce processus est rendu stationnaire en lui enlevant sa tendance déterministe :

$$Y_t - F_t = \varepsilon_t. \text{ Est stationnaire}$$

Le processus TS le plus simple est présenté par une fonction polynomiale de degré (1).

Une première conséquence économique d'avoir un processus TS est qu'un choc imprévu (ε_t) n'a pas d'effet persistant sur le processus puisqu'il ne peut pas modifier sa partie tendancielle (sa croissance), qui est ici exogène. Il n'aura donc d'effet que sur la partie cyclique, supposée être stationnaire, donc son effet sera forcément temporaire. Une deuxième conséquence économique est que la décomposition tendance-cycle est naturelle dans ce cas : la tendance est donnée par F_t et le cycle par les écarts de la série à sa tendance, soit ε_t . Les deux composantes ne sont pas corrélées.

B. Processus DS (Differency Stationary)

On dit que le processus Y_t est caractérisé par une non stationnarité stochastique, ou encore que le processus Y_t est DS (Difference stationary) si le processus différencié une fois $(1 - D)Y_t$ est stationnaire. On parle aussi de processus intégré d'ordre 1, on note $Y_t \sim I(1)$:

$$(1 - D)Y_t = \varepsilon_t \text{ stationnaire} \Rightarrow Y_t = Y_{t-1} + \varepsilon_t$$

Ces processus sont souvent représentés en utilisant le filtre aux différences premières ($d = 1$). Le processus est dit alors processus du premier ordre. Il s'écrit :

$$(1 - D) Y_t = \beta + \varepsilon_t = Y_{t-1} + \beta + \varepsilon_t.$$

Ainsi l'introduction de la constante (β) dans le processus DS permet de définir notamment deux processus différents :

Processus(1) : $\beta=0$, le processus DS est dit sans dérive. Il s'écrit comme suit :

$$Y_t = Y_{t-1} + \varepsilon.$$

Processus (2) : $\beta \neq 0$, le processus DS porte le nom de processus DS sans dérive. Il s'écrit de la manière suivante :

$$Y_t = Y_{t-1} + \beta + \varepsilon.$$

Une première conséquence importante d'avoir un processus DS est qu'un choc imprévu (ε_t) à une date donnée influence la tendance et le futur du processus. Le processus est caractérisé par de la persistance des chocs. Autrement dit, un choc temporaire à une date donnée a un effet permanent sur le niveau du processus puisque le processus ne rejoindra jamais sa valeur initiale suite à ce choc. Une deuxième conséquence est que la décomposition tendance-cycle n'est plus explicite dans cette formulation. On peut l'obtenir par des méthodes de décomposition adaptées (décomposition de Beveridge et Neslon par exemple).

2.4. Les tests de racines unitaires.

2.4.1. Test de dickey-fuller simple (DF)

Le test de racine unitaire proposé par Dickey et Fuller en 1979, est considéré comme le test de non stationnarité le plus utilisé et le plus répondu au monde. L'hypothèse nulle du test est la présence de racine unitaire, soit la non-stationnarité de type stochastique. Ainsi, Le test consiste à tester les deux hypothèses suivantes :

$H_0 : \phi = 1$: la série temporelle est non stationnaire (elle contient une racine unitaire).

$H_1 : \phi < 1$: la série temporelle est stationnaire (elle ne comporte pas de racine unitaire).

Le modèle d'effectuation du test : $Y_t = \phi Y_{t-1} + \varepsilon_t$

Par conséquent, l'élaboration de ce test repose sur trois modèles, à savoir DS sans constante, DS avec constante et le modèle avec tendance TS :

$Y_t = \phi Y_{t-1} + \varepsilon_t$: Modèle autorégressif d'ordre 1 (DS sans constante). **Modèle [1].**

$Y_t = \phi Y_{t-1} + \beta + \varepsilon_t$: Modèle autorégressif avec constante (DS avec constante). **Modèle [2].**

$Y_t = \varphi Y_{t-1} + b_t + c + \varepsilon_t$: Modèle autorégressif avec tendance (TS). **Modèle [3]**.

2.4.2. Processus du test de racine unitaire

Les étapes d'élaboration de ce test consistent en l'analyse successive et descendante des trois modèles de non-stationnarité, à partir du troisième modèle général au premier modèle général de la série chronologique, le test se déroule ainsi :

- **Première étape** : tout d'abord on estime le modèle général avec tendance et constante (Modèle 3). ensuite on commence à tester la significativité de la tendance, si celle-ci s'avère non significative nous passons directement à l'étude du modèle 2. Mais si la tendance est significative, nous gardons le modèle 3 et procéderont au test de l'hypothèse nulle de la racine unitaire (la non-stationnarité).
- **Deuxième étape** : cette deuxième étape s'applique uniquement si la tendance du modèle 3 n'est pas significative. dès lors, nous estimons le modèle, puis on procède à l'analyse par le test de significativité de la constante, si celle-ci s'avère non significative nous passons à la troisième étape. Par contre si la constante est significative, nous procédons directement à la vérification de l'hypothèse de non-stationnarité.
- **Troisième étape** : Pareil à l'étape précédente, celle-ci ne doit être appliquée que si la constante du modèle 2 n'est pas significative. Ainsi il ne reste plus qu'à estimer le dernier modèle (modèle 1) et vérifier la stationnarité de la chronique. En gros le principe général de ce test repose sur la méthode des moindres carrés ordinaires (MCO) pour l'estimation du « φ » des trois modèles, cette estimation nous permettra de déterminer le « T_φ » qui est comparé à la statistique «T de student». Où $T_\varphi \geq T_{\text{tabulé}}$ ainsi nous accepterons l'hypothèse H_0 : « il existe une racine unitaire et le processus n'est pas stationnaire »³⁶.

2.4.2. Test de Dickey-Fuller augmentés (ADF)

Dans le test de Dickey-Fuller simple que nous venons de présenter, le processus ε_t est un bruit blanc (stationnaire) par hypothèse, par conséquent l'autocorrélation des erreurs n'est pas

³⁶ BOURBONNAIS. R (2015), OP.cit. Page 249.

prise en considération. En revanche le test Dickey-Fuller Augmentés (1981) ne néglige pas l'autocorrélation des erreurs, ainsi il propose avec une représentation autorégressive (p-1) pour cette erreur, à cet effet les hypothèses du test ADF deviendront :

$$\Delta Y_t = \rho X_{t-1} - \sum \phi_j \Delta X_{t-j+1} + \varepsilon_t$$

$$\Delta Y_t = \rho X_{t-1} - \sum \phi_j \Delta X_{t-j+1} + c + \varepsilon_t$$

$$\Delta Y_t = \rho X_{t-1} - \sum \phi_j \Delta X_{t-j+1} + bt + c + \varepsilon_t$$

Concernant le déroulement de la procédure du test ADF, celle-ci se déroule de manière similaire à celle Dickey-Fuller simple.

2.5. Test aux bornes (test de cointégration de Pesaran et Al.)

La modélisation ARDL «Auto Regressive Distributed Lag/ ARDL» est une combinaison entre les modèles Auto Regressifs AR (les modèles où parmi les variables explicatives on trouve les valeurs passées de la variable à expliquer). Et les modèles à retards échelonnés ou Distributed Lag DL (les modèles qui ont comme variable explicative : X_t et ses valeurs passés).

Elle s'écrit de la forme suivante :

$$Y_t = \beta_0 + \beta_1 Y_{t-1} + \dots + \beta_k Y_{t-p} + \alpha_0 X_t + \alpha_1 X_{t-1} + \dots + \varepsilon_t$$

Où y_t , x_t et ε_t , sont respectivement la variable endogène, la variable exogène et le terme d'erreur.

Supposons que nous avons un ensemble de variables et qu'on cherche à modéliser la relation entre elles, pour commencer on doit noter qu'il y a trois moyens standards de réalisation de cette modélisation :

- Toutes les séries sont intégrées d'ordre zéro (stationnaire en niveau), dans ce cas pour modéliser les données nous utiliserons l'estimation par les moindres carrés ordinaires (MCO).
- Toutes les séries sont intégrées du même ordre mais ne sont pas cointégrées, dans ce cas nous différencions chaque série puis nous estimons un modèle standard à l'aide des (MCO).

- Toutes les séries sont intégrées du même ordre et sont cointégrées entre elles, dans ce cas alors on peut estimer deux modèles, à savoir : la régression estimée par la MCO qui fournira la relation d'équilibre à long terme entre les variables. Et celui de correction d'erreur estimé par les MCO et qui représente la dynamique à court terme entre les variables.

Mais dans notre cas les séries sont intégrées d'ordre différents et il existe une possibilité de cointégration en les variables, alors dans ce cas nous utiliserons le modèle ARDL. La modélisation ARDL permet donc de tester la cointégration et estimer les relations de court et de long terme.

La cointégration entre séries suppose l'existence d'une ou plusieurs relations d'équilibre à long terme entre elles, lesquelles relations pouvant être combinées avec les dynamiques de court terme de ces séries.

Test de cointégration de Pesaran et Al.

Pour tester l'existence ou non de cointégration entre séries, la théorie économétrique propose plusieurs tests ou approches dont le test de Engle et Granger, le test de Johansen, et le test de Johansen et Juselius. Le test de cointégration de Engle et Granger aide à vérifier que la cointégration de deux séries intégrées d'ordre (1), tandis que le test de Johansen permet de vérifier la cointégration sur plus de deux séries, mais il exige que toutes les variables soient intégrées du même ordre.³⁷

Cependant, en pratique les séries ne sont pas toujours intégrées du même ordre, dans ce cas, nous pouvons alors recourir au test de Pesaran et Al.(2001) appelé « Bounds test de cointégration ou encore « le test de cointégration aux bornes ».

Le modèle associé au test de cointégration par les retards échelonnés est la spécification ARDL cointégrée suivante :

$$\Delta y_t = \beta_0 + \sum \beta_i \Delta y_{t-i} + \sum \alpha_j \Delta x_{t-j} + \text{Oz}_{t-1} + \text{et.}$$

³⁷ BOURBONNAIS.R (2018), Econométrie, Page : 340.

Où « Z_{t-1} » est le terme de correction d'erreur résultant de la relation d'équilibre de long terme vérifiée et c 'est un paramètre indiquant la vitesse d'ajustement après un choc.

Comme pour tout modèle dynamique, nous nous servirons des critères d'information (Akaike-AIC et Schwarz-SIC) pour déterminer les décalages optimaux (p,q) du modèle ARDL. Ainsi, l'existence d'une relation de long terme entre les variables est examinée par le test de Bounds (test de cointégration de Pesaran). Par conséquent deux étapes sont à suivre pour appliquer le test de cointégration de Pesaran :

- Détermination du décalage optimal avant tout (AIC, SIC) ;

- Recourir au test de Fisher pour vérifier les hypothèses :

$H_0 : b_1=b_2=b_3=b_4$: Absence d'une relation de cointégration.

$H_1 : b_1 \neq b_2 \neq b_3 \neq b_4$: Existence d'une relation de cointégration.

La procédure du test, consiste en la comparaison des valeurs de Fisher obtenues aux valeurs critiques des bornes simulées pour plusieurs cas et différents seuils par Pesaran et al. Notant bien que valeurs critiques que la borne supérieure représente les valeurs pour lesquelles les variables sont intégrées d'ordre 1 $I(1)$ et la borne inférieure concernent les variables intégrées d'ordre 0 $I(0)$.

Si Fisher > borne supérieure : existence de Cointégration

Si Fisher < borne inférieure : non existence de Cointégration

Si borne inférieure < Fisher < borne supérieure : Pas de conclusion.

Dans le cas où nous sommes en présence de cointégration, la prochaine étape du processus ARDL sera d'estimer les coefficients à long terme par la méthode des moindres carrés ordinaires, et la dynamique à court terme par la procédure de Pesaran et Al. Afin d'analyser la vitesse de convergence entre les variables.

Enfin, Pesaran et Al. Soutiennent qu'il est important de vérifier la constance des multiplicateurs à long terme en testant le modèle à correction d'erreur pour la stabilité de ses paramètres, les tests utilisés à cette fin sont la somme cumulative (CUSUM) et la somme cumulative des carrés introduite par Brown, et AL. En 1975.

Section 2 : Etudes empirique (Modélisation ARDL).

Dans la présente section nous essayerons d'analyser les effets macroéconomiques du déficit budgétaire sur la croissance économique en Algérie, notamment sur le « Produit intérieur brut ».

1. Propriétés statistiques des variables et du modèle étudié.

1.1. Présentation des variables et du modèle utilisés

Le choix des variables pour notre étude, s'est fait par rapport à la problématique de notre thème, à savoir l'impact du déficit budgétaire sur la croissance économique durant la période allant de 1980 à 2020. Par conséquent les variables à étudier appropriées pour notre cas sont : Le produit intérieur brut (PIBC), le solde budgétaire (SB), et solde de la balance courante (SBC).

PIBC : le produit intérieur brut, retenue pour mesurer la croissance économique et évaluer le rôle des dépenses productives sur la croissance économique. Il est exprimé en milliards de dinars constant (en volume).

SB : le solde budgétaire résultant de la différence entre les dépenses publiques et les recettes budgétaires. Il est évalué en pourcentage du PIB.

SBC : le solde de la balance courante résultant de la différence entre les exportations et les importations des biens et services est évalué en pourcentage du PIB.

Notre modèle se présente comme suit :

$$PIBC = b_0 + b_1 \left(\frac{\text{solde budgétaire}(SB)}{PIB} \right) + b_2 \left(\frac{\text{solde balance courante}(SBC)}{PIB} \right) + \varepsilon_t$$

1.2. Statistiques descriptives des séries.

Par l'analyse des statistiques descriptives des séries présentées dans le tableau ci-dessous, nous remarquons en premier lieu que la valeur de la moyenne et de la médiane sont assez proches. cela signifie donc que la distribution est presque symétrique. La présence de cette symétrie implique donc l'existence d'une variabilité faible, et par conséquent une distribution normale.

Les valeurs de l'écart type (Std. Dev.), de l'asymétrie (Skewness) et du coefficient d'aplatissement (ou coefficient d'acuité (Kurtosis)) quant à elles sont assez proches du zéro. Venant ainsi confirmer la symétrie de la distribution de nos données.

Enfin, nous remarquons que la valeur de la probabilité de Jarque-Bera est supérieure à 5%. Signifiant ainsi que l'asymétrie et l'aplatissement suivent une distribution normale dans la plupart des données.

Tableau : Statistique descriptives des séries.

	PIBC	SB	SBC
Mean	4.682508	-2.024996	2.153951
Median	4.103883	-2.841253	0.398000
Maximum	7.527523	13.96097	24.73800
Minimum	2.596368	-15.26743	-18.30000
Std. Dev.	1.565512	7.127056	10.30231
Skewness	0.481847	0.362137	0.227842
Kurtosis	1.787909	2.577179	2.892618
Jarque-Bera	4.096360	1.201557	0.374431
Probability	0.128969	0.548385	0.829265
Sum	191.9827	-83.02482	88.31200
Sum Sq. Dev.	98.03311	2031.797	4245.501
Observations	41	41	41

Source : Réalisé à partir de nos estimations sur Eviews 10.

1.3. Evolution graphique des variables

Figure 04: Evolution graphique de la variable Produit Intérieur Brute Constant.

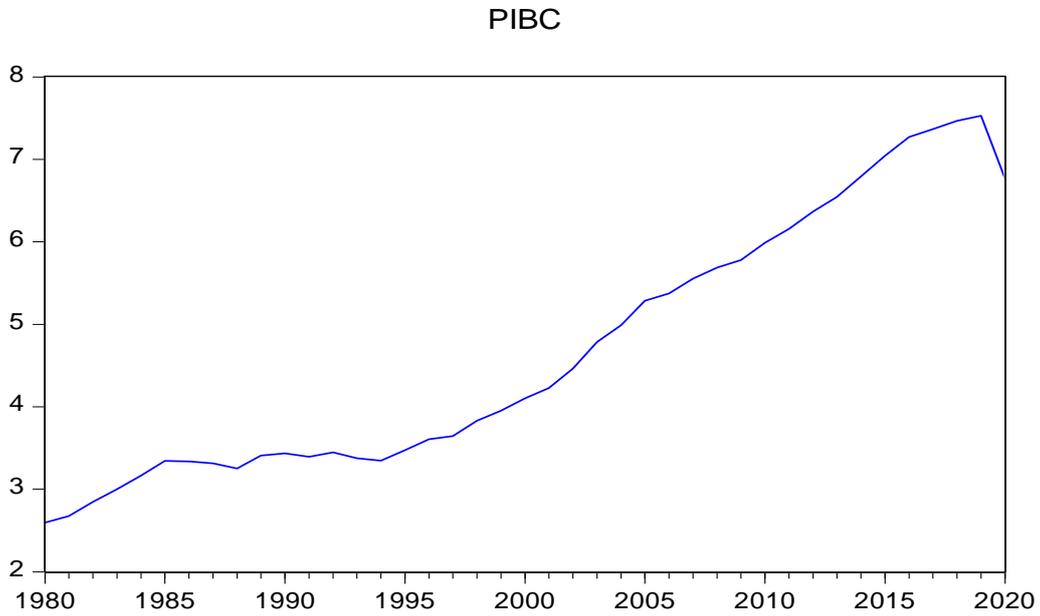


Figure 05: Evolution graphique de la variable Solde Budgétaire.

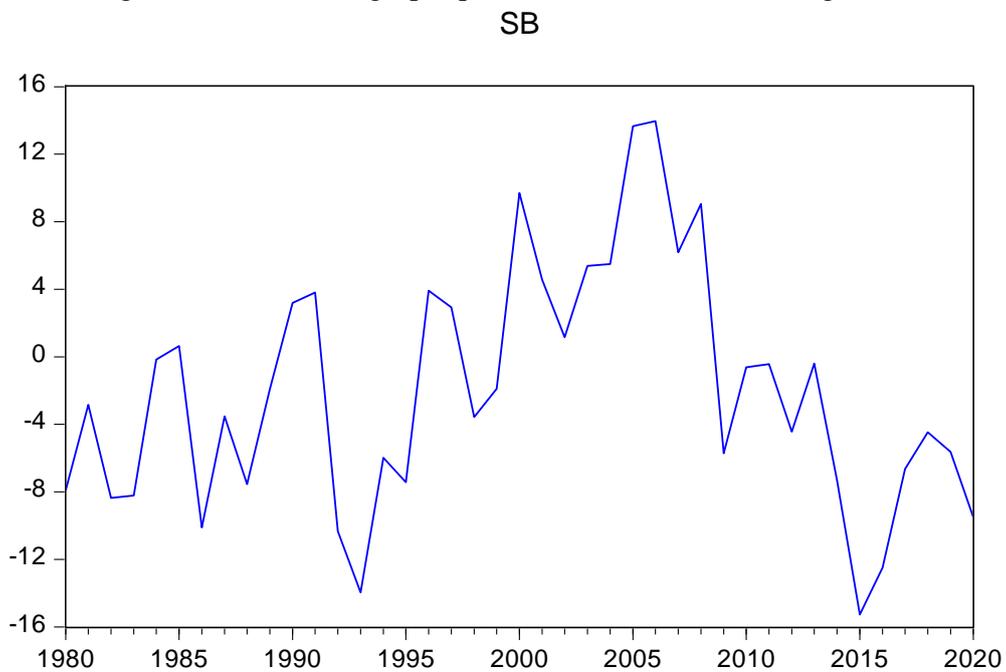
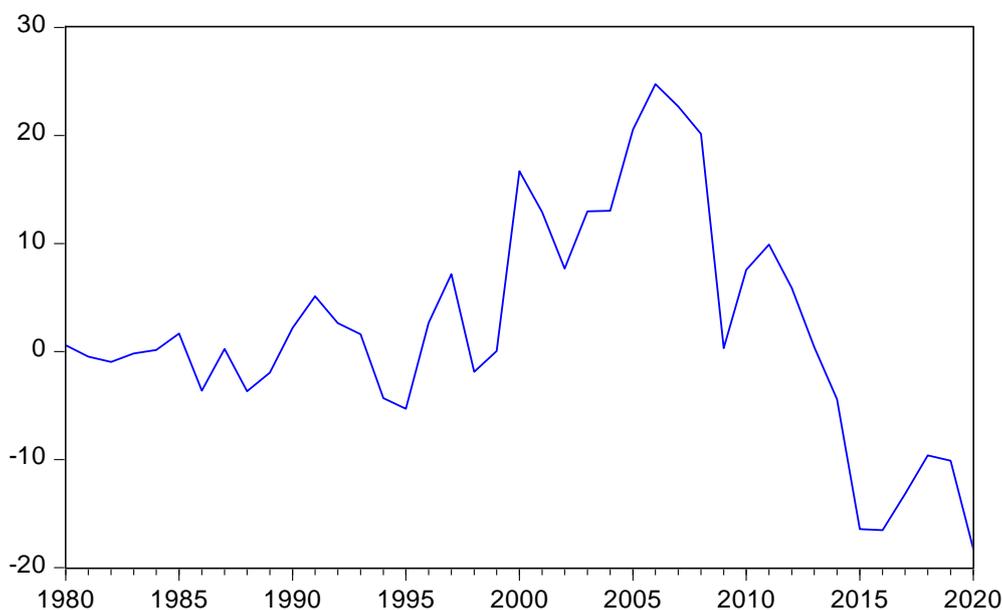


Figure 06: Evolution graphique de la variable Solde de la Balance Courante.
SBC



Source : les trois graphes sont réalisés à partir de nos estimations sur Eviews 10.

A partir de la lecture des graphiques, nous remarquons une certaine instabilité des variables SB et SBC dans le temps. Celles-ci reprennent une tendance à la hausse à partir de 2000 pour finalement rechuter à partir de 2010. En revanche la variable PIBC marque une tendance à la hausse dans le temps. Pour les trois variables nous remarquons une chute à partir de 2019 ce qui peut être expliqué par les conséquences de la pandémie de Covid 19.

2. Test de la stationnarité des séries (ADF)

Le test augmenté de racine unitaire (ADF) permet de mettre en évidence le caractère stationnaire ou non d'une série temporelle aussi il permet de déterminer la nature de son évolution.

Le test ADF consiste en la vérification de la stationnarité des séries et cela par l'application de tests de racine unitaire. La première hypothèse de ce test est la présence de racine unitaire, et par conséquent la non-stationnarité, tandis que la deuxième est l'hypothèse alternative, soit la présence de stationnarité.

- H_0 : La série contient une racine unitaire (Non-stationnaire).
- H_1 : La série n'a pas de racine unitaire (Stationnaire).

Afin de vérifier la stationnarité des séries, nous suivons la règle de décision présentée par le test ADF :

- la Probabilité ADF < 5% (Critical value), alors la série est stationnaire.
- la probabilité ADF > 5% (Critical value), alors la série est non stationnaire.

Dans le cas où la série est stationnaire, nous arrêtons le test, mais en revanche si la série se trouve être non-stationnaire alors nous procédons à un autre test jusqu'à ce que la série devienne stationnaire.

Tableau : Test de stationnarité des séries (ADF).

Variables	Différenciation	Test ADF		Ordre d'intégration
		Prob ADF	5%	
PIBC	1	0.0000	-1.949856	I(1)
SB	0 (En niveau)	0.0043	-1.949319	I(0)
SBC	1	0.0000	-1.949609	I(1)

Source : Réalisé à partir de nos estimations sur Eviews 10.

La non-stationnarité des séries implique qu'un choc, produit à une date donnée, a des effets durables, ce qui détourne la série de son mouvement d'origine. L'application des tests ADF de racine unitaire sur les séries étudiées montre que les variables ne sont pas toutes stationnaires en niveau,

Les tests ADF de racine unitaire menés sur les séries étudiées démontrent que seul la variable (SB) est stationnaire en niveau, Ce qui conduit à démentir l'hypothèse de non stationnarité pour toutes les séries en niveau. Par contre les variables (SBC) et (PIBC) deviennent stationnaires après la première différence. Par conséquent les variables (PIBC) (SB) et (SBC) sont respectivement intégrées d'ordre I(1), I(0), I(1).

Nous vérifions donc si l'utilisation d'un modèle (ARDL) est possible. Pour se faire, nous procédons à l'analyse de la cointégration des variables. La cointégration permet donc

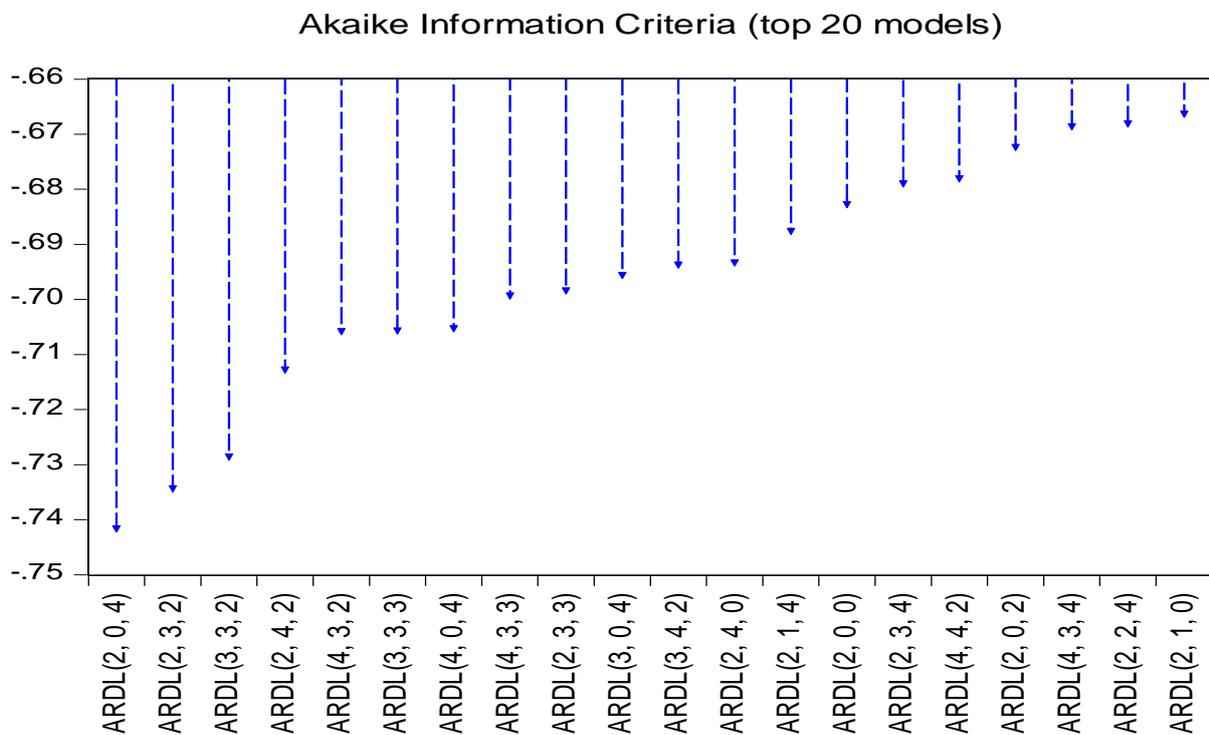
d'analyser s'il existe une relation stable de long terme entre la variable endogène et les variables exogènes.

3. Modélisation ARDL et test de cointégration.

3.1. Décalage optimal de la modélisation ARDL

Dans cette étape, Nous allons nous servir du Critère d'Information de Schwarz (SIC) pour définir le modèle (ARDL) optimal. autrement dit le modèle (ARDL) offrant des résultats statistiquement significatifs et avec moins de paramètres.

Figure 07 : Valeur graphique du (SIC).



Source : Réalisé à partir de nos estimations sur Eviews 10.

Dans la figure ci-dessus, sont présentés les vingt meilleurs modèles selon le critère de Schwarz, nous remarquons que le modèle ARDL (2,0,4) est le plus optimale parmi cette sélection, ce modèle correspond ainsi à la valeur la plus petite du (SIC).

Par ailleurs, d'après les tests qui aident à diagnostiquer le modèle ARDL estimé, nous constatons l'absence d'autocorrélation des erreurs, l'absence d'Hétéroscédasticité, et donc la normalité des erreurs est vérifiée. Le modèle a été donc bien spécifié.

3.2. La stabilité des tests paramètres.

Les paramètres instables temporent les résultats, et par conséquent faussent le modèle. Ainsi l'objectif de notre étude est de tester la stabilité des paramètres estimés à long terme en analysant l'évolution de ces paramètres au fil du temps.

Pour se faire, nous avons effectué des tests de validité sur les résidus et de stabilité des paramètres sur le modèle ARDL (2,0,4), les résultats sont affichés dans le tableau suivant :

Tableau : Résultats des tests diagnostiques du modèle (ARDL) estimé

Hypothèse du test	Tests	Valeurs (Probabilités)
Autocorrélation	Breusch-Godfrey	5.019 (0.08)
Hétéroscédasticité	Breusch-pagan-Godfrey	15.92 (0.063)
Spécification	Ramsey (Fisher)	1.27 (0.88)

Source : Réalisé à partir de nos estimations sur Eviews 10.

A partir de la lecture du tableau, nous remarquons que la probabilité de l'autocorrélation, Hétéroscédasticité et la spécification est supérieure à 5%, vu que :

- Hétéroscédasticité : Prob 0.063 > 5%, par conséquent les erreurs du modèle sont hétéroscédastiques. La variance est constante et comporte les meilleures estimations.
- Autocorrélation : Prob 0.08 > 5%, nous concluons que les erreurs ne sont pas autocorrélées.
- Spécification : Prob 0.88 > 5%, cela implique que la série est spécifiée.

3.3. Test de cointégration aux bornes

Pour tester l'existence de relations de cointégration entre les variables, nous utilisons le « Bounds-Test » développé par Pesaran et al. (2001). Cette méthode consiste à comparer la valeur F de Fisher aux valeurs critiques qui forment des bornes :

- Si $F_{\text{Fisher}} > \text{borne supérieure}$: existence de cointégration.
- Si $F_{\text{Fisher}} < \text{borne inférieure}$: non existence de cointégration.
- Si $\text{borne inférieure} < F_{\text{Fisher}} < \text{borne supérieure}$: Pas de conclusion.

Tableau : Résultats du test de cointégration de Pesaran et al. (2001).

F statistiques calculées	3.970902	
Seuil critique	Borne inférieure	Borne supérieure
5%	3.1	3.87

Source : Réalisé à partir de nos estimations sur Eviews 10.

Le tableau ci-dessus illustre les résultats du test des limites (Bounds-test) selon l'approche de (Narayan) qui calcule les valeurs critiques pour un échantillon de petite taille.

Le F-statistique pour deux variables indépendantes est de 3.970902. Cette valeur est supérieure à la valeur critique de la limite supérieure (Bounds $I(1) = 3,87$) à 5% de degré de signification. Par conséquent le test des limites confirme qu'il existe bel et bien une relation de cointégration à long terme et un lien de causalité entre PIBC et les variables indépendantes. Ainsi le terme de correction d'erreur à long terme corrige tout déséquilibre à court terme.

3.4. Coefficient de long terme et dynamique de court terme.

Le tableau suivant représente les premiers résultats de l'estimation du modèle. La nature négative du coefficient à correction d'erreur implique sa significativité au seuil de 5%. Donc,

la significativité du coefficient confirme l'existence d'un processus à correction d'erreur et donc l'existence d'une relation de long terme (cointégration) entre variables.

Par conséquent, nous déduisons que le terme de correction d'erreur fait en sorte que la variable PIBC soit ramenée à l'équilibre. Ce qui insinue que les chocs à court terme sur le PIBC se corrigent à long terme.

Tableau : Estimation des coefficients de force de rappel.

Coefficient	Probabilité
CointEq (-1)*	-0.311712 (0.0026)
R ²	0.566890
R ² ajusté	0.646065

3.4.1. Dynamique de court terme

A partir de la lecture du tableau ci-dessous, nous remarquons que la probabilité du coefficient a correction d'erreur CointEq (-1)* est négatif et donc inférieure à la valeur 5%. Par conséquent l'existence d'un processus à correction d'erreur (mécanisme d'ajustement à long terme) est confirmée, vu que le coefficient est significatif.

La valeur estimée de (-0.031712) pour les coefficients à correction d'erreur suggère une stratégie d'ajustement lente d'environ 0.0317%. Cela veut dire qu'environ 0.031712% de l'écart (choc) de l'année passée est ajusté et converge vers l'équilibre à long terme de l'année en cours. Tandis qu'un accroissement de la variable SBC de 1% accélère le taux du PIBC de 0.00449 % à court terme.

Tableau : Résultats de l'estimation des coefficients à court terme.

ARDL Error Correction Regression				
Variables	Coefficient	Std. Error	f-Static	Prob.

D (PIBC(-1))	0.748992	0.150550	4.975055	0.0000
D (SBC)	0.004498	0.003859	1.165713	0.2536
D (SBC(-1))	-0.012655	0.004436	-2.852958	0.0081
D (SBC(-2))	-0.003064	0.004389	-0.698068	0.4909
D (SBC(-3))	-0.010782	0.004297	-2.509180	0.0182
CointEq(-1)*	-0.031712	0.009587	-3.307955	0.0026
* p-value incompatible with t-Bounds distribution.				

Source : Réalisé à partir de nos estimations sur Eviews 10.

3.4.2. Coefficient de long terme

La relation statique de long terme s'écrit sous la forme suivante :

$$EC = a_0 - (a_1 * SB_t + a_2 * SBC_t + \epsilon_t)$$

Il s'agit d'une équation linéaire dont la procédure d'estimation a été déjà vue. Le tableau ci-dessous reporte les coefficients de régression de cette équation.

Tableau : Résultats de l'estimation des coefficients de long terme.

Levels Equation				
Case 2: Restricted Constant and No Trend				
Variables	Coefficients	Std. Error	t-Statistic	Prob.
SB	-0.017948	0.256416	-0.069995	0.9447
SBC	0.246051	0.252004	0.976376	0.3372
C	4.084267	1.614980	2.528989	0.0174
EC = PIBC - (-0.0179*SB + 0.2461*SBC + 4.0843)				

Source : Réalisé à partir de nos estimations sur Eviews 10.

L'équation de long terme s'écrit maintenant sous la forme suivante :

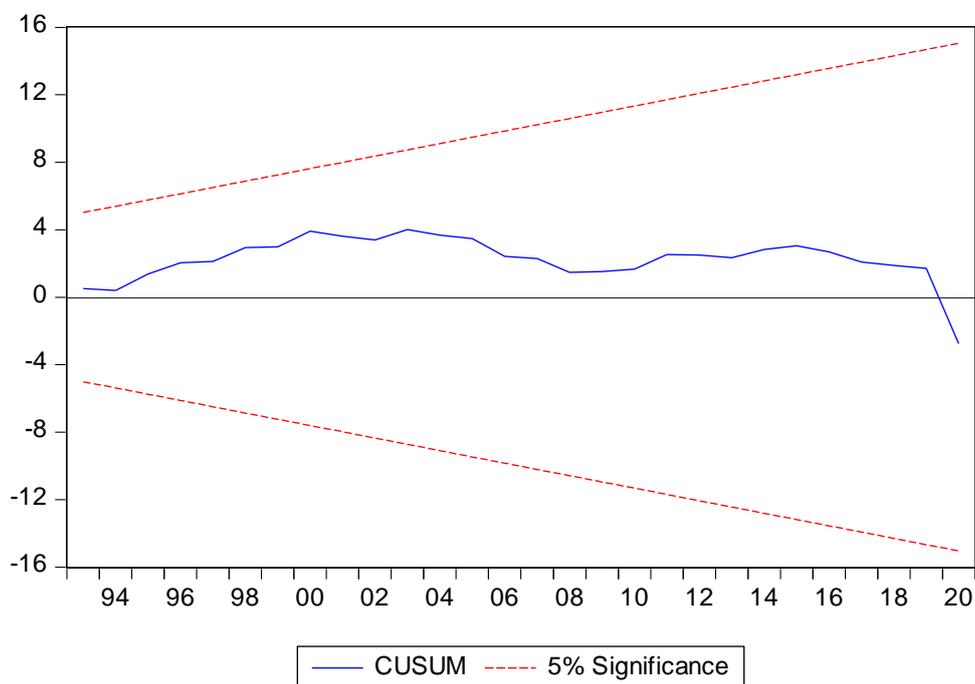
$$EC = PIBC - (-0.0179 * SB + 0.2461 * SBC + 4.0843)$$

Le tableau précédent, indique qu'il existe une relation négative entre les variables PIB et SB. Par contre, la variable SB est la seule à avoir un coefficient significatif à long terme, Par conséquent le PIB est négativement affecté par le SB. En effet, une amélioration du SB de 1% fait baisser le PIB de 1.79 %. Nous pouvons en déduire que le SB ne peut être considéré comme un déterminant de la croissance économique (PIB).

3.4.3. Test de COSUM.

Pour vérifier la stabilité de notre modèle, nous devons exécuter le test des sommes cumulées récursifs des résidus (COSUM). La représentation graphique suivante représente le résultat des tests de stabilité CUSUM appliqués à la fonction du produit intérieur.

Figure représentant graphique du test de CUSUM.



Source : réalisé à partir de EVIEWS 10

La représentation graphique ci-dessus révèle que la courbe associée à notre modèle ne coupe pas le corridor à l'intérieur de l'intervalle des valeurs critiques au seuil de 5 %. Par conséquent, le modèle est donc stable durant la période d'étude.

Après les différents tests économétriques appliqués à notre série nous déduisons que notre modèle ARDL est bien spécifié et stable, ainsi la robustesse économétrique de notre modèle est satisfaisante.

Conclusion

Pour atteindre l'objectif notre étude, le modèle autorégressif à retard échelonnés (ARDL) et le test de cointégration aux bornes (bounds-test) ont été employés pour notre analyse sur une période allant de 1980 à 2020. Le choix d'une telle approche est dû au fait qu'il y ait une sorte d'incertitude concernant l'ordre d'intégration des séries, celle-ci fut soulevée par les différents tests de stationnarité utilisés.

Les résultats de l'étude montrent que les séries sont intégrés, et ceci, à court terme ainsi qu'à long terme. Les tests de diagnostic et de stabilité effectués pour évaluer la validité de notre modèle indiquent ainsi la robustesse et la significativité des résultats.

Cette analyse montre qu'à à court terme il existe une relation négative entre le solde budgétaire et la croissance économique. Par contre, l'analyse constate aussi une relation positive entre le solde de la balance courante et le PIB. Ce qui insinue que les chocs à court terme sur le PIB se corrigent à long terme. Et que les variables convergent vers l'équilibre à long terme.

En effet, ces résultats montrent qu'à long terme, il y a une relation négative entre le solde budgétaire et le produit intérieur brut. Dans un pays rentier tel que l'Algérie, l'augmentation du solde budgétaire conduit à une baisse du produit intérieur brut à court terme, ce qui va par la suite étouffer la croissance économique, mais celle-ci se corrige et reprend son équilibre à long terme.

Conclusion générale

Au cours de notre recherche, nous nous sommes intéressées à l'examen de l'impact du déficit budgétaire sur le produit intérieur brut en Algérie. Sachant que la politique budgétaire algérienne a connu plusieurs orientations, Il est important de comprendre ce lien afin de mieux saisir le rôle du solde budgétaire dans la contribution à la croissance économique.

Sur le plan historique, l'exposé de l'évolution de la politique budgétaire, a démontré que durant sa transition vers l'économie de marché le gouvernement algérien a enclenché divers programmes économiques visant toujours la relance économique.

Au début du 3^{ème} millénaire, l'économie algérienne a connu une croissance importante, Les dix premières années ont été particulièrement marquées par une amélioration dans plusieurs domaines. Sa situation économique s'est progressée rapidement et plusieurs réformes ont été engagées afin de mettre à niveau les secteurs les plus importants.

La politique dans laquelle le gouvernement s'est engagé durant cette période avait pour objectif le soutien de la croissance et de la stabilité économique du pays ainsi que la consolidation des indicateurs macroéconomiques ayant montré une amélioration sans précédent comparativement aux années passées. Notamment grâce à la bonne tenue des prix des hydrocarbures.

Sur le plan empirique, notre étude était orientée vers la modélisation économétrique qui consiste dans un premier temps à modaliser la relation entre produit intérieur et le déficit budgétaire à l'aide d'un modèle (ARDL), sur une période allant de 1980 à 2020. L'objectif final est de vérifier l'existence d'une ou plusieurs dynamiques de court et de long terme.

Le test de stationnarité révèle que sur les trois séries étudiées la variable (SB) est la seule à être stationnaire en niveau, tandis que les variables (SBC) et (PIBC) deviennent stationnaires après la première différenciation.

Concernant les résultats d'estimation du modèle ARDL, nous avons constaté l'absence d'autocorrélation des erreurs, l'absence d'hétéroscédasticité, ce qui implique que la normalité des erreurs est vérifiée, et que le modèle a été donc bien spécifié.

Afin d'éclaircir les liens entre les deux variables à savoir le produit intérieur brut et le solde budgétaire, notre choix s'est orienté vers une étude de la cointégration entre les

variables. Ainsi, la procédure de Pesaran et Al. (2001) s'avère être la plus adéquate à notre analyse.

Le test de cointégration aux bornes (Bounds-Test) confirmé l'existence d'une relation de cointégration et un lien de causalité entre le produit intérieur brut et les autres variables indépendantes, Nous permettant ainsi d'estimer la dynamique à court terme et le coefficient de long terme.

A court terme la relation entre le solde budgétaire et la croissance économique est négativement affectée. Effectivement, le solde budgétaire causerait une baisse du PIBC et par conséquent de la croissance économique. Par contre ces chocs à court terme se corrigeraient sur long terme. Et par conséquent les variables convergeraient vers l'équilibre à long terme.

Après les différents tests économétriques appliqués à notre série, le test de stabilité de COSUM vient confirmer spécification et stabilité, ainsi la robustesse économétrique de notre modèle est satisfaisante.

Par conséquent, nous déduisons que la relation entre le déficit budgétaire et le produit intérieur brut impacterait négativement la croissance économique sur le court terme, mais cette relation néfaste se stabiliserait vers le long terme et stimulerait ainsi la croissance économique.

Annexes

Annexes

Annexes 01 : Tableau de statistiques descriptives.

	PIBC	SB	SBC
Mean	4.682504	-2.024996	2.153951
Median	4.103883	-2.841253	0.398000
Maximum	7.527523	13.96097	24.73800
Minimum	2.596368	-15.26743	-18.30000
Std. Dev.	1.565512	7.127056	10.30231
Skewness	0.481847	0.362137	0.227842
Kurtosis	1.787909	2.577179	2.892618
Jarque-Bera	4.096360	1.201557	0.374431
Probability	0.128969	0.548385	0.829265
Sum	191.9827	-83.02482	88.31200
Sum Sq. Dev.	98.03311	2031.797	4245.501
Observations	41	41	41

Annexe 02 : Test de stationnarité de la série PIB.

Null Hypothesis: D(PIBC,1) has a unit root

Exogenous: None

Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-4.630127	0.0000
Test critical values:		
1% level	-2.627238	
5% level	-1.949856	
10% level	-1.611469	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(PIBC,2)

Method: Least Squares

Date: 06/13/22 Time: 12:39

Sample (adjusted): 1983 2020

Included observations: 39 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(PIBC(-1),2)	-1.293218	0.279305	-4.630127	0.0000
R-squared	0.357673	Mean dependent var		-0.024153
Adjusted R-squared	0.357673	S.D. dependent var		0.203291
S.E. of regression	0.162929	Akaike info criterion		-0.765047
Sum squared resid	0.982191	Schwarz criterion		-0.721953
Log likelihood	15.53589	Hannan-Quinn criter.		-0.749714
Durbin-Watson stat	1.309254			

Annexe 03 : Test de stationnarité de la série SB.

Null Hypothesis: SB has a unit root

Exogenous: None

Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-2.937911	0.0043
Test critical values: 1% level	-2.624057	
5% level	-1.949319	
10% level	-1.611711	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(SB)

Method: Least Squares

Date: 06/13/22 Time: 12:44

Sample (adjusted): 1981 2020

Included observations: 40 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
SB(-1)	-0.368933	0.125577	-2.937911	0.0055
R-squared	0.181178	Mean dependent var	-0.040124	
Adjusted R-squared	0.181178	S.D. dependent var	6.373753	
S.E. of regression	5.767532	Akaike info criterion	6.367048	
Sum squared resid	1297.313	Schwarz criterion	6.409270	
Log likelihood	-126.3410	Hannan-Quinn criter.	6.382314	
Durbin-Watson stat	1.978732			

Figure 04 : Test de stationnarité de la série **SBC**.

Null Hypothesis: D(SBC) has a unit root
Exogenous: None
Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=9)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-6.145501	0.0000
Test critical values: 1% level	-2.625606	
5% level	-1.949609	
10% level	-1.611593	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
Dependent Variable: D(SBC,2)
Method: Least Squares
Date: 06/13/22 Time: 14:17
Sample (adjusted): 1982 2020
Included observations: 39 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(SBC(-1))	-1.019555	0.165903	-6.145501	0.0000
R-squared	0.498243	Mean dependent var	-0.183256	
Adjusted R-squared	0.498243	S.D. dependent var	8.843581	
S.E. of regression	6.264336	Akaike info criterion	6.532929	
Sum squared resid	1491.193	Schwarz criterion	6.575584	
Log likelihood	-126.3921	Hannan-Quinn criter.	6.548233	
Durbin-Watson stat	1.965848			

Figure 05 : Equation à long terme.

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
SB	-0.017948	0.256416	-0.069995	0.9447
SBC	0.246051	0.252004	0.976376	0.3372
C	4.084267	1.614980	2.528989	0.0174

$EC = PIBC - (-0.0179*SB + 0.2461*SBC + 4.0843)$

Figure 06 : Coefficient à long terme.

ARDL Long Run Form and Bounds Test
Dependent Variable: D(PIBC)
Selected Model: ARDL(2, 0, 4)
Case 2: Restricted Constant and No Trend
Date: 06/13/22 Time: 14:27
Sample: 1980 2020
Included observations: 37

Conditional Error Correction Regression

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	0.129520	0.101136	1.280654	0.2108
PIBC(-1)*	-0.031712	0.021733	-1.459181	0.1556
SB**	-0.000569	0.008073	-0.070504	0.9443
SBC(-1)	0.007803	0.004724	1.651687	0.1098
D(PIBC(-1))	0.748992	0.333261	2.247462	0.0327
D(SBC)	0.004498	0.007884	0.570528	0.5729
D(SBC(-1))	-0.012655	0.004942	-2.560803	0.0161
D(SBC(-2))	-0.003064	0.004873	-0.628760	0.5346
D(SBC(-3))	-0.010782	0.004636	-2.325571	0.0275

* p-value incompatible with t-Bounds distribution.

** Variable interpreted as $Z = Z(-1) + D(Z)$.

Levels Equation
Case 2: Restricted Constant and No Trend

Annexe 07: Dynamique à court terme.

ARDL Error Correction Regression

Dependent Variable: D(PIBC)

Selected Model: ARDL(2, 0, 4)

Case 2: Restricted Constant and No Trend

Date: 06/13/22 Time: 14:45

Sample: 1980 2020

Included observations: 37

ECM Regression				
Case 2: Restricted Constant and No Trend				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(PIBC(-1))	0.748992	0.150550	4.975055	0.0000
D(SBC)	0.004498	0.003859	1.165713	0.2536
D(SBC(-1))	-0.012655	0.004436	-2.852958	0.0081
D(SBC(-2))	-0.003064	0.004389	-0.698068	0.4909
D(SBC(-3))	-0.010782	0.004297	-2.509180	0.0182
CointEq(-1)*	-0.031712	0.009587	-3.307955	0.0026
R-squared	0.536890	Mean dependent var	0.101721	
Adjusted R-squared	0.646065	S.D. dependent var	0.176905	
S.E. of regression	0.143056	Akaike info criterion	-0.903763	
Sum squared resid	0.634418	Schwarz criterion	-0.642533	
Log likelihood	22.71962	Hannan-Quinn criter.	-0.811667	
Durbin-Watson stat	1.835379			

* p-value incompatible with t-Bounds distribution.

F-Bounds Test				
Null Hypothesis: No levels relationship				
Test Statistic	Value	Signif.	I(0)	I(1)
F-statistic	3.970902	10%	2.63	3.35
K	2	5%	Borne inférieur 3.1	3.87
		2.5%	3.55	4.38
		1%	4.13	5

Annexe 08 : Test d'autocorrélation.

Breusch-Godfrey Serial Correlation LM Test:

F-statistic	2.040323	Prob. F(2,26)	0.1503
Obs*R-squared	5.019304	Prob. Chi-Square(2)	0.0813

Annexe 09 : Test d'hétéroscédasticité.

F-statistic	2.644427	Prob. F(8,28)	0.0269
Obs*R-squared	15.92399	Prob. Chi-Square(8)	0.0635
Scaled explained SS	36.74626	Prob. Chi-Square(8)	0.0000

Annexe 10 : Test de spécification.

F-statistic	0.020282	(1, 27)	0.8878
-------------	----------	---------	--------

Références

Bibliographiques

Références bibliographiques

01. Matthieu Caron ; « Budget et Politiques Budgétaires » ; Édition Bréal ; Paris 2007, page : 31.
02. <https://www.dzairdaily.com/algerie-deficit-budgetaire-va-atteindre-31-milliards-dollars-2022/>
03. Matthieu Caron ; « budget politiques budgétaire » ; Édition Bréal ; Paris 2007, page 13.
04. Journal Officiel, (art. 04 de la loi n° 18-15 du 2 septembre 2018 relative aux lois de finances).
05. Journal Officiel, (art. 03 de la loi n° 84-17 du 07 juillet 1984 relative aux lois de finances).
06. Manuel de contrôle des dépenses engagées, Direction Générale du Budget, Ministère des Finances, Alger, 2007. Page : 13.
07. Journal Officiel, (art.7 de la loi n° 18-15 du 2 septembre 2018 relative aux lois de finances).
08. <https://www.ccomptes.dz/fr/glossaire/>, 17 mai 2022, 18h30.
09. Christian Bigaut, « Budget de l'Etat », ellipses, page 26.
10. Journal Officiel, (Art. 14 de la Loi n° 18-15 du 02 septembre 2018 relative aux lois de finances)
11. François Duruel Buisson, Budget et pouvoir financier, DALLOZ 2001, page : 10.
12. Journal Officiel, (art.14 de la loi n° 18-15 du 2 septembre 2018 relative aux lois de finances)
13. WASERMAN Franck, « les finances publiques », documentation française, (2018), Page 149.
14. Journal Officiel, (art. 10 de la Loi n° 90-21 relative à la comptabilité publique).
15. Journal Officiel, (art. 06 de la loi n° 84-17 juillet 1984 relative aux lois de finances).
16. Journal Officiel, (art. 44 de la loi n° 84-17 juillet 1984 relative aux lois de finances)
17. AHMED Silem, JEAN-MARIE Albertini, « lexique d'économie », Ed DALLOZ, Paris, 2002, Page : 397.
18. Ait Mokhtar Omar, 2014, « L'évolution de la politique des dépenses publiques dans le contexte de la Mondialisation », page 07.
19. <https://www.algeriabusiness.info/la-structure-de-la-depense-publique/>, consulté le 22/05/2022.
20. Guy Quaden, op.cit, p 125.
21. Journal Officiel, (art. 24 de la loi n° 84-17 juillet 1984 relative aux lois de finances)

22. François ADAM, et al, « Finances Publiques », édition Dalloz 2003, p 42
23. Alain beitone, Christine Dollo, Antoine Cazorla et Anne Marie Draï « dictionnaire des sciences économiques », Ed ARMAND COLIN, Paris2004, P391
24. <https://www.economie.gouv.fr/facileco/john-maynard-keynes>, consulté le29/05/2022.
25. P.A. Samuelson, W.D. Norddhaus, “*Economie*”, éd. Economica, Paris, 2005, P 24.
26. Abdelhak Lamiri(2013), « La décennie de la dernière chance: Emergence ou déchéance de l'économie algérienne ? », page 60.
27. La Banque Mondiale (1994), "Mémorandum Economique ; La Transition vers une Economie de Marché", Vol. 1, Rapport n°12048-AL, 25 Mai 1994, P13.
28. Oufriha Fatima Zohra, Khaled Menna, Ecrits monétaires, (2014), Page 12.
29. BENI SAAD, H. le plan d'ajustement structurel : l'expérience du Maghreb. Edition OPU. Alger. 1999. P34.
30. La Banque Mondiale (1994), Op.cit., p21
31. Y.Benabdallah, Le développement des infrastructures en Algérie, Revue du CREAD, Alger2007, p 07.
32. Revue Algérienne d'Economie et gestion Vol. 15, N° : 02 (2021), Page : 893.
33. <https://www.liberation.fr/terre/2014/06/09/travailler-mieux-pour-sauver-la-planete>, consulté le 19/06/2022, a 15 :30.
34. Insee-En-Bref – « Pour comprendre la croissance économique » - Edition janvier 2017
35. "Marchand" et "non-marchand" dans l'économie des logiciels - Pierre-André MANGOLTE, colloque international des 25, 26 et 27 septembre 2006, Sep 2006, St Denis (MSH), France.
36. Article de Francis MALHERBE, « Le produit intérieur brut (PIB) ».
37. Glossaire de la Banque Africaine de Développement.
38. Cours Licence – ECONOMIE- « Croissance et emploi » - Pr. LIOUAEDDINE Mariem - 2018
39. Cours Licence – ECONOMIE- « Croissance et emploi » - Pr. LIOUAEDDINE Mariem - 2018
40. Mémoire de magister, « Essai d'analyse de l'impact de la croissance des dépenses publiques sur les équilibres macroéconomiques : Cas de l'Algérie, Préparé par Marzouk LEKKAM - Université Mouloud MAMMERI de Tizi-Ouzou – 2018.
41. <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/094000249/0000.pdf>
42. S. PHOCAS, « Quelles sont les sources de la croissance économique ? »

- 43.** Solow, R. M. (1956). A Contribution to the Theory of Economic Growth. *The Quarterly Journal of Economics*, page: 65-94.
- 44.** Source: Roland Dohrn, « Euren study Potential Growth in Europe: How to measure it and how to boost it?».
- 45.** S. PHOCAS, « Quelles sont les sources de la croissance économique ? », 2012
- 46.** gouvernement.com/public/term/sources_et_limites_de_la_croissance/sourcesetlimitesdelacroissance, consulté le 15/04/2022 à 22:45.
- 47.** S. PHOCAS à partir de J M Huart, croissance et développement, Bréal collection « thèmes et débats » 2003, page 15.
- 48.** <https://www.economie.gouv.fr/facileco/joseph-schumpeter>, consulté le 09/06/2022 à 09 :30.
- 49.** <http://patrick-gilormini.over-blog.com/2018/10/douglass-north-1920-2015-le-poids-des-institutions-en-economie.html>
- 50.** Qualité institutionnelle et Croissance économique : Application sur données de Panel dynamique (GMM) Abderraouf MTIRAOUI et Nader BEN FADHEL, Université de Sousse-Tunisie Laboratoire de Recherche: LAMIDE – Janvier 2015
- 51.** Pascal Bailly – Professeur de Sciences Economiques et Sociales – Lycée A. Croizat – MOUTIERS (73), « La relation entre progrès technique et croissance chez schumpeter ».
- 52.** www.melchior.fr/synthese/corrige-d-esh-du-concours-de-hec-2021-toute-destruction-est-elle-creatrice
- 53.** Pascal Bailly – Professeur de Sciences Economiques et Sociales–Lycée A. Croizat– MOUTIERS (73), « La relation entre progrès technique et croissance chez schumpeter ».
- 54.** Lardic.S, Mignon. S, « Econométrie des séries temporelles macroéconomiques et financières », Edition Economica, Paris, 2007, Page : 11.
- 55.** BOURBONNAIS. R (2015), OP.cit. Page 249.
- 56.** BOURBONNAIS.R (2018), Econométrie, Page : 340.

Liste des tableaux

Tableau 01: Solde budgétaire.

Tableau 02: Evolution des dépenses budgétaires en milliards de dinars (1990/1993).

Tableau 03: Evolution des recettes budgétaires en milliards de dinars (1990/1993).

Tableau 04: Les dépenses budgétaires en milliards de dinars (1994/2001).

Tableau 05: Evolution des recettes budgétaires en milliards de dinars (1994/2001).

Tableau 06: Evolution des dépenses budgétaires en milliards de dinars (2001/2014).

Tableau 07: Evolution des recettes budgétaires en milliards de dinars (2001/2014).

Tableau 08: Evolution des dépenses budgétaires en milliards de dinars (2015/2019).

Tableau 09: Evolution des recettes budgétaires en milliards de dinars (2015/2019).

Tableau 10: Contribution des facteurs à la croissance.

Tableau 11: Comparatif entre les deux voies de la croissance.

Tableau 12: Statistique descriptives des séries.

Tableau 13: Test de stationnarité des séries (ADF).

Tableau 14: Valeur graphique du (SIC).

Tableau 15: Résultats des tests diagnostiques du modèle (ARDL) estimé

Tableau 16: Résultats du test de cointégration de Pesaran et al. (2001).

Tableau 17: Estimation des coefficients de force de rappel.

Tableau 18: Résultats de l'estimation des coefficients à court terme.

Tableau 19: Résultats de l'estimation des coefficients de long terme.

Liste des figures

Figure 01 : Evolution des dépenses budgétaires en milliards de dinars (1990-1993).

Figure 02 : Composition des recettes budgétaires.

Figure 03 : Ventilation des recettes budgétaires en 2000.

Figure 04: Evolution graphique de la variable Produit Intérieur Brute Constant.

Figure 05: Evolution graphique de la variable Solde Budgétaire.

Figure 06: Evolution graphique de la variable Solde de la Balance Courante.

Figure 07: Valeur graphique du (SIC).

Table des matières

Table des matières

Introduction Générale.....	01
Chapitre 01: Cadre conceptuel du budget de l'Etat et de la politique budgétaire.....	04
Introduction.....	04
Section 1 : loi de finances et budget de l'Etat.....	04
1. Loi de finance.....	05
1.1.La loi de finance initiale.....	05
1.2.La loi de finances complémentaire ou rectificative.....	06
1.3.La loi de règlement budgétaire.....	06
2. Le budget de l'Etat.....	07
2.1.Définition du budget de l'état.....	07
2.2.Les principes du budget de l'état.....	08
2.2.1. Le principe de l'unité budgétaire.....	08
2.2.2. Le principe d'universalité budgétaire.....	09
2.2.3. Le principe d'annualité budgétaire.....	10
2.2.4. Le principe de spécialité et de sincérité budgétaire.....	10
2.2.5. Le principe d'équilibre budgétaire.....	11
2.3.Élaboration et exécution du budget de l'état.....	11
2.3.1. Préparation et élaboration du budget.....	11
2.3.2. Exécution du budget.....	12
2.4.Les différents budgets l'Etat.....	13
2.4.1. Le budget général de l'Etat.....	14
2.4.2. Les budgets annexes.....	14
2.4.3. Les comptes spéciaux.....	15
3. Les composantes du budget de l'état.....	15
3.1.Les recettes de l'Etat.....	15
3.1.1.Les recettes fiscales.....	15
A. Impôts directs	16
B. Impôts indirects	16
3.1.2.Les recettes non fiscales.....	16
3.2.Les dépenses de l'Etat :.....	17
3.2.1.Les dépenses de fonctionnement.....	18
3.2.2.Les dépenses d'investissements	18

3.2.3. Les dépenses de transfert.....	19
4. Le solde budgétaire.....	19
4.1. Détermination du solde budgétaire.....	20
4.2. Le déficit budgétaire.....	21
Section 02 : Cadre théorique du budget et évolution de la politique budgétaire algérienne.....	
1. Aperçu théorique du déficit budgétaire.....	22
1.1. La théorie libérale et la règle d'or budgétaire :	22
1.2. La théorie keynésienne	23
2. Evolution de la politique budgétaire en Algérie.....	24
2.1. Programme de Stabilisation Macroéconomique et Programme de Travail du Gouvernement (1990-1993).....	24
2.2. Plan de Stabilisation et d'Ajustement Structurel (1994-2001)	27
2.3. Les Plans de Soutien à la Croissance Economiques (2001-2014).....	30
2.4. Plan quinquennal de développement économique et social (2015-2019).....	33
Conclusion.....	36
Chapitre 02 : Revue théorique, et source de la croissance économique.....	
Introduction.....	37
Section 01 : La mesure de la croissance économique: le PIB et ses limites.....	
1. Mesure et objectifs de la croissance :	37
1.1. Objectif d'étude de la croissance.....	39
1.2. Mesure de la croissance économique à l'aide du PIB.....	40
1.3. Mesure de la croissance économique à l'aide du PIB/habitant.....	41
2. Les limites du PIB.....	43
2.1. PIB et conventions.....	43
2.2. PIB et bien être.....	44
3. Indice du développement humain.....	46
4. Le rapport Stieglitz, Sen et Fitoussi.....	46
Section 02 : Les sources de la croissance économique	
1. Les facteurs de production	48
2. Les différents modèles de croissance économique.....	49
2.1. Le modèle de Solow	49
2.2. Les modèles de la croissance endogène	52

3. La croissance économique : une destruction créatrice.....	55
4. Le rôle des institutions et des droits de propriété.....	56
Conclusion.....	62
Chapitre 03 : étude empirique sur l'impact du déficit budgétaire sur la croissance économique.....	
Introduction.....	63
Section 1 : Présentation des instruments d'analyse utilisés.....	63
1. Concepts de base d'une série chronologique.....	64
1.1. Les composantes d'une série chronologique.....	64
A. La composante de la tendance (T_t).....	64
B. La composante saisonnière (S_t).....	64
C. La composante cyclique (C_t).....	64
D. La composante résiduelle (E_t).....	64
2. Les unités d'analyse d'une série temporelle.....	65
2.1. Le concept de stationnarité.....	65
2.2. Fonction d'autocorrélation.....	65
2.3. Les processus non stationnaires.....	65
A. Processus TS (Trend Stationary).....	65
B. Processus DS (Differency Stationary).....	66
2.4. Les tests de racines unitaires.....	67
2.4.1. Test de dickey-fuller simple (DF).....	67
2.4.2. Processus du test de racine unitaire.....	67
2.4.3. Test de Dickey-Fuller augmentés (ADF).....	68
2.5. Test aux bornes (test de cointégration de Pesaran et Al.)	68
Section 2 : Etudes empirique (Modélisation ARDL).....	71
1. Propriétés statistiques des variables et du modèle étudié.....	71
1.1. Présentation des variables et du modèle utilisés	71
1.2. Statistiques descriptives des séries.....	72
1.3. Evolution graphique des variables.....	73
2. Test de la stationnarité des séries (ADF).....	74
3. Modélisation ARDL et test de cointégration.....	75
3.1. Décalage optimal de la modélisation ARDL.....	75
3.2. La stabilité des tests paramètres.....	76

3.3. Test de cointégration aux bornes.....	77
3.4. Coefficient de long terme et dynamique de court terme.....	78
3.4.1. Dynamique de court terme.....	78
3.4.2. Coefficient de long terme.....	79
3.4.3. Test de COSUM.....	79
Conclusion.....	83
Conclusion Générale.....	85

Résumé :

Ce mémoire analyse l'impact du déficit budgétaire sur la croissance économique. À travers une revue de la littérature, un bref historique des différentes politiques budgétaires menées par l'état algérien, et une analyse empirique basée sur la modélisation autorégressive à retard échelonnés (ARDL).

Ainsi, ce document explore les effets variés des déficits budgétaires selon les contextes économiques. Les résultats montrent que des déficits modérés peuvent stimuler la croissance à court terme, surtout en période de récession, mais que des déficits élevés et persistants ont tendance à ralentir la croissance à long terme en augmentant la dette publique et les charges d'intérêts.

Mots clés : Budget de l'état, croissance économique, déficit budgétaire, Produit intérieur brut.

Abstract :

This thesis analyzes the impact of the budget deficit on economic growth. Through a literature review, a brief history of the various fiscal policies implemented by the Algerian government, and an empirical analysis based on Autoregressive Distributed Lag (ARDL) modeling, this document explores the varied effects of budget deficits in different economic contexts. The findings indicate that moderate deficits can stimulate short-term growth, especially during recessions, but high and persistent deficits tend to slow down long-term growth by increasing public debt and interest burdens.

Keywords: State budget, economic growth, budget deficit, Gross Domestic Product (GDP).